



PROTESTER EST UN DROIT
8 PAGES AVEC AMNESTY
INTERNATIONAL

MIGRANTS — CALAIS, LE NAUFRAGE
DE LA HONTE **COVID-19 — POURQUOI**
OMICRON AFFOLE LA PLANÈTE



Courrier
international

N° 1622 du 2 au 8 décembre 2021
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3400 F.CFA, Algérie
520 DA, Allemagne 5,40 €, Andorre
5,00 €, Canada 7,75 \$CAN, Danemark
5,00 €, Espagne 5,20 €, Grande-Bretagne
4,60 €, Grèce 5,20 €, Italie 5,20 €, Japon
850 ¥, Maroc 41 DH, Pays-Bas 5,20 €, Portugal Cont.
5,20 €, Suisse 6,70 CHF, TOM
850XPF, Tunisie 7,20 DT.

ESPACE LE NOUVEAU FAR WEST

*Exploration du cosmos,
exploitation des ressources...
La course entre les grandes
puissances s'accélère.
Une nouvelle éthique
s'impose.*



M 03183 - 1622 - F: 4,50 €



Avec Open, il y en aura pour tout le monde



Série Limitée
Pack Open 70 Go

29€99
/mois
pendant 12 mois,
puis 63,99€/mois

En boutique
et sur [orange.fr](https://www.orange.fr)

Soit pour les nouveaux clients Orange : remises immédiates de 14€/mois⁽¹⁾ et remboursements différés de 5€/mois pour l'internet avec changement d'opérateur⁽²⁾ et de 15€/mois pour le mobile.

Fibre + TV UHD + Fixe + Forfait mobile 70Go, et ajoutez jusqu'à 4 forfaits mobiles à prix avantageux⁽³⁾.

 Kit mains-libres recommandé. Offre soumise à conditions du 19/08/2021 au 02/02/2022 réservée aux particuliers en France métropolitaine, valable sous réserve d'éligibilité, sur réseaux et terminaux compatibles. Engagement 12 mois. Frais de résiliation : 50€. Frais d'activation du décodeur : 40€. TV UHD : avec TV et contenus compatibles.

⁽¹⁾ Remises immédiates de 9€/mois le Bon Plan et de 5€/mois la remise La Fibre au prix de l'ADSL. ⁽²⁾ Remboursement différé sur facture de 5€/mois pour les nouveaux clients internet avec changement d'opérateur après le 18/09/2021 et de 15€/mois pour le mobile. Détails et formulaire sur odr.orange.fr

⁽³⁾ Perte de l'avantage en cas de : changement d'offre, résiliation du Pack Open, demande de suppression du remboursement par le client Pack Open.

orangeTM



LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

Le nouveau Far West

p.16

Le 15 novembre, un missile tiré par Moscou sur l'un de ses satellites a engendré plus d'un millier de débris orbitaux qui ont mis en danger la Station spatiale internationale (ISS) et ses sept astronautes, obligés de se réfugier dans leurs vaisseaux amarrés à l'ISS. "Avec des objets se déplaçant à une vitesse allant jusqu'à 28 000 km/h, même une collision avec un objet de la taille d'une bille aurait pu être potentiellement dévastatrice", remarquait alors le **Daily Beast**. Le 24 novembre, les Américains ont envoyé dans l'espace une sonde qui, si tout va bien, devrait dévier la trajectoire d'un astéroïde dans quelques mois. Fin décembre, le télescope James-Webb,

chargé de découvrir les premières étoiles de notre Univers, sera lancé de Kourou, en Guyane. Et, en 2022, l'actualité spatiale s'annonce particulièrement chargée : la Nasa devrait placer en orbite lunaire son vaisseau Orion, prélude au retour d'une mission sur la Lune ; la Lune où, après la sonde chinoise, une sonde sud-coréenne est attendue en août ; les Européens, eux, visent Mars. Et en février est prévu le premier vol entièrement privé du vaisseau Crew Dragon de SpaceX. Bref, ça se bouscule dans l'espace, et pas toujours pour le meilleur. Selon le **New Scientist**, il y aurait aujourd'hui plus de 4 000 satellites actifs en orbite autour de notre planète, et un certain nombre d'autres "retraités", qui rendent à terme les collisions et les chutes de débris sur la Terre inévitables. L'espace est en train de devenir une poubelle, et ce n'est pas la seule inquiétude qui agite la communauté scientifique. C'est toute l'éthique de l'exploration du

cosmos qu'il faut redéfinir, écrit le journaliste Ramin Skibba, sur le site britannique **Aeon**, dans le long article qui structure notre dossier de couverture cette semaine. "D'ici vingt à trente ans, des missions habitées pourraient faire des bonds de géant vers Mars - 500 fois plus éloignée de nous que la Lune - pour reconnaître les lieux et même y établir des colonies. Puis viendront les astéroïdes et d'autres destinations lointaines. À l'aube de cette nouvelle ère, nous avons la responsabilité collective d'examiner les défis moraux qui l'accompagnent", explique l'auteur. Pour Ramin Skibba, il faut à tout prix éviter une nouvelle colonisation, l'exploitation et l'épuisement des réserves du cosmos. "Si rien ne change, les intérêts commerciaux et militaires influenceront, voire supplanteront, l'intérêt commun ; la quête de ressources telles que l'eau, les minerais et la place précieuse en orbite se soldera par la spoliation des communs de l'espace et du ciel nocturne. Les investissements dans l'exploration spatiale seront

alors un moyen pour les puissants de se soustraire à la responsabilité qui leur incombe sur les questions de justice sociale." C'est le cœur de son propos : ne reproduisons pas dans l'espace les mêmes schémas ni les erreurs commises auparavant. "Des voix toujours plus nombreuses s'élèvent dans le milieu de l'astronomie pour défendre une conception différente : une vision pacifique, durable et égalitaire de l'espace, qui ne perdrait pas de vue les injustices et les inégalités à l'œuvre sur Terre." Pas sûr que ces voix soient entendues au vu de la frénésie actuelle pour l'exploration spatiale. "Le moment historique que nous vivons peut être comparé à la conquête de l'Amérique", écrit le magazine italien **Panorama**, qui consacre sa une à cette nouvelle "ruée vers l'or". Pour mieux en comprendre les enjeux, plongez-vous dans l'article d'**Aeon**, qui nous a convaincus par son approche originale et engagée de la science. Parmi les autres temps forts de ce numéro, le dossier que nous réalisons

chaque année depuis 2016 en partenariat avec Amnesty International. *Courrier international* soutient la campagne "10 jours pour signer" pour mobiliser l'opinion publique sur dix cas emblématiques. Cette année, ce sont les protestataires, qu'ils soient biélorusse, guatémaltèque, chinois ou égyptien, qui sont mis en avant. À lire aussi dans nos pages actualités, les réactions de la presse britannique après la mort de 27 personnes qui tentaient de traverser la Manche. "Le naufrage de la honte", pour **The Observer**, qui dénonce la politique migratoire toujours plus dure de Londres. Et aussi, les premières hypothèses sur Omicron, le variant qui fait trembler la planète.

En couverture :

Dessin de **Yogysic**, Indonésie.

Getty Images.

Amnesty : Dessin de **Gary**

Waters, Royaume-Uni.

Ikon Images.



Sommaire



GARY WATERS, ROYAUME-UNI. IKON IMAGES

DOSSIER p.40

PROTESTER EST UN DROIT

Sur tous les continents, celles et ceux qui manifestent, qui témoignent, qui tweetent contre les pouvoirs en place... en paient le prix. *Courrier international* s'associe à Amnesty International et à sa campagne "10 jours pour signer" pour mobiliser l'opinion publique.

FRANCE p.32

Hôpitaux. Une pilule amère

Pour pallier les manques dans les hôpitaux, l'État a débloqué près de 20 milliards d'euros. Mais cela ne suffit pas à apaiser la colère qui gronde, explique **Le Temps**.

360° p.52

Sous les cendres, la plage

Deux mois d'éruption volcanique ont défiguré la très touristique île espagnole de La Palma. Les cendres ont créé des paysages irréels, inquiétants et fascinants, captés par le photographe Emilio Morenatti.

7 JOURS DANS LE MONDE p.6

Omicron, le variant qui fait trembler la planète

Que sait-on de ce nouveau variant détecté en Afrique du Sud ? Aurions-nous pu éviter son apparition ? Fait-il peser un risque sur la reprise économique ? Les réponses de la presse étrangère.



CÔTÉ, QUÉBEC

LES SOURCES



Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Aeon (aeonmagazine.com) Londres, en ligne. **Connectas** (connectas.org) Amérique latine, en ligne. **The Daily Telegraph** Londres, quotidien. **Domani** Rome, quotidien. **The East Africa Monitor** (eastafricanmonitor.com), en ligne. **Expresso** Lisbonne, hebdomadaire. **El Faro** (elfaro.net) San Salvador, en ligne. **The Guardian** Londres, quotidien. **Al-Jazeera** (aljazeera.net) Doha, en ligne. **Khaosod** Bangkok, quotidien. **Kompas** Jakarta, quotidien. **The Local** (thelocal.fr) Stockholm, en ligne. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **Middle East Eye** (middleeasteye.net) Londres, en ligne. **Military History Matters** Londres, bimestriel. **Al-Modon** (almodon.com) Beyrouth, en ligne. **The Observer** Londres, hebdomadaire. **Al-Quds Al-Arabi** Londres, quotidien. **Sunday Times** Johannesburg, hebdomadaire. **Die Tageszeitung** Berlin, quotidien. **Le Temps** Genève, quotidien. **Twala** (twala.info/fr) Alger, en ligne.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. Omicron. Le variant qui fait trembler la planète

À la une

16. Espace, le nouveau Far West

D'un continent à l'autre

22. Allemagne. Olaf Scholz

en pleine lumière

24. Union européenne.

La nouvelle PAC ?

Une imposture !

26. Éthiopie. Djibouti,

victime collatérale

28. Turquie. La livre chute,

le peuple trinque

30. Monde arabe. Comment

trouver la paix ?

32. France. Hôpitaux : une pilule amère

34. Amérique latine. Les cartels

de narcos se mondialisent

36. États-Unis. Qu'est-il arrivé

à Kamala Harris ?

38. Indonésie. Ils jouent

les trouble-dettes

Dossier

40. Protester est un droit

Transversales

48. Économie. Le fer, trop cher, rouille en Algérie

50. Sciences. Le matériel médical

est conçu pour l'homme blanc

51. Signaux. Du nucléaire sur

tous les continents

360°

52. Portfolio. Sous les cendres,

la page

56. Histoire. Pearl Harbor,

le coup de poker japonais

58. Plein écran. Ce que

les zombies ont à nous dire



SUR NOTRE SITE

La France vue de l'étranger.
Éric Zemmour candidat

Après des semaines de vrai-faux suspens, Éric Zemmour a officialisé, le 30 novembre, sa candidature à la présidentielle 2022. Retrouvez les réactions et les analyses de la presse étrangère sur *“le phénomène politique dominant en France”*, comme le qualifie **Die Zeit**.

À écouter. Notre calendrier de l'Avent

Du 1^{er} au 24 décembre, nous vous proposons, dans *Les Mots des autres*, notre podcast sur les langues étrangères, de déguster chaque jour un bonbon sonore : le secret des Suédois pour survivre au manque de lumière, la prétendue tradition du “cornichon de Noël” aux États-Unis, le facétieux concept japonais du *fukubukuro*... Du géorgien au chinois, de l'arabe à l'islandais, laissez-vous surprendre par notre sélection de mots hivernaux.

ERRATUM : Dans notre numéro 1621, daté du 25 novembre, nous avons indiqué par erreur que Jacob Blake avait été tué par la police à Kenosha (États-Unis), alors qu'il a été blessé par balles. Nous présentons nos excuses à nos lecteurs.

L'horoscope de Rob Brezsny Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.

**NOTRE NOUVEAU
HORS-SÉRIE**

Science, société, géopolitique...
Les articles les plus marquants de l'année
parus dans la presse étrangère.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec

directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Décembre 2021. Commission paritaire n° 0722c82101.

ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69 avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax** 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com

Directrice de la rédaction Claire Carrard (1658) **Rédactrice en chef** Virginie Lepetit (1612) **Rédacteurs en chefs adjoints** Raymond Clarinard (1677), Claire Pomarès (web),

Matthieu Recarte **Responsable du numérique** Joffrey Ricome **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (1631). **Conception graphique** Xavier Errea **Comunicación**

ÉDITION Anouk Delpoit (1698), Fatima Rizki (1730), 7 **JOURS DANS LE MONDE** François Gerles (chef de rubrique, 1748) **EUROPE** Gerry Feehily (chef de service, 1695), Laurence

Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 1636), Catherine Guichard (Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 04), Carole Lyon (Belgique, 17 36),

Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Beniamino Morante (Italie, 19 72), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal),

Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Béranger Dominici (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie),

Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine),

Antoine Jacob (Suède, Norvège, Danemark) **FRANCE** Carolin Lohrenz (chef de rubrique, 1693) **AMÉRIQUES** Béranger Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14),

Jean-Hébert Armengaud (chef de service, Amérique latine, 16 57), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) **ASIE**

Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Carole Dieterich (Asie du Sud),

Élisabeth D. Inandiari (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corée) **MOYEN-ORIENT** Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama, Pascal Fenaux (Israël), Philippe

Mischkowsky (pays du Golfe) **AFRIQUE** Hassina Mechaï (chef de rubrique), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est) **TRANSVERSALES** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47),

Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Annick Rivoire (Économie) **MAGAZINE 360°** Marie Bélizel (chef des informations, 17 32), Hugo Florent (16 74), Delphine Veaudor (16 76) **HISTOIRE** Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès (rédactrice en chef adjointe), Nicolas Coisplet (chef d'édition), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Blondé (éditeur web), Gabriel Hassan (éditeur web, 16 32), Carole Lyon (éditeur web, 17 36), Hoda Saliby (éditeur web, 16 35),

Mélanie Chenouard (vidéo, podcasts, 16 65) **COURRIER EXPAT** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

TRADUCTION Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais),

Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais),

Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **RÉVISION** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérod, Julie Martin

PÔLE VISUEL Sophie-Anne Delhomme (responsable), **WEB DESIGN ET ANIMATION** Alexandre Errichiello (chef de service, 16 17), Benjamin Fernandez, Jonathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **ICONGRAPHIE** Luc Briand (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10),

Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **MAQUETTE** Alice Andersen (chef de service, 16 37), Denis Scudeller (chef de fabrication), Gilles de Obaldia **CARTOGRAPHIE** Thierry Gauthé (16 70) **INFOGRAPHIE** Catherine Doutey (16 66) **INFORMATIQUE** Denis Scudeller

AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Jessica Robineau (16 08) Dalia Konate (17 38)

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 45 35) **IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE :** Mury, 45 330 Malesherbes

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Jean-Baptiste Bor, Zuhe Valentine Chavez, Marie-Ange Costantini, Antoine Cuny-Lecallet, Camille Dalicieux, Marie Daoudal, Jeanne Fournier, Cécile Le Liboux, Clara Limouzin, Valentine Morizot, Ioris Queyroi, Anne Romefort, Isabelle Taudière, Léo Thomas, Marie-Laure Theodoule, Rachel Teyssandier, Maddalena de Vio, Yuta Yagishita, Chenxi Zhang

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS 11 459, 75 077 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 **Présidente** Laurence Bonicazzi Bridier, **Directrice générale adjointe, Marketing & Études** Élisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68), **Directeur délégué, directeur de Marque** Courrier international David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur délégué Activités** programmatiques, AD Tech & Monétisation Sébastien Noël (sebastien.noel@mpublicite.fr, 37 00) **Directeur délégué, pôle Agences** François de Ren (francois.deren@mpublicite.fr, 30 21) **Directeur délégué, pôle Opérations spéciales** Steeve Dablin (steeve.dablin@mpublicite.fr, 38 84)

RESPONSABLE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellán (16 06) Lucie Madalena (gestion) Droits Eleonora Pizzi (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Xavier Loth **Directrice des ventes** Sabine Gude

Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Valentin Moreau (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **MARKETING** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18),

Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49), Mynn-May Vang, Anthony Pittavino

Modifications de services ventes au numéro, réassortis 0805 05 01 47 **Service clients Abonnements** Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex **Tél.** 03 21 13 04 31 **Fax** 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9h à 18h) **Courriel** abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com>

Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgv>

Courrier international, USPS number 015-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in August and December), by Courrier International SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o ExpressMag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Origine du papier : Allemagne. 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. L'encartisation : P101 = 0,002 kg/tonne de papier. Ouvrage imprimé à 100 % av ec des encres respectueuses de l'environnement et conformes à la norme Blue Angel.

Ce numéro comporte un encart Les restos du cœur posé sur la totalité des abonné France métropolitaine.

ACPM

Certifié PEFC

Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.

10-31-1282 pefc-france.org

10-31-1282

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org

pefc-france.org



C'est tous ensemble que l'on peut agir pour l'environnement.

Rejoignez les 3,9 millions de clients ENGIE⁽¹⁾
qui ont fait le choix des offres d'électricité verte.⁽²⁾



1^{er} fournisseur d'électricité verte.

L'énergie est notre avenir, économisons-la!

(1) Source ENGIE interne au 01/11/21, suivi des offres vertes. (2) Pour les particuliers (sites résidentiels) en offres à prix de marché d'électricité verte en France métropolitaine, hors Corse (au 30/06/2020). Électricité verte : 1kWh consommé = 1kWh d'électricité renouvelable injecté dans le réseau (source des garanties d'origine ENGIE : 63% hydraulique, 36% éolien, 1% solaire).

ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Charles Mamarot.



7 jours dans
le monde



Omicron. Le variant qui fait trembler la planète

Après l'annonce de l'apparition en Afrique du Sud d'un nouveau variant présenté comme très contagieux, plusieurs pays ont suspendu leurs liaisons aériennes vers l'Afrique australe. Mais pour l'heure, aucun élément ne permet de mesurer précisément la menace.

Quand l'a-t-on détecté ?

“C’est autour d’un café dans son bureau, mardi [23 novembre], que Tulio de Oliveira, directeur du Centre de réaction épidémiologique et d’innovation sud-africain, a mis son collègue dans la confiance. ‘Il se passe quelque chose, a-t-il dit à Alex Sigal, un virologue qui cultive des coronavirus dans un laboratoire sud-africain. Ils ont trouvé un variant complètement inconnu’”, écrit le **Wall Street Journal** dans une enquête titrée : “Comment le variant Omicron a secoué le monde en une semaine”.

“Depuis des jours, le nombre de cas [en Afrique du Sud] augmentait rapidement, reprend le quotidien économique. Les techniciens de laboratoire, intrigués, se sont aperçus en recevant des tests Covid-19 positifs qu’un élément manquait sur la protéine Spike du virus, ce qui pouvait indiquer que le virus avait subi une autre mutation. Les scientifiques ont alors séquencé le génome du virus et ont découvert plus de 50 modifications par rapport au coronavirus de départ.”

Le 25 novembre, le professeur Oliveira a donc alerté le président sud-africain.

Et, le jour suivant, l’Organisation mondiale de la santé (OMS) rangeait le nouveau variant parmi ceux qui sont préoccupants. Les premiers échantillons du variant aujourd’hui appelé Omicron avaient été prélevés seulement deux semaines plus tôt, précise le quotidien américain : un dans la province de Gauteng, qui abrite Johannesburg, et quatre auprès d’un groupe de diplomates étrangers en déplacement au Botswana. Le même jour, un homme de 36 ans quittait l’Afrique du Sud à destination de Hong Kong. Mis en quarantaine, un test

a confirmé qu’il était “un des premiers cas d’Omicron”. Depuis, des cas ont été détectés un peu partout dans le monde, dont une cinquantaine en Europe au 30 novembre.

“C’est la première fois qu’un variant passe aussi vite du statut de la découverte à une annonce de l’OMS”, affirme le **Wall Street Journal**. Jamais non plus le reste du monde n’aura été aussi prompt à réagir et à se barricader. “En 2019, il a fallu un mois pour qu’on commence à s’inquiéter d’une nouvelle infection respiratoire à Wuhan ; et encore un mois pour que les États-Unis suspendent les vols en provenance de la Chine, rappelle **The Economist**. Or, cette fois-ci, “les restrictions de déplacement ont été mises en place en quelques heures”. Avant même que l’OMS ne range le B.1.1.529 parmi les variants préoccupants, plusieurs pays occidentaux, le Royaume-Uni en tête, ordonnaient en effet la suspension des vols en provenance et à destination de l’Afrique australe. Après la confirmation sur son territoire d’un cas d’Omicron, Israël décidait même d’“interdire l’entrée des non-résidents” dans le pays, rapporte le 28 novembre le quotidien **Ha’Aretz**. Bientôt imité par le Japon et le Maroc.

Que sait-on d’Omicron ?

Omicron semble hautement contagieux, nettement plus que Delta, et fait ainsi redouter le pire. Mais beaucoup de questions concernant sa dangerosité demeurent sans réponse à ce jour, rapporte le **New Scientist**. Le taux de reproduction du virus (R), c’est-à-dire le nombre de personnes qu’un patient peut infecter, est de près de 2 dans la province de Gauteng – où se trouvaient près de 80 % des cas déclarés en Afrique du Sud le 27 novembre. Or, dès que R dépasse 1, une épidémie croît de manière exponentielle, rappelle **The Guardian**.

“Le variant présente une ‘constellation très inhabituelle de mutations’”, relève Sharon Peacock. Cette microbiologiste à l’université de Cambridge, citée par le **New Scientist**, précise : “Il y a plus de 30 mutations sur la protéine Spike, la partie du virus qui interagit avec les cellules humaines.” Mais d’autres mutations pourraient aussi aider le virus à “contourner nos systèmes immunitaires, à le rendre plus transmissible et moins réactif aux traitements”, selon l’Agence de sécurité de la santé britannique (HSA). Celle-ci note cependant que “cela n’a pas été prouvé”.

Ce que l’on sait aujourd’hui sur ces mutations est en grande partie théorique et fondé sur l’expérience passée des mutations du Sars-CoV-2 plus que sur des analyses scientifiques. Ainsi Wendy Barclay, virologue à l’Imperial College à Londres, déclare au **New Scientist** : “On ne sait pas vraiment si le variant va réduire l’efficacité des vaccins. Mais en théorie, le nombre de mutations sur la protéine Spike signifie que

↳ Dessin de Côté paru dans *Le Soleil*, Québec.

L'efficacité des anticorps produits par les vaccins contre le Covid-19 serait compromise."

Elle considère fort probable qu'Omicron soit plus transmissible que le variant Delta en raison d'une mutation sur une zone particulière du virus. "Nous n'avons pas de preuve définitive pour l'instant que ce variant est plus transmissible, mais il y a des indices qui laissent penser qu'il pourrait l'être", observe Sharon Peacock, qui attire notamment l'attention sur la croissance des contaminations en Afrique du Sud et un R très élevé dans le Gauteng.

Cela dit, des variants antérieurs n'ont pas réussi à s'implanter dans certains pays en raison de la concurrence d'autres variants : Bêta ne s'est jamais installé au Royaume-Uni et Alpha s'est répandu en Europe sans jamais prendre une grande ampleur en Afrique du Sud.

Jusqu'à présent, il n'y a aucun signe qu'Omicron provoque une maladie plus grave que les variants précédents. Et selon Yonatan Grad, professeur spécialisé en immunologie et maladies infectieuses à Harvard, cité par *The Economist*, "évaluer la gravité d'Omicron pourrait prendre un à deux mois".

Aurait-on pu l'éviter ?

"Le virologue camerounais John Nkengasong a émis un pronostic très dur dès le mois de mars", raconte *El País*. "L'Europe tente de vacciner 80 % de ses citoyens [son taux de vaccination actuel se situe aux alentours de 70 %]. Les États-Unis veulent vacciner 80 % de leur population [ils en sont à 69 %]. Les pays développés termineront la vaccination, ils imposeront des restrictions sur les voyages, et alors l'Afrique deviendra le continent du Covid."

Près d'un an après la commercialisation de vaccins sûrs et efficaces, seules trois personnes sur cent ont été entièrement vaccinées dans les pays les plus pauvres de la planète, déplore le journal madrilène, en s'appuyant sur des chiffres de l'université d'Oxford. "Chaque jour, on inocule six fois plus de doses de rappel [la troisième injection dans les pays riches] que de premières doses dans les pays à faibles revenus", a déclaré récemment le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Des inégalités qui ne font pas peser une menace uniquement sur ces seuls pauvres. Plus la propagation du virus se poursuit, plus les risques de l'émergence de nouveaux variants, tels qu'Omicron, sont grands.

Sur le continent africain, la vaccination a été entravée par des systèmes de santé déficients et quantité de problèmes logistiques, admet le quotidien. Ou encore, comme c'est le cas en Afrique du Sud, par la méfiance que la population nourrit à l'égard du système médical depuis l'épidémie de

sida, relève *The New York Times*. "Mais, affirme *El País*, le problème tient en grande partie à l'accaparement des doses par les pays développés, une dérive dénoncée par l'OMS."

Les pays riches avaient promis de remettre 2 milliards de doses aux plus pauvres à travers le mécanisme onusien Covax. Or seule une dose sur cinq a été effectivement livrée, selon des données compilées par le think tank Council on Foreign Relations.

Autre faiblesse dans la gestion mondiale de la pandémie épinglée par *El País*, l'impuissance des instances internationales à lever les brevets sur les vaccins. Ce qui aurait permis, comme a essayé de le faire l'OMS en juin, de produire des vaccins en Afrique du Sud. "Le continent [africain] est maintenant dépendant des usines d'Inde, de Chine, des États-Unis et de l'UE, qui privilégient les contrats avec les pays les plus riches."

Menace-t-il la reprise économique ?

L'annonce de l'apparition d'Omicron, suivie de la suspension de nombreux vols desservant l'Afrique australe, a fait chuter la Bourse sud-africaine, "qui, [le 26 novembre], a connu son niveau le plus bas depuis avril 2020, quand l'Afrique du Sud venait d'entrer dans la phase la plus dure du confinement", précise depuis Johannesburg le quotidien économique *Business Day*.

L'onde de choc s'est propagée sur toutes les places financières à travers le monde. "Sur les marchés boursiers, surtout européens, c'est la soupe à la grimace", notait le 26 novembre *La Libre Belgique*. "L'apparition d'un nouveau variant du Covid-19 a déclenché une petite vague de panique", les Bourses ouvrant ce même jour sur de très nets reculs de 3 % à 4 %.

L'annonce de cette nouvelle souche "suscite l'inquiétude que les restrictions de voyage et d'autres mesures ne viennent gâcher la reprise de l'économie mondiale", confirme le *Wall Street Journal*. Mais, pondère le *Financial Times* le 29 novembre en citant plusieurs économistes, les répercussions du nouveau variant risquent d'être modérées en raison de la "faculté des économies à s'adapter aux restrictions liées au Covid-19, en parallèle au déploiement des campagnes de vaccination". La Bourse de New York a d'ailleurs clôturé en hausse le 29 novembre, rattrapant une partie de la chute due à la première réaction de panique.

Quoi qu'il en soit, assène *Bloomberg*, "la suite des événements sera dictée par ce que les scientifiques découvriront sur le nouveau variant. Reste en effet à savoir s'il résiste aux vaccins et s'il est plus contagieux que le variant Delta, qui a fait rage ces derniers mois sans pour autant plonger les économies dans la récession."

— *Courrier international*



L'Afrique du Sud punie pour sa transparence

À peine l'apparition d'Omicron était annoncée que plusieurs pays fermaient leurs frontières à l'Afrique du Sud. Indigné, ce journal de Johannesburg rappelle que c'est la vaccination qui est la clé pour remporter cette bataille.

— *Sunday Times* (extraits)
Johannesburg

Nombre de Sud-Africains auront certainement terminé ce week-end dans l'abattement, alors que dans le monde entier, les uns après les autres, des pays nous ferment leurs frontières et que nous devons assumer le rôle peu enviable de nouveau paria dans ce monde sous Covid. Dans un même élan, des États suivent l'exemple britannique et suspendent les vols en provenance et à l'arrivée d'Afrique du Sud, après la découverte du nouveau variant Omicron, peut-être plus contagieux et plus mortel que les précédentes souches du coronavirus. C'est un coup très dur pour le pays. Et la pire chose à faire aujourd'hui serait de vouloir régler le problème en imposant de nouvelles mesures de confinement drastiques, qui risqueraient de tuer dans l'œuf une reprise économique déjà fragile.

Certains avanceront que c'est précisément le talent et les compétences de nos chercheurs, et la transparence dont nous faisons preuve dans le partage des

informations sur la pandémie, qui nous ont mis dans cette galère. Le travail fantastique accompli par les scientifiques sud-africains qui étudient le virus, rendu public au monde entier jeudi [25 novembre], est considéré par certains comme une erreur stratégique : nous aurions mieux fait d'attendre d'en savoir un peu plus sur ce nouveau variant.

La séquence que nous venons de vivre en pousse plus d'un, dont notre ministre de la Santé, Joe Phaahla, à se demander tout haut si nous n'aurions pas péché par excès de transparence. Une chose est sûre, cependant : le Covid-19 est un problème mondial, et l'Afrique du Sud n'a pas le droit de faire de la rétention d'informations dans l'espoir, improbable, que les faits resteront secrets.

Reste qu'il est dur à avaler pour les Sud-Africains que le Royaume-Uni ait pu nous fermer ses frontières et nous mettre sur sa liste rouge sans même prendre la peine de nous en informer au préalable.

Sans doute Londres ne veut-il pas être taxé une fois encore de laxisme, comme face au variant Delta ? Mais nous interdire son territoire ? L'Organisation mondiale de la santé elle-même s'est émue d'une telle décision qui, sachant que le nouveau variant est très certainement déjà présent dans bien d'autres pays, revient un peu à fermer la porte de l'écurie alors que le cheval s'est déjà enfui. Espérons que les Britanniques, et une grande partie du reste du monde, verront bientôt les choses du même oeil.

Le Royaume-Uni et les autres pays développés vont devoir comprendre que leur sécurité dépend d'une campagne de vaccination mondiale qui soit réussie, et qu'à moins d'instaurer un apartheid mondial de grande envergure, il va falloir mettre un coup d'accélérateur pour que tout le monde, riche ou pauvre, soit vacciné. En Afrique du Sud aussi, la vaccination est loin d'atteindre les niveaux espérés et promis, et il faut redoubler d'efforts pour immuniser toute notre population. C'est là, et non sur de nouvelles restrictions, que doit être la priorité du président Cyril Ramaphosa.

Publié le 28 novembre



À la une



"OUI À LA VACCINATION, NON AUX RESTRICTIONS"

C'est ce que plaide le *Sunday Times* le 28 novembre. Un appel entendu par Cyril Ramaphosa. Le soir même, le président sud-africain n'a pas annoncé de mesures de confinement, mais fait savoir que le gouvernement envisage de rendre la vaccination obligatoire sous certaines conditions.

MIGRANTS

Le naufrage de la honte

Au moins 27 personnes sont mortes noyées le 24 novembre en tentant de traverser la Manche et de gagner le Royaume-Uni. Une tragédie qui, pour cet hebdomadaire de gauche, ne changera pas la politique migratoire de Londres, toujours plus dure.

de réduire la demande dont bénéficient les trafiquants d'êtres humains. Ceux qui ont une vision européen-centrée auront peut-être du mal à le croire, mais la majorité des réfugiés n'aspirent pas à rester en Europe – ils veulent rester près de chez eux, dans l'espoir de rentrer un jour dans leur pays. À l'échelle planétaire, près de 9 réfugiés sur 10 vivent dans des États à faibles revenus ayant des frontières communes avec leur pays d'origine. Sécuriser la traversée et offrir un système de demande d'asile plus généreux permettrait de couper l'herbe sous le pied aux mafias.

À deux vitesses. Mais cela va à l'encontre de la volonté du gouvernement, qui souhaite réduire à un chiffre impossible le nombre de dossiers de demande d'asile validés. Un peu plus de 13 000 réfugiés ont obtenu l'asile l'année dernière, soit 20 personnes par circonscription électorale. Mais le Royaume-Uni pourrait facilement en accueillir d'autres. Or, comme cela ne correspond pas à l'image politique qu'ils veulent cultiver, Boris Johnson et la ministre de l'Intérieur Priti Patel préfèrent insister sur les moyens d'empêcher les gens de faire la traversée en rendant notre pays encore plus hostile aux demandeurs d'asile et en réformant notre droit d'asile, ce qui est contraire à l'esprit et à la lettre de la Convention de 1951.

Le Royaume-Uni est déjà un lieu peu hospitalier pour ceux qui veulent s'y installer : les demandeurs d'asile ne peuvent pas travailler, sont souvent logés dans des conditions indignes et doivent vivre avec moins de 5,5 livres [6,5 euros] par jour. Le gouvernement cherche à compliquer les choses en mettant en place un système à deux vitesses selon lequel les demandeurs d'asile arrivant au Royaume-Uni par d'autres moyens que des programmes officiels d'accueil auraient encore moins de droits que les autres. Une proposition qui va à l'encontre de l'un des principes clés de la Convention de Genève, qui veut que les demandeurs d'asile doivent

pouvoir se faire entendre quelle que soit la façon dont ils sont arrivés dans le pays. Les autres propositions "dissuasives" du gouvernement actuellement étudiées au Parlement comprennent d'autres mesures contraires au droit international des réfugiés et au droit maritime, notamment le renvoi forcé, et dangereux, des bateaux en France et le tri des demandeurs d'asile dans des centres offshore.

La passe d'armes engagée par Johnson avec le président français, Emmanuel Macron, en dit long sur la médiocrité du gouvernement. La France [lire ci-contre] a eu tort d'exclure le Royaume-Uni d'une réunion importante sur la crise des

Absence au sommet

●●● Le dimanche 28 novembre, la chaise de Priti Patel était bel et bien vide. Réunis à Calais en l'absence de la Britannique, les ministres français, belge, allemand et néerlandais "dont le périmètre comprend l'immigration" ont validé la mise en place d'une patrouille aérienne au-dessus de la Manche, rapporte le **Financial Times**. "L'avion sera disponible jour et nuit à partir du 1^{er} décembre, précise le journal économique londonien. Les Européens se sont aussi mis d'accord sur la nécessité de parvenir à un accord entre l'UE et le Royaume-Uni dans les semaines à venir."

La ministre de l'Intérieur conservatrice s'était vu retirer son invitation le 26 novembre, quelques heures après la publication sur Twitter d'une lettre de Boris Johnson adressée au président français, Emmanuel Macron. "Le Premier ministre britannique réclamait dans sa missive la mise en place de patrouilles conjointes en mer et le renvoi en France des migrants arrivant en Angleterre par voie maritime, explique le **Financial Times**. Macron et ses ministres ont rejeté à la fois le fond du document, dans lequel se trouvaient des propositions déjà écartées par la France, ainsi que sa forme : la lettre avait été rendue immédiatement disponible aux médias britanniques."

Dans la foulée, le quotidien conservateur **The Daily Telegraph** avait qualifié de "puérile" la décision du locataire de l'Élysée. Un terme également employé par le **New Statesman** pour décrire le bras de fer entre les deux hommes. "Ces querelles ne font qu'exacerber la crise, déplore l'hebdomadaire de gauche. Un plan viable – qui inclurait Londres – est indispensable pour éviter d'autres tragédies. Mais aucune issue ne sera trouvée si les deux dirigeants continuent de chercher uniquement à marquer des points sur leurs scènes nationales respectives : au Royaume-Uni, l'immigration demeure un sujet central pour les électeurs tandis qu'en France Macron prépare la présidentielle prévue l'année prochaine."



—The Observer (extraits) Londres

Une image ou une histoire tragiques ont parfois le pouvoir de changer le cours de l'histoire. La photographie terrible du petit Alan Kurdi, échoué sur une plage turque, a choqué l'Europe en septembre 2015. Cet enfant syrien avait péri avec sa mère, son père et son frère en tentant la traversée de la Méditerranée. Pendant quelques semaines, au moins, on a pu croire que l'émotion de l'opinion allait inciter l'UE à adopter une politique plus humaine en matière d'asile. Mais ces dernières années, l'Europe l'a durcie, concluant des accords peu glorieux avec des régimes autoritaires comme celui de la Turquie, voire des États défaillants tels que la Libye, pour maintenir les réfugiés hors de son territoire.

Convention de 1951. Désormais, la tragédie s'invite sur nos côtes. Des désespérés, toujours plus nombreux, tentent de franchir la Manche, la voie maritime la plus fréquentée du monde, à bord de simples bateaux pneumatiques. Pas moins de 27 personnes se sont noyées le 24 novembre, dont une femme enceinte et trois enfants. Mais il est peu probable que ces drames entraînent un changement de politique.

Ce qui se passe dans la Manche est une crise humanitaire qui voit des hommes

et des femmes venus d'Iran, d'Irak, de Syrie et d'Afghanistan – lesquels dans leur immense majorité seraient éligibles au statut de réfugié – tenter de débarquer au Royaume-Uni. Pour autant, on ne peut pas dire que les services britanniques de gestion des demandes d'asile soient en crise, car le nombre des demandeurs d'asile au Royaume-Uni est bien moins élevé qu'il ne l'a été au début des années 2000, et bien moindre qu'en Allemagne ou en France. Et puis le phénomène est loin d'être nouveau : des gens ont toujours fui les conflits et la torture, et, poussés par le désespoir, ils sont parfois prêts à prendre des risques fous dans cette entreprise.

Ce qui est nouveau, c'est que les dirigeants politiques à travers le monde, et en particulier au Royaume-Uni, se soustraient de plus en plus aux obligations qui incombent à leur pays dans le cadre de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés. Pour le gouvernement britannique, la priorité n'est pas de réduire la mortalité dans la Manche, mais le nombre de gens qui demandent l'asile à leur arrivée sur le territoire du Royaume-Uni.

Le meilleur moyen de limiter le nombre de morts parmi ceux qui fuient les conflits et essaient de traverser la Manche – et aussi la Méditerranée – consisterait à ouvrir un passage sûr vers l'Europe. Cela permettrait



ÉDITO

Peu importe le cadeau,
c'est le geste qui compte ;-)



**Chez Hello bank! on fait tout
pour simplifier vos paiements avec Apple Pay.***



*Sous réserve de conditions d'éligibilité au service Apple Pay.
Hello bank! est l'offre 100% digitale de BNP Paribas SA - 16 bd des Italiens 75009 Paris - 662 042 449 RCS Paris.
Apple, le logo Apple, iPhone et Apple Pay sont des marques déposées aux États-Unis et dans d'autres pays.

À la une



“POURQUOI LA FRANCE A-T-ELLE LAISSÉ FAIRE ?”

s'indigne le quotidien **Metro** le 25 novembre. En une, le cliché d'une voiture attentiste de la police française face au départ, la veille, d'une vingtaine de réfugiés pour l'Angleterre.



“LES TROUPES BRITANNIQUES VONT PATROUILLER SUR LES PLAGES FRANÇAISES”

salue, un peu trop vite, le tabloïd conservateur **Daily Express**, le 26 novembre. La France avait déjà dit “no” à cette proposition contenue dans la lettre de Boris Johnson.

8 ← migrants. Pourtant, en provoquant Macron, avec la publication d'une lettre incendiaire sur les réseaux sociaux et ses demandes déraisonnables, Johnson a montré son vrai visage. C'est un homme dont la priorité est de faire les gros titres des journaux conservateurs acquis à sa cause et non d'essayer de travailler avec ses voisins pour éviter d'autres tragédies humaines.

Les pays riches ont une obligation morale envers les êtres humains qui fuient des conflits ou des catastrophes qu'ils ne parviennent pas toujours à assumer. Or c'est dans leur intérêt : se bunkériser, fermer les frontières et regarder ailleurs mettrait en danger la sécurité mondiale. Le Royaume-Uni était l'un des premiers pays à avoir signé la Convention sur les réfugiés de 1951, qui a codifié la solidarité et la coopération internationale et sans laquelle toute approche humanitaire des réfugiés est tout bonnement impossible. Pour notre plus grande honte, c'est aujourd'hui l'un des premiers pays à vouloir la faire disparaître. —

Publié le 27 novembre

Quelle mauvaise foi !

Loin d'être à la source du problème, la France préserve depuis plusieurs décennies les côtes anglaises d'une crise migratoire d'envergure mondiale, constate ce chroniqueur britannique.

—The Local (extraits) Paris

Ce qui définit entre autres une tragédie, c'est que tout le monde a en partie raison, et en partie tort.

Boris Johnson ne fait pas dans la tragédie. Son premier réflexe, après qu'au moins 27 personnes se sont noyées dans la Manche, a été de rejeter la faute sur les Français.

Certes, les Français ont leur part de responsabilité. Tout comme les Britanniques. Et les passeurs. Et les migrants eux-mêmes. De même que les volontaires et les ONG qui adoucissent les conditions sordides et lamentables dans lesquelles vivent des milliers de candidats à l'émigration en Grande-Bretagne, dans des campements de fortune dans le Pas-de-Calais.

J'écris sur la crise des migrants à Calais depuis vingt-quatre ans. Elle dure depuis près de trente ans. On a tout essayé. Rien ne fonctionne jamais bien longtemps. Ce n'est pas à Calais que le “problème de Calais” peut être résolu, car ce n'est justement pas le problème de la ville. Il ne représente qu'un infime fragment d'un problème européen, voire mondial, celui du déplacement de gens chassés par la guerre, la famine ou la misère, un problème qui, lui non plus, n'a pas de solution idéale.

Il est temps (on peut l'espérer) que le public britannique, les médias britanniques, et la classe politique britannique prennent en considération quelques faits simples. L'idée que la Grande-Bretagne est “submergée” (un mot atroce après ce qui s'est passé le 24 novembre) par l'immigration clandestine est absurde. Ces dernières années, le nombre de demandeurs d'asile, de réfugiés, de migrants clandestins qui atteignent le Royaume-Uni a diminué, et non augmenté.

Il a diminué parce que la France, œuvrant pour le compte de la Grande-Bretagne, a bloqué les voies qu'empruntaient auparavant les migrants pour traverser la Manche, à bord de navires ou par le tunnel, en camion ou en train. D'où le début, il y a trois ans, de la petite “invasion” par bateau, qui a connu un pic cette année avec 25 000 traversées réussies. Chiffre auquel il faudrait ajouter quelque 50 000 tentatives stoppées par les Français et, désormais, hélas, au moins 40 noyades depuis janvier 2021.

Voilà donc une autre réalité toute simple que les Britanniques devraient regarder en face, ce qu'ils se refusent de faire. Depuis presque trente ans, la Manche et les Français

ont protégé le Royaume-Uni de vagues successives de migrants venues des Balkans, d'Asie et d'Afrique. Les Français ont protégé la Grande-Bretagne parce qu'ils ont autorisé cette dernière à faire passer de facto sa frontière sud par le Pas-de-Calais. Et la Manche a joué un rôle comparable parce que les migrants avaient peur de la mer, du moins jusqu'à il y a trois ans.

Une fois que les demandeurs d'asile ont surmonté cette peur – désespérés parce que les autres voies d'accès étaient fermées –, une tragédie comme celle du 24 novembre est devenue inévitable. En rejeter la faute sur les Français est à peu près aussi logique que d'en rendre la mer coupable.

Les Français ne peuvent pas contrôler chaque mètre des 100 kilomètres du littoral du Pas-de-Calais et du Nord, à défaut de ressources colossales. La Grande-Bretagne a accepté en juillet de verser 62,7 millions d'euros supplémentaires, mais n'a pour

Le nombre de demandeurs d'asile, de réfugiés, de migrants clandestins qui atteignent le Royaume-Uni a diminué.

l'heure pas déboursé un centime. Les autorités françaises calculent que le coût de la “surveillance de la frontière britannique” se monte déjà à 120 millions d'euros par an, somme que Londres ne couvre qu'à hauteur d'environ 20 %.

Les gouvernements de Londres et de Paris dénoncent les gangs de passeurs qui sont actifs sur les deux rives de la Manche. Des gens cyniques et sans cœur. Mais s'ils existent, c'est avant tout parce qu'à cause de la Grande-Bretagne et de la France les candidats au droit d'asile n'ont pas d'autre solution pour traverser la Manche.

Une partie des médias britanniques reproche aux Français d'encourager les réfugiés à tenter leur chance au Royaume-Uni plutôt qu'en France. Emmanuel Macron a même été dépeint comme un nouveau Loukachenko, qui manipulerait les migrants à des fins politiques. Tout cela est idiot. Depuis 2015, la France a absorbé 160 000 demandeurs d'asile, la Grande-Bretagne, moins de 10 000.

La grande majorité de ceux qui traversent illégalement (et sans être vus) les frontières chaque jour pour entrer en France

sont des gens qui parlent un peu français et ont des proches ou des contacts dans le pays. C'est là qu'ils veulent rester. Une minorité, les migrants de Calais, vient en France parce qu'elle souhaite se rendre au Royaume-Uni. Une infime minorité de cette minorité est là parce que d'autres pays de l'UE ont rejeté leur demande d'asile.

Quand la police française démantèle les campements improvisés dans la région de Calais, en confisquant les tentes et les sacs de couchage, les migrants se voient offrir la possibilité de séjourner ailleurs, dans des refuges français, et de demander asile à la France. Ils ne sont qu'une poignée à le faire. Pourquoi tiennent-ils tant à venir en Grande-Bretagne ? Parce qu'ils parlent un peu anglais, ou qu'ils ont des contacts sur place, ou qu'on leur a fait croire que le Royaume-Uni, pays sans pièce d'identité, serait un eldorado pour les migrants.

Après le drame du 24 novembre, le ministre de l'Intérieur français, Gérard Darmanin, a appelé à un “durcissement” des efforts internationaux – autrement dit, de la part de l'UE et des Britanniques – pour résoudre la crise permanente à Calais. En France, d'autres voix, même celle du grand quotidien de centre gauche *Le Monde* [qui appartient au même groupe de presse que *Courrier international*], s'élèvent pour suggérer qu'il est temps que la France cesse de bloquer le passage et laisse les migrants traverser.

Le traité du Touquet, entré en vigueur en 2004, a repoussé la frontière méridionale de l'Angleterre vers Calais pour la première fois depuis le XVI^e siècle. Résultat, disent les mêmes voix, la France évite à la Grande-Bretagne de satisfaire à ses obligations internationales et de prendre en compte les demandes d'asile, lui offrant ainsi la possibilité de se soustraire à l'obligation morale d'accepter un pourcentage raisonnable des dizaines de milliers de réfugiés, demandeurs d'asile et migrants qui entrent en Europe.

Des arguments que renforce encore la récente tragédie dans la Manche. La France ne pourrait que difficilement renoncer à barrer le passage aux migrants. En Grande-Bretagne, la décision serait présentée comme un acte de guerre. Cela risquerait d'attirer encore plus de migrants à Calais.

Je me suis longtemps dit que ce n'était pas une bonne solution. Mais l'ennui, c'est qu'il n'y en a pas vraiment d'autre. Il faut faire quelque chose pour donner à des gens désespérés l'espoir d'atteindre le Kent sans risquer leur vie. L'heure est venue de rappeler à la “Grande-Bretagne mondiale” [Global Britain, la stratégie diplomatique de Boris Johnson] que, depuis des années, la France, loin d'avoir créé la crise des migrants à Calais, protège ladite Grande-Bretagne d'une crise migratoire justement mondiale.

—John Lichfield

Publié le 25 novembre

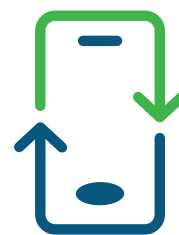


BETC Bouygues Telecom - Société anonyme au capital de 619 698 624,76 € - Siège social : 37-39, rue Boissière - 75016 PARIS - 397 480 930 RCS PARIS.



À Noël, offrez un cadeau qui durera plusieurs Noëls.

**Un smartphone à Noël c'est bien,
un smartphone qui dure, c'est mieux.**
Avec les Solutions Smartphone Durable,
Bouygues Telecom réserve à ses
clients Forfait Sensation un **tarif préférentiel**
sur la réparation de leur smartphone.
Rendez-vous sur
bouyguetelecom.fr/smartphone-durable



**solutions
smartphone
durable**

RÉPARÉ · REPRIS · RECONDITIONNÉ · RECYCLÉ



en boutique | bouyguetelecom.fr

Offre réservée aux Forfaits Sensation avec engagement 24 mois. Réduction deux fois par an auprès de notre partenaire pour les réparations hors garanties. Conditions sur bouyguetelecom.fr.
🔧 Kit mains-libres recommandé.

Une république est née



BARBADE — Cinquante-cinq ans après son indépendance, l'île caribéenne de 300 000 habitants a rompu définitivement avec la Couronne britannique et est officiellement devenue une république le 29 novembre. "C'est le grand soir !" s'enthousiasmait le **Daily Nation**. La Barbade devient ainsi le quatrième État des Caraïbes à s'affranchir de la monarchie britannique après le Guyana en 1970, Trinité-et-Tobago en 1976 et la Dominique en 1978. Elle restera tout de même membre du Commonwealth.

C'est officiel

FRANCE — Le 30 novembre, Éric Zemmour a officialisé sa candidature à la présidentielle dans une vidéo postée sur les réseaux sociaux. "Le polémiste d'extrême droite a réussi à créer une telle effervescence autour de sa personne que les chaînes d'info en continu ont diffusé sa vidéo en direct et sans interruption", s'étonne la **Süddeutsche Zeitung**. Sur le fond, le candidat se présente bien plus radical que Marine Le Pen, note le quotidien allemand en résumant sa posture : "La France serait au bord de l'effondrement, et seul Zemmour serait capable de la sauver."

La seconde fois est la bonne

SUÈDE — Le pays "tient enfin sa première Première ministre", se félicite, le 30 novembre, le quotidien régional **Göteborgs-Posten** après l'approbation, la veille au Parlement, de la nomination de Magdalena Andersson.

La seconde fois a donc été la bonne : cinq jours plus tôt, affaiblie par le départ des Verts de la coalition gouvernementale, la sociale-démocrate avait été contrainte à la démission. À la tête d'un gouvernement très minoritaire, elle devra, dans les mois à venir, pencher vers le centre ou la gauche. Et ce alors qu'en septembre 2022 se profilent des législatives.

Un parfum de revanche



HONDURAS — "Xiomara l'emporte", s'exclame le quotidien **La Prensa** le 29 novembre, au lendemain des élections générales. Avec 19 points d'avance (selon des estimations réalisées à partir de la moitié des bulletins) sur Nasry Asfura, le candidat du parti présidentiel, la candidate de la gauche, Xiomara Castro, doit devenir la première présidente du pays d'Amérique centrale. La femme de l'ancien président Manuel Zelaya, renversé par un coup d'État en 2009, a déclaré vouloir construire "un gouvernement de réconciliation".

Jours d'émeutes

ÎLES SALOMON — "Les Îles Salomon calculent désormais les pertes provoquées par trois jours d'émeutes et de pillages", se désole le **Solomon Star** le 28 novembre. L'archipel du Pacifique a été le théâtre de violences qui ont fait 3 morts et dont les causes sont à chercher du côté de la pauvreté et de la faim d'une partie des 800 000 habitants, mais aussi des rivalités et jalousies entre les deux îles principales. Les habitants de Honiara, la

LE DESSIN DE LA SEMAINE



Un rapprochement défensif



DIPLOMATIE — Un an après la signature des accords de normalisation entre les deux pays, le temps est désormais à la protection militaire au sein de cette entente entre le Maroc et Israël. L'accord signé le 24 novembre à Rabat ouvrira, selon **The Times of Israel**, la voie à "une coopération plus fluide" entre les deux armées. Une coopération quasi fusionnelle, même, à en croire le dessinateur libanais Bleibel.

capitale, en veulent particulièrement au Premier ministre, Manasseh Sogavare, à qui ils reprochent, selon **The Age**, d'avoir fait "basculer son allégeance diplomatique de Taïwan vers la Chine" en 2019 et d'être désormais assujetti à Pékin.

Le poids de la dette



SÉNÉGAL — Dakar accueillait du 28 au 30 novembre la 8^e conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine. L'implantation chinoise sur le continent n'a cessé de se renforcer ces dernières

années, implantation que le journal sénégalais **Enquête** résume sous un photomontage par le titre : "Offensive dragon". Pékin a certes promis d'importer pour 300 milliards de dollars de produits africains, agricoles notamment, au cours des trois

prochaines années. Mais désormais, un peu partout, des voix s'élèvent pour déplorer le prix à payer pour cette présence chinoise. Ce prix, c'est un endettement colossal qui plombe de nombreuses économies déjà fragiles.

22 000 000

TONNES DE SIROP D'ÉRABLE : telle est la ponction que le Québec s'appête à faire dans ses réserves. "La plus grande quantité depuis 2008", commente **Le Journal de Montréal**, tandis que **Le Journal de Québec** se demande : "Manquera-t-on bientôt de sirop d'érable ?" Le Québec, premier producteur, avec 73 % de la production mondiale, a souffert d'une "saison décevante", plus courte et plus chaude, entraînant une baisse des volumes récoltés.



SIX PIEDS SUR TERRE

D'autres voix pour un monde durable

UN NOUVEAU PODCAST SIGNÉ **ID4D** **Courrier international**

À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

LABEL 5

THE PERFECT MIX*

MINT JULEP

WHISKY / BITTER / SUCRE / MENTHE



SIREN 572 056 331

6CL DE LABEL 5, 1 TRAIT DE BITTER, 1CL DE SIROP DE CANNE, 5 FEUILLES DE MENTHE. *LA PARFAITE PROPORTION DES INGRÉDIENTS POUR RÉVÉLER TOUTES LES SAVEURS DU COCKTAIL.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

CONTROVERSE



Peut-on être député et avoir un “deuxième emploi” ?

Début novembre, scandale au Parlement britannique : Boris Johnson tente de couvrir Owen Paterson, l'un de ses députés, accusé d'avoir défendu les intérêts de deux entreprises contre rémunération. Depuis, le débat sur le “deuxième emploi” des élus fait rage.

OUI

L'interdire serait un non-sens

—The Daily Telegraph (extraits)
Londres

Un consensus se dégage dans la vie politique britannique, et c'est rarement bon signe. Cette fois, l'accord porte sur le fait que les députés ne devraient pas occuper un deuxième emploi, qu'il faut remédier à cette aberration [plus de 200 d'entre eux ont déclaré avoir reçu de l'argent en plus de leurs émoluments d'élu au cours de l'année écoulée, une pratique autorisée, du moment que l'élu n'est pas payé pour défendre un sujet précis au Parlement]. Comme c'est la règle dans une telle situation, on justifie ces jugements à l'emporte-pièce, en montant en épingle un cas particulier et en affirmant qu'il n'est pas isolé, mais répandu. En l'occurrence, [après Owen Paterson] nous sommes désormais invités à pointer un doigt accusateur vers Geoffrey Cox : l'ancien procureur général a allègrement déclaré des revenus exceptionnels de 400 000 livres [473 000 euros], pour des services juridiques fournis dans les îles Vierges britanniques.

Voilà un bon boulot pour ceux qui le décrochent. Mais il se trouve que seul un député sur 650 se voit confier une telle tâche, et cet individu chanceux est M. Cox. Ce n'est donc pas du tout représentatif d'une quelconque “corruption”. Ce n'est même pas de la corruption, d'ailleurs, puisque le député du Devon n'a pas levé le petit doigt pour cacher cet argent (qu'il soit sale ou non). De plus, ses activités extérieures au Parlement n'ont pas l'air de déranger le moins du monde les habitants de sa circonscription, puisqu'ils continuent de l'élire, à une majorité toujours plus forte, chaque fois que son nom apparaît sur le bulletin de vote.

En revanche, c'est vrai, les députés ne devraient pas être rémunérés en tant que lobbyistes [le Parlement a voté un amendement en ce sens le 17 novembre]. On peut se demander pourquoi il aura fallu attendre l'affaire Owen Paterson pour mettre en lumière cette évidence, mais enfin on y est arrivé. Mais interdire tous les

deuxièmes emplois est une autre affaire, et reste à savoir quels seraient les avantages d'une telle interdiction pour qui que ce soit. Cette hostilité au deuxième emploi est fondée sur deux choses. D'abord, il y a une prise de conscience – qui n'est pas de la jalousie mais qui s'en rapproche – de cette réalité : les députés conservateurs, issus des milieux d'affaires, ont bien plus de chances de se voir proposer ces à-côtés rémunérateurs. Tandis que de nombreux députés travaillistes – qui viennent directement d'un sit-in organisé par le syndicat étudiant – n'ont pas de telles compétences à monnayer.

Deuxièmement, le travail de député a changé progressivement au cours du dernier siècle, et le changement s'est considérablement accéléré depuis dix ans. Avant, beaucoup ne se rendaient quasiment jamais dans leurs circonscriptions et avaient du temps pour faire autre

Seul un député sur 650 se voit confier une tâche similaire à celle de Geoffrey Cox.

chose. Aujourd'hui, on attend d'un député qu'il soit partout à la fois, qu'il visite une banque alimentaire (et qu'il pose pour les photographes en prenant l'air sérieux qui convient), qu'il inaugure des kermesses, qu'il fasse des discours à la remise des prix dans les écoles, plus une centaine d'autres activités. Et, du fait de la tyrannie des réseaux sociaux, chacune de ces manifestations doit être photographiée ou filmée, puis postée aussitôt sur Twitter ou Instagram, afin que le petit pourcentage d'électeurs du député qui utilisent effectivement ces plateformes puissent voir combien il se démène.

Mais les députés ne sont pas élus pour devenir des professionnels de la communication, dont l'efficacité peut se mesurer au nombre de retweets qu'ils cumulent. Ils sont là pour débattre et légiférer à Londres.

Le travail d'un député est sans équivalent, il a été façonné au fil des ans par ceux qui ont exercé ce mandat. La dernière mode consiste à se servir de la fonction pour devenir une mini-célébrité locale. Les gens comme Cox ont choisi une voie plus traditionnelle. Si les électeurs sont contents, il n'y a vraiment aucune raison de changer l'un ou l'autre modèle.

—Tom Harris
Publié le 9 novembre

NON

C'est une corruption de la démocratie

—The Guardian (extraits) Londres

C'est l'affaire du “deuxième emploi des parlementaires” – et le nom qu'a pris ce scandale résume à lui seul le problème. Car siéger au Parlement n'est pas un “emploi”, c'est une mission de service public. En échange du privilège de représenter vos administrés et de contribuer à peser sur l'avenir de votre pays, vous recevez un salaire de près de 82 000 livres [97 000 euros, par an], financé par le contribuable, ce qui, à trois fois le revenu moyen, vous classe parmi les 5 % des Britanniques les mieux payés.

Il est crucial que la charge de député soit rémunérée : jusqu'en 1911, ce n'était pas le cas, et le tout jeune Parti travailliste était monté au créneau pour exiger la mise en place d'une indemnité afin que des ouvriers aient les moyens de siéger.

Si, aujourd'hui, des crises secouent régulièrement Westminster, c'est parce que les députés se considèrent eux-mêmes comme des professions libérales de la classe moyenne supérieure. Ils regardent les rémunérations de ceux qu'ils pensent être leurs semblables (celle des PDG, passée en moyenne de 20 fois le salaire du travailleur au début des années 1980 à 120 fois aujourd'hui), et ils se sentent lésés. Les parlementaires conservateurs, en particulier, fréquentent assidûment ces cercles. Or si des financiers de la City peuvent envoyer toute leur progéniture dans les écoles privées les plus chères sans s'endetter à vie, cela reste le plus souvent un luxe extravagant pour un parlementaire, sauf si son conjoint gagne extrêmement bien sa vie.

Les députés de droite sont précisément ceux qui lâchèrent la bride aux forces du marché qui, dans les années 1980, ont permis l'enrichissement spectaculaire des classes les plus aisées de la société britannique – ne méritent-ils pas quelque rétribution pour ce service rendu ?

C'est d'ailleurs cette mentalité qui pousse plus d'un quart des députés du Parti conservateur à assumer des fonctions dans toutes

sortes de secteurs économiques, des jeux d'argent aux cliniques privées. Or ce double jeu constitue une corruption de la démocratie. Les entreprises privées mesurent bien l'importance d'avoir un député dans leur carnet d'adresses : il peut peser sur la législation, soulever des questions qui peuvent pousser le gouvernement à faire les choix espérés, et il entretient souvent des relations étroites avec des ministres, ainsi qu'avec les cercles les plus fermés de Downing Street.

Mais il n'y a pas que cette corruption flagrante, et notre démocratie se voit sapée aussi plus insidieusement et tout aussi dangereusement. Car les intérêts de nos députés finissent inévitablement par s'aligner sur ceux des entreprises, des multinationales et des classes les plus aidées, au détriment de ceux de leurs administrés. Quand votre parti est maintenu à flot par des financiers et des fonds spéculatifs, que dans votre groupe parlementaire abondent les députés exerçant aussi une profession en plus de leur mandat, et que vous considérez votre carrière politique comme un très lucratif tremplin vers des postes coquettement rémunérés dans le privé, comment ne pas pencher, d'instinct, pour les mesures susceptibles d'enrichir cette petite frange déjà prospère ?

Il n'y a qu'une solution : réaffirmer qu'un mandat de député est une mission de service public et un devoir, et non un poste haut placé exigeant la rémunération adéquate. Mais une simple déclaration de principes ne suffira pas, des réformes urgentes sont nécessaires pour mettre fin à la corruption. Il faut donc formellement interdire le deuxième emploi (sauf pour les fonctionnaires exerçant d'autres missions de service public), et encadrer très strictement, pour les anciens parlementaires, les pratiques de pantouflage et les incursions dans le lobbying.

Notre plus belle institution, le National Health Service, n'a pas été imaginée par un spéculateur de la City gagnant des mille et des cents, mais par Nye Bevan, un ancien mineur sans guère d'éducation, qui savait ce qu'enduraient les ouvriers soumis à la cruauté d'une société sans système d'aide sociale. Si nous pouvons faire en sorte que la politique redevienne le service public qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, il y aura certes quelques perdants, mais notre démocratie se remettra, au moins en partie, des dégâts qui lui ont été infligés.

—Owen Jones
publié le 11 novembre

LABEL 5

THE PERFECT MIX*

FIVE SENSES

WHISKY / CRANBERRY / GINGEMBRE



SIREN 572 056 331

4CL DE LABEL 5, 4CL DE NECTAR DE CRANBERRY, 4CL DE LIMONADE, GINGEMBRE, CITRON. *LA PARFAITE PROPORTION DES INGRÉDIENTS POUR RÉVÉLER TOUTES LES SAVEURS DU COCKTAIL.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.

à la une



ESPACE LE NOUVEAU FAR WEST

L'exploration spatiale s'accélère. De plus en plus d'acteurs privés et publics lancent des myriades de satellites, préparent des missions lunaires et martiennes, rêvent de Saturne ou de missiles extra-atmosphériques. Pour éviter la colonisation, l'exploitation et l'épuisement des réserves du cosmos, il est urgent de définir une nouvelle éthique.

—Aeon (extraits) Londres

D'ici quatre ans, les astronautes américains remettront pied et drapeau sur la surface poussiéreuse de la Lune. Ils ne seront pas les seuls : les agences spatiales chinoise, européenne et russe ont également des vues sur le corps céleste le plus proche de la Terre, tout comme des sociétés privées, telles Moon Express ou Blue Origin, de Jeff Bezos.

La Lune n'est qu'une tête de pont, une première étape sur le seuil d'un territoire immense. L'humanité est à l'orée d'une nouvelle ère d'exploration, dans laquelle les excursions spatiales [aujourd'hui] courtes, intermittentes et temporaires pourraient être remplacées par une multitude d'activités cosmiques répondant à un large éventail d'intérêts concurrents. D'ici vingt à trente ans, des missions habitées pourraient faire des bonds de géant vers Mars – 500 fois plus éloignée de nous que la Lune – pour reconnaître les lieux et même y établir des colonies. Puis viendront les astéroïdes et d'autres destinations lointaines. À l'aube de cette nouvelle ère, nous avons la responsabilité collective d'examiner les défis moraux qui l'accompagnent.

Les conceptions de l'espace axées sur le pouvoir et le profit présentent des similitudes inquiétantes avec la mentalité des puissances coloniales européennes ou américaine. La société SpaceX, du milliardaire Elon Musk, a d'ores et déjà commencé à transformer le ciel nocturne – patrimoine culturel de l'humanité – avec ses constellations de satellites qui scintillent dans la nuit. Les agences spatiales militaires continuent de mettre au point des armes telles que les missiles antisatellites, dont les essais constellent de débris l'orbite basse de la Terre. Or si des entreprises privées ou d'autres acteurs se mettent à découper des morceaux de Lune à leur guise, cela risque d'en altérer irrémédiablement l'apparence, y compris pour nous. Si la National

Aeronautics and Space Administration [Nasa, le programme spatial américain] et d'autres agences spatiales sont plus responsables et plus transparentes que les sociétés privées, elles non plus ne disposent pas de feuille de route commune à long terme pour ce qui est de la suite des événements. Sans ligne directrice claire détaillant ce qu'il est possible ou non de faire dans l'espace, le cosmos deviendra non pas une zone d'exploration collaborative au bénéfice de tous, mais un creuset de conflits, de pollution et d'extractivisme.

Spoliation. Si rien ne change, les intérêts commerciaux et militaires influenceront, voire supplanteront, l'intérêt commun ; la quête de ressources telles que l'eau, les minerais et la place précieuse en orbite se soldera par la spoliation des communs de l'espace et du ciel nocturne. Les investissements dans l'exploration spatiale seront alors un moyen pour les puissants de se soustraire à la responsabilité qui leur incombe sur les questions de justice sociale sur Terre.

Des voix toujours plus nombreuses s'élèvent dans le milieu de l'astronomie pour défendre une conception différente : une vision pacifique, durable et égalitaire de l'espace, qui ne perdrait pas de vue les injustices et les inégalités à l'œuvre sur Terre. *“La grande question philosophique qui se pose, c'est : ‘Les autres mondes sont-ils à la disposition des humains ou sont-ils souverains?’* fait remarquer Lucianne Walkowicz, astronome à l'Adler Planetarium de Chicago. *Les colonisateurs européens sont toujours partis du principe que tout leur était dû, et nous assistons aujourd'hui au résultat somme toute logique de plusieurs siècles de cette manière de voir.”*

Lucianne Walkowicz, impliquée de longue date dans l'action politique et militante, qui l'a notamment vue s'opposer à la guerre en Irak et soutenir le mouvement Black Lives Matter, vient

Une conception différente, conforme à la lutte contre les inégalités sur Terre, promeut une vision pacifique, durable et égalitaire de l'espace.

de former avec des confrères l'Alliance JustSpace, qui milite pour *“un avenir plus inclusif et éthique dans l'espace”*. D'autres structures se sont fixé une mission du même ordre, comme le centre de recherche Space Enabled, au Media Lab du Massachusetts Institute of Technology [MIT, aux États-Unis], qui défend la durabilité sociale et environnementale dans l'espace et se sert des technologies spatiales pour promouvoir la justice sur Terre, l'Outer Space Institute [Institut extra-atmosphérique], piloté par des chercheurs de l'université de Colombie-Britannique [à Vancouver, au Canada], qui articule son action autour de la question de la paix et du développement durable dans l'espace, à commencer par l'atmosphère, et la Secure World Foundation [Fondation pour un monde sûr], dont → 18

17 ← le siège se trouve à Broomfield, dans le Colorado, et qui a pour objet de désamorcer les conflits spatiaux et de promouvoir la diplomatie spatiale.

Animés par des objectifs convergents, ces différents organismes entendent inspirer un changement culturel qui inciterait les agences spatiales à revoir leurs priorités et tempérerait les ardeurs naissantes du secteur privé. Ont-ils une chance d'y arriver ?

Aujourd'hui, le cosmos n'est ni aussi lointain ni aussi impénétrable qu'il le fut. Les agences spatiales et les sociétés privées ont des vues sur des mondes situés bien au-delà de l'atmosphère terrestre. D'ici quelques dizaines d'années, les humains pourraient être solidement implantés sur la Lune, y mener des études scientifiques, y établir des avant-postes ou des colonies, y extraire des ressources et y proposer du tourisme spatial. Mars suivra. On peut s'attendre à voir d'autres missions vers des astéroïdes, surtout si certains abritent des métaux du groupe du platine, aussi rares que lucratifs. Des chercheurs du MIT, des universités de l'Arizona et de Floride centrale, associés aux missions d'exploration en cours des astéroïdes proches de la Terre, mais aussi de Pluton et des planètes extrasolaires, ont été ou sont en contact avec des compagnies minières spécialisées dans les astéroïdes, comme Planetary Resources, Deep Space Industries et TransAstra Corporation [toutes trois américaines]. Au-delà de la ceinture d'astéroïdes, nous pourrions même, d'ici à la fin du siècle, parvenir à envoyer des missions habitées vers les lunes de Jupiter et de Saturne, afin de découvrir les mondes océaniques d'Europe, d'Encelade et de Titan.

“Si on reste sur la conception dominante aujourd'hui, les gens vont aller là-bas avec une vision extractiviste.”

Danielle Wood,
DIRECTRICE DE SPACE ENABLED

Qui décide où nous devons aller, et qui est ce “nous”, au juste ? Danielle Wood, directrice de Space Enabled, voit des relents d'impérialisme dans le fait d'autoriser les nations et les entreprises les plus puissantes à revendiquer la propriété, les territoires ou les ressources de l'espace. “Si on reste sur la conception dominante aujourd'hui, les gens vont aller là-bas avec une vision extractiviste qui consiste à dire : J'ai la technologie, l'argent et le pouvoir, et je vais extraire autant de ressources qu'il me plaira.”

Cette course à l'extraction met en péril les communs de l'espace, selon des procédés qui ne sont guère différents du pillage sans vergogne des sociétés humaines et des écosystèmes par les puissances coloniales. “Quand des acteurs de l'industrie spatiale, qu'il s'agisse d'Elon Musk ou de sénateurs, prônent l'exploitation commerciale de l'espace, et disent ‘Nous pouvons miner la Lune’, on ne peut s'empêcher de penser à l'extractivisme à l'œuvre au temps des colonies”,

À la une



L'ESPACE, C'EST LA NOUVELLE AMÉRIQUE

L'hebdomadaire italien **Panorama** a consacré son numéro du 10 novembre dernier à la lutte pour l'accaparement des ressources dont regorge l'univers. “Le moment historique que nous vivons peut être comparé à la conquête de l'Amérique”, écrit le magazine, qui note que cette nouvelle “ruée vers l'or” implique le secteur privé comme les grandes puissances. Entre des astéroïdes qui regorgent de métaux et le potentiel économique du tourisme spatial et des satellites, tout le monde cherche à s'octroyer une part du gâteau dans un environnement de plus en plus compétitif. “L'homme est un loup pour l'homme, même dans l'espace”, conclut le journal.



relève Natalie Treviño, théoricienne de l'espace à l'université Western Ontario [au Canada]. Comme une forêt ancienne à jamais disparue, les ressources de l'atmosphère et de l'espace peuvent s'épuiser rapidement, et même des endroits impropres à la vie peuvent être dégradés de façon irréversible.

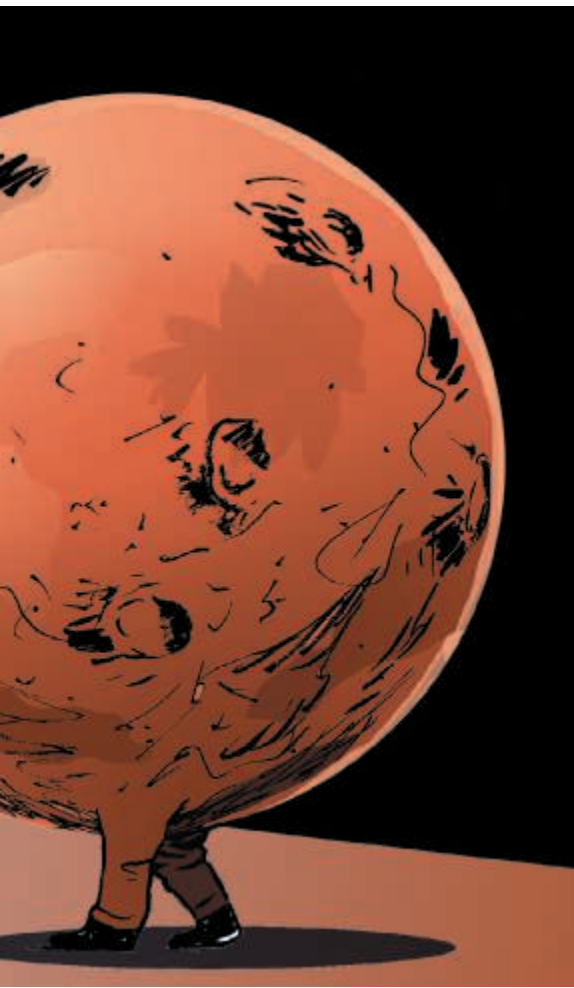
Plusieurs milliers de satellites en service orbitent autour de la Terre, et son orbite basse est truffée de milliers d'épaves d'engins spatiaux et de déchets [lire ci-contre]. Cette ceinture de débris se compose notamment d'innombrables éclats de missiles et autres fragments résultant des tirs d'essai d'armes antisatellites, comme ceux effectués par la Chine en 2007 et par l'Inde en 2019 [puis par la Russie le 15 novembre]. Si, dans l'océan, on peut toujours contourner le vortex de déchets du Pacifique nord, dans l'atmosphère c'est une autre affaire. Même un simple boulon en perdition peut entrer en collision avec un engin spatial et causer une avarie. Or il n'existe aucun traité international pour garantir que personne ne produira de nouveaux déchets spatiaux, et les technologies qui permettraient de les éliminer restent embryonnaires.

À quoi s'ajoute le problème posé par les missions au long cours, qui nécessitent de trouver du ravitaillement en chemin. Chaque litre d'eau et chaque équipement embarqués depuis la Terre prennent de la place dans des fusées où le moindre espace compte, et réclament du carburant supplémentaire pour échapper à la

force gravitationnelle exercée par notre planète. Les expéditions lointaines pourraient donc nécessiter d'extraire de l'eau des poussières lunaires glacées, d'imprimer en 3D des pièces de la fusée ou des éléments de structure à partir de matériaux prélevés dans d'autres mondes, voire de tamiser des minerais sur un astéroïde. Seulement voilà, personne n'a envie que les activités spatiales des années à venir ne transforment la Lune en gruyère ou ne jonchent Mars de stations et d'excavatrices abandonnées. De plus, la glace et les autres matières spatiales sont pour l'essentiel des ressources fossiles, et à ce titre non renouvelables.

Utopie. Outre la pollution de l'espace et l'épuisement de ses ressources, la coordination des diverses “mégaconstellations” de satellites pose également problème. La constellation Starlink de SpaceX totalisera à terme plusieurs dizaines de milliers d'engins spatiaux, un maillage qui sera visible à l'œil nu [depuis la Terre]. SpaceX a bien tenté de créer une peinture occultante baptisée “DarkSat”, mais les astronomes se sont rendu compte que le prototype de satellite était à peine moins visible que les autres.

Les océans étaient autrefois considérés par nos ancêtres comme une étendue aussi vaste et attirante [que l'espace aujourd'hui], explorée d'abord par les embarcations des peuples austronésiens et d'autres civilisations anciennes, puis par les marines marchandes et militaires



des empires britannique, espagnol, portugais et autres, qui y déployaient des flottes pour faire main basse sur des territoires et des routes commerciales. Plus récemment, les États-Unis régnaient sur un empire moins ostentatoire qui s'étendait de l'Amérique latine aux Caraïbes en passant par le Moyen-Orient et l'Asie orientale. L'empire américain accaparait – comme ses prédécesseurs – des minerais et autres ressources pour ses élites, en laissant dans son sillage des fractures sociales et un environnement dévasté.

En 1971, dans *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine* [éd. Plon, 1981], l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano rappelle : *“Tout, depuis la découverte jusqu'à nos jours, a toujours été transformé en capital, d'abord européen, puis nord-américain, qui s'est accumulé dans de lointains centres de pouvoir. Tout : la terre, ses fruits et ses entrailles riches en minerais, les hommes et leur capacité de travail et de consommation, les ressources naturelles et humaines...”*

En va-t-il différemment dans l'espace au XXI^e siècle ? Les premiers explorateurs des

confins de l'espace auront besoin d'eau pour survivre, d'abris pour se protéger du rayonnement cosmique, de carburant pour revenir sur Terre. Les premiers colonisateurs européens, eux aussi, prétendaient qu'ils n'avaient besoin des ressources que pour survivre, ou bien qu'ils œuvraient dans l'intérêt commun de l'humanité lorsqu'ils sillonnaient les océans et s'avançaient dans les territoires indigènes, rappelle Natalie Treviño : *“L'exploration spatiale porte en elle une bonne part d'utopie.”*

Extraire et accaparer. Le vocabulaire même qu'on emploie pour en parler mérite qu'on s'y attarde. Si la Nasa et d'autres organisations ont remplacé voilà des années le terme *“manned”* [“habité”, à partir de la racine *“man”*, “homme”] par *“avec équipage”* ou par *“humain”* pour désigner les missions habitées, on rencontre encore fréquemment des termes problématiques, comme *“colons”*, *“colonies”* et *“frontière”* [qui évoque la conquête de l'Ouest], qui ont tous une connotation coloniale. Il n'existe pas à ce jour d'autre lexique pour décrire nos nouvelles incursions dans l'espace, observe Natalie Treviño – en tout cas en dehors de la science-fiction afrofuturiste et indigène, dont les auteurs mettent souvent l'accent sur le partage, les savoirs ancestraux et des communautés hétérogènes, inclusives et résilientes.

À l'heure où des sociétés privées et des agences spatiales se préparent à coloniser la Lune à l'horizon 2030, analyse Danielle Wood, le risque est qu'elles suivent le même schéma et donc qu'elles s'empressent d'extraire et d'accaparer les matières premières. *“Si nous ne prenons pas le temps d'y réfléchir et de changer les choses, je m'attends à ce que, dans l'espace, les grandes entreprises comme Amazon, en particulier, se comportent de la même manière. Pourquoi ne le feraient-elles pas ?”*

L'armée également a toujours joué un rôle prépondérant. Les technologies requises pour fabriquer des fusées sont proches de celles utilisées pour certains missiles ; idem pour les télescopes spatiaux et les satellites de reconnaissance. Les sous-traitants de l'industrie spatiale et de l'armée sont souvent les mêmes. Et les passerelles sont nombreuses pour les scientifiques entre la recherche et des entreprises comme Northrop Grumman, qui joue un rôle central dans la conception des technologies du télescope spatial James-Webb, dont le lancement est prévu en décembre. La nouvelle force spatiale américaine bénéficie d'un large soutien politique et les gouvernements américains, de quelque bord qu'ils soient, considèrent généralement l'espace comme un domaine militaire stratégique.

En 2015, le Space Act, adopté sous Barack Obama, disposait que les États-Unis ne revendiqueraient aucun territoire dans l'espace mais consacrait la possibilité pour les sociétés privées de posséder, d'utiliser et de vendre toute ressource qu'elles pourraient y trouver. Les spécialistes du droit spatial ferraillent toujours pour savoir si cette loi trahit l'esprit du Traité [international] de l'espace de 1967. → 20

← *“Pas de sacs plastique !”*
Sur le panneau : Bienvenue sur Mars.
Dessin d'Arcadio paru dans *La Prensa Libre*, Costa Rica.



“Débris en orbite.
L'espace est une poubelle”, une infographie de *Die Zeit* publiée dans CI n° 1591 (29 avril).

“Le tourisme spatial va-t-il devenir un plus gros pollueur que le transport aérien ?”
Une revue de presse publiée le 20 juillet.

“Conquête spatiale. Bienvenue sur Mars. Merci d'explorer proprement”, un article de *The Observer* publié dans CI n° 1580 (11 février).

“Vidéo. Il y a soixante ans, cette femme voyait Gagarine atterrir dans son champ de pommes de terre”, d'après un article de la *BBC* publié le 12 avril.

Repères

Des satellites très encombrants

●●● À la mi-2019, on comptait déjà près de 2 000 satellites actifs en orbite autour de la Terre. *“Aujourd'hui, il y en a plus du double – auxquels s'ajoutent les satellites retirés qui sont encore là-haut”*, souligne **New Scientist**. En conséquence, avertit le magazine, *“il y aura inévitablement des collisions, qui peuvent être dangereuses pour les satellites actifs et augmenter les risques que des débris tombent sur Terre et causent des dommages”*. Le pire à redouter, c'est la cascade : *“Au-delà d'un seuil critique d'objets en orbite, la pulvérisation de débris d'une collision en provoque de nombreuses autres que l'on ne peut arrêter.”* Or, il est probable que ce phénomène ait déjà commencé... Comme si cela ne suffisait pas, le lancement par la société SpaceX de *“mégaconstellations”*, un grand nombre de petits satellites en orbite basse, engendre une pollution lumineuse désastreuse gommant les étoiles. À terme, elle pourrait même *“empêcher de surveiller l'arrivée d'astéroïdes susceptibles de tuer toute vie sur la planète”*.

Polémique

Une course à la militarisation

●●● Le missile tiré le 15 novembre par la Russie sur l'un de ses vieux satellites a fait beaucoup de bruit. L'explosion a engendré des milliers de débris, obligeant les sept astronautes (dont deux Russes) de la Station spatiale internationale à se réfugier dans les capsules amarrées à la station. Il va falloir surveiller ces débris pendant des années *“afin de faire changer de cap les petits satellites pour éviter des collisions”*, observe le **Financial Times**. L'affaire *“recentre les tensions entre la Russie et les États-Unis sur la militarisation croissante de l'espace”*. Moscou estime avoir *“besoin de cette capacité antisatellite pour contrer les plans américains de développement d'armes pouvant l'attaquer depuis l'espace”*. La Chine, en 2007, les États-Unis, en 1985 et en 2008, et l'Inde, en 2019, ont déjà procédé à de tels tirs, rappelle le quotidien, qui souligne que *“Washington s'est toujours refusé à les interdire”*.

“Tout a toujours été transformé en capital, d'abord européen, puis nord-américain.”

Eduardo Galeano,
ÉCRIVAIN URUGUAYEN

19 ← Les représentants d'une petite poignée de pays s'étaient mis d'accord sur un texte plus restrictif, le Traité sur la Lune, en 1979, qui établit que les ressources naturelles de l'espace "sont le patrimoine commun de l'humanité". Mais ni les États-Unis ni l'URSS ne l'ont ratifié, et le texte n'a dès lors qu'une portée limitée. Voilà cinquante ans, ces visions divergentes existaient déjà, l'une donnant la priorité à la science et aux communs, l'autre autorisant la poursuite d'objectifs commerciaux ou militaires.

"Il n'y a pas de populations indigènes à exploiter, et personne n'est autorisé à annexer des territoires."

Christopher Johnson,
SPÉCIALISTE DU DROIT SPATIAL

À l'heure où l'humanité s'aventure au-delà de l'atmosphère terrestre, deux grandes différences apparaissent par rapport aux empires du passé. "Il n'y a pas de populations indigènes à exploiter, et personne n'est autorisé à annexer des territoires", résume Christopher Johnson, spécialiste du droit spatial à la Secure World Foundation. Mais l'exploration spatiale lointaine impliquera sans doute des ravitaillements en eau et en carburant, ce qui suppose de dégager un consensus afin de savoir qui aura accès à ces ressources et quelles activités seront autorisées.

Dans les années 1960, en pleine course aux étoiles, deux ans avant les premiers pas sur la Lune, les représentants américains, soviétiques et britanniques négociaient le Traité de l'espace. Plus d'un demi-siècle plus tard, il demeure le cadre de référence du droit spatial international. Ses négociateurs avaient conçu l'accord de manière à protéger l'espace au nom de l'humanité et à éviter sa militarisation, rappelle Jason Wright, astronome spécialiste des planètes à l'université d'État de Pennsylvanie. Le traité dispose que l'exploration et l'utilisation de l'espace "doivent s'effectuer pour le bien de tous les peuples, quel que soit le stade de leur développement économique ou scientifique". Il proscriit par ailleurs les armes de destruction massive ainsi que les bases et manœuvres militaires.

"Si vous regardez les images des premiers pas sur la Lune, c'est le spectacle le plus colonialiste qu'on puisse imaginer : un conquistador qui plante un drapeau sur une terra incognita", observe Daniel Immerwahr, historien à l'université Northwestern et auteur de *How to Hide an Empire* ["Comment dissimuler un empire", non traduit en français]. Mais, en dépit du symbole, Neil Armstrong et Buzz Aldrin sont arrivés avec une plaque qui se trouve encore à la surface de la Lune et qui porte un message bien différent : "Ici, des hommes de la planète Terre ont posé pour la première fois le pied sur la Lune, en juillet 1969 après Jésus-Christ. Nous sommes venus en paix, au nom de l'humanité tout entière." Les Américains ne prenaient pas possession de la Lune.

Ces premiers pas sur la Lune sont la preuve que "les États-Unis cherchaient vraiment à se



↑ Dessin de Kroll
paru dans *Le Soir*,
Bruxelles.

démarrer de toute forme de colonialisme", reprend Daniel Immerwahr – les empires américain et européens ont décolonisé à grande échelle pendant les vingt années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. Concernant l'espace, le chercheur s'attend à une pérennisation de cette politique et donc à une renonciation à toute expansion territoriale.

Tensions. Des tensions demeurent néanmoins, entre une perspective internationaliste au bénéfice du plus grand nombre et une politique qui privilégie implicitement les monopoles commerciaux et les armées d'une poignée de pays prépondérants. Des tensions qui n'ont fait que s'intensifier ces dernières années. "Il y a toujours eu deux visions concurrentes de ce que peut être l'espace", commente Jason Wright.

Il existe sur Terre un précédent concernant la manière de gérer ces intérêts contradictoires : l'Antarctique. Un continent hostile, glacé, jusque-là inhabité. Une terre aux prises avec des intérêts commerciaux, comme la chasse à la baleine et l'extraction minière, où des puissances mondiales désireuses de s'étendre tentaient de tenir la concurrence à distance. Or, en 1959, 12 pays, dont les États-Unis et l'Union soviétique,

ont signé le Traité sur l'Antarctique : un accord qui donnait à la science et à la protection de l'environnement la primauté sur les activités commerciales et militaires.

La gestion de l'Antarctique par l'humanité est loin d'être parfaite. Certains pays dominent le débat sur les activités qui y sont ou non autorisées, et le texte ne prévoit pas de sanction en cas de non-respect des règles. L'Antarctique est victime de la pollution plastique et chimique, et des yachts privés s'y rendent sans autorisation. Pour autant, ce traité vieux de soixante ans tient toujours la route. Ses négociateurs ont misé sur un esprit de collaboration internationale, et seule une coopération constante entre les États permet de le maintenir en vie. Cela vaut toujours mieux que d'autoriser une exploitation commerciale anarchique ou des revendications territoriales et d'essayer ensuite de réparer les dégâts. Malgré les ravages du dérèglement climatique, l'Antarctique reste pour l'essentiel ce qu'il est depuis le fond des âges : un paysage spectaculaire, sauvage, composé de montagnes, de volcans, de banquises, d'icebergs et de glaciers. Il abrite plusieurs stations scientifiques et quelques télescopes, mais ni plateforme pétrolière, ni base militaire, ni infrastructure de pêche à la baleine.

Pour Danielle Wood, la seule manière durable d'aborder l'espace consisterait à traiter la Lune, Mars et les autres mondes comme des sites classés au patrimoine mondial de l'Unesco ou comme des parcs nationaux américains. Si Lucianne Walkowicz, Danielle Wood et leurs confrères parviennent à se faire entendre, leurs travaux donneront naissance à une vision radicalement nouvelle de l'exploration spatiale – et de ses liens avec l'humanité sur Terre. Pour rendre l'espace durable et partagé par tous, il conviendrait de fixer des règles qui aillent au-delà du Traité de l'espace, par exemple pour déterminer les orbites disponibles dans l'atmosphère, les types de satellites et autres engins qui y sont autorisés, et leur devenir après usage. Cela appellerait également une définition de ce qu'est la "propriété" dans l'espace et à qui elle revient.

Dépossessions autochtones. Si des sociétés comme SpaceX et Blue Origin aiment à se dire indépendantes, elles n'en sont pas moins tributaires des infrastructures des agences spatiales, et l'essentiel de leurs financements provient de contrats avec la Nasa et d'autres agences, rappelle Lucianne Walkowicz. Autrement dit, si la législation oblige les agences spatiales à limiter les répercussions de leurs missions, de sorte que les glaces polaires de la Lune ne disparaissent pas et que ses reliefs ne soient pas rasés à coups de bulldozer, le secteur privé devrait s'y plier.

Reste que, pour atteindre ces objectifs, les décisions régissant la politique spatiale ne doivent pas être l'apanage de quelques responsables politiques ou grands patrons, mais associer également des astronomes, des experts en sciences sociales, des déontologues, des spécialistes du droit spatial, des défenseurs de l'environnement spatial, des peuples indigènes et autres qui étaient les premières victimes des déprédations du colonialisme.

Les peuples indigènes ont tout lieu de craindre que leur point de vue ne soit pas pris en compte. Les télescopes et les sites de lancement sont souvent implantés sans aucun égard pour les populations locales. Le Télescope de Trente Mètres, en construction à Hawaii, en est un exemple flagrant. C'est un des télescopes les

La recherche scientifique et le bien commun devront être les priorités de la nouvelle conception de l'espace.

plus imposants, conçu pour repérer des planètes habitables – voire habitées – et pour explorer l'univers proche. Le site retenu est le volcan Mauna Kea, un site sacré pour les Hawaïens. Le projet a suscité une levée de boucliers des autochtones. "L'objectif est de trouver de nouvelles planètes à coloniser et de déceler une vie extraterrestre – aux dépens de la vie des autochtones sur notre planète et de nos sites sacrés comme le Mauna Kea", fustige Uahikea Maile, spécialiste des politiques indigènes à l'université de Toronto.

De nouveaux sites de lancement font, eux aussi, polémique. SpaceX en a établi un à Boca Chica, au Texas, sans consulter la population – essentiellement composée de gens de couleur –, et l'agrandissement du site de lancement d'Alcântara, dans le nord du Brésil, pourrait entraîner l'expulsion de plusieurs milliers de descendants d'esclaves. Dans un poème de 1970, Gil Scott-Heron dénonçait les milliards injectés dans le programme spatial américain pendant que des gens, des Noirs surtout, n'avaient pas accès aux services sociaux de base :

*Comment ça se fait qu'il n'y ait pas une thune ici? (Hmmm! Face-de-craie est sur la Lune)
T'sais, j'en ai ma claque (de Face-de-craie sur la Lune) Je crois que je vais envoyer ces notes de toubib En recommandé par avion (à Face-de-craie sur la Lune)*

La Parabole du semeur [éd. J'ai lu, 1995], le roman afrofuturiste publié en 1993 par Octavia Butler, pose les mêmes questions, mais sur une Terre dévastée par le dérèglement climatique. Dans son monde dystopique, tandis que la plupart des humains manquent d'eau et de nourriture, victimes des violences et des incendies, une poignée de privilégiés s'envolent pour Mars.

"Décoloniser l'exploration spatiale n'a aucun sens tant qu'on ne décolonise pas la Terre", dénonce Uahikea Maile. En tant que société, nous devons nous interroger sur la finalité de l'exploration spatiale. Cette course aux étoiles est une manière pour les puissants d'éluder leur complicité dans les injustices commises ici-bas, sur Terre. Jeff Bezos et Elon Musk, deux des plus grandes fortunes de la planète, multiplient les projets pour la quitter, tout en détournant notre attention des violations du droit du travail commises chez Tesla et Amazon.

Une nouvelle conception de l'espace, fondée sur la préservation de sa beauté au bénéfice de tous, devra donner la priorité à la recherche scientifique et au bien commun. Les accords internationaux pourraient autoriser certaines activités commerciales dans des zones bien définies, mais ces activités devraient être durables et égalitaires et se focaliser sur la justice sociale, la protection de l'environnement, les droits des travailleurs et la juste répartition des retombées économiques. Le plus grand nombre profiterait ainsi des bénéfices de l'exploration spatiale sans dépendre du bon vouloir d'une poignée de milliardaires; les décisions devraient être prises selon le principe de la démocratie participative. Malgré les crises qu'affronte l'humanité aujourd'hui, nous devrions nous inspirer de l'optimisme et du réalisme inébranlables d'Octavia Butler. À travers son personnage, elle explique qu'il est possible de réimaginer notre monde en visitant d'autres mondes. L'égalitarisme, la durabilité et la justice sont des objectifs atteignables dans l'espace, mais uniquement si on s'efforce ensemble d'atteindre les mêmes objectifs sur Terre.

—Ramin Skibba
Publié le 12 novembre

Chronologie

Douze mois dans l'espace

Voici les principaux événements attendus dans l'année qui vient. Les dates sont susceptibles d'évoluer en fonction d'aléas techniques et météorologiques.

22 décembre 2021

Lancement depuis Kourou (Guyane) du télescope spatial James-Webb, dont l'une des missions phares sera de découvrir les premières étoiles et galaxies de notre univers.

Janvier 2022

Lancement par la Nasa de sa nouvelle fusée géante Space Launch System, afin de placer en orbite lunaire son vaisseau Orion, qui préfigure le retour à une mission habitée sur la Lune.

21 février 2022

Ax-1, premier vol entièrement privé du vaisseau Crew Dragon, de SpaceX (la société d'Elon Musk), vers la station spatiale internationale (ISS), pour un séjour de huit jours dans l'espace.

15 avril 2022

Lancement, depuis la Floride vers l'ISS, de la mission Crew 4 à bord de la capsule Crew Dragon, de SpaceX.

Début août 2022

Lancement de la première sonde spatiale de la Corée du Sud, dans le but d'explorer la surface de la Lune.

Vers le 20 septembre 2022

Lancement du rover martien Rosalind-Franklin, de l'Agence spatiale européenne et de l'agence spatiale russe Roscosmos. L'objectif : chercher des traces de vie passée sur la planète rouge.

Fin septembre 2022

Collision attendue entre la sonde américaine Dart, lancée le 24 novembre 2021, et la lune Dimorphos de l'astéroïde double Didymos (situé à 11 millions de kilomètres de la Terre), afin d'en dévier l'orbite.

Quatrième trimestre 2022

Lancement, depuis la Floride, de la fusée géante (près de 100 mètres de hauteur) New Glenn, de Blue Origin, la société de Jeff Bezos.

SOURCE

AEON

Londres, Royaume-Uni
aonmagazine.com

"Lire pour aller au fond des choses", tel est le slogan de ce site, fondé en septembre 2012. Spécialisé dans le débat d'idées et la culture, Aeon publie des contributions de penseurs, chercheurs ou écrivains. Son contenu est accessible gratuitement.



d'un continent à l'autre.

Europe



Afrique.....	26
Moyen-Orient....	28
France.....	32
Amériques.....	34
Asie.....	38

Allemagne.

Olaf Scholz en pleine lumière

Le sévère social-démocrate devrait succéder à Angela Merkel à la chancellerie, couronnement d'une longue carrière politique.

Un chancelier du climat ?

Selon ce journal de gauche, le social-démocrate devra s'engager pour accélérer la transition énergétique.

—Die Tageszeitung
(extraits) Berlin

Commençons par les bonnes nouvelles. Avec la coalition "feu tricolore", l'État va se positionner au plus près de la réalité des Allemands. La double nationalité va entrer en vigueur [jusqu'à présent, elle n'était que partiellement tolérée]. Le cannabis va enfin être légalisé. Sur le plan social, l'augmentation du revenu minimum à 12 euros l'heure [contre 9,60 euros actuellement] constitue un premier pas

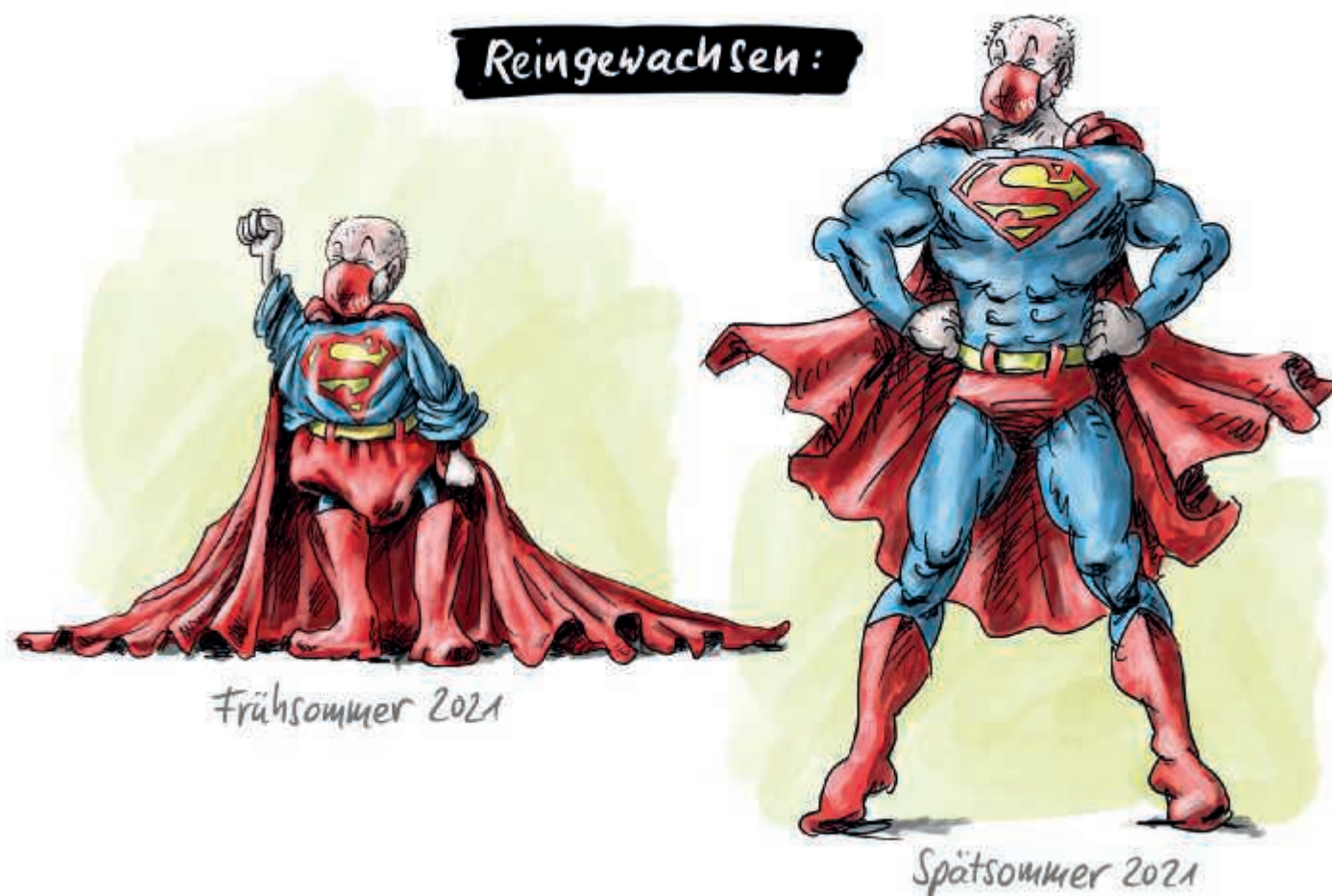
vers l'atténuation de l'exploitation humiliante subie par les plus pauvres.

Malheureusement, le volet social est dépourvu de tout ce qui pioche dans les caisses de l'État. La coalition tricolore a opté pour une répartition classique des tâches. Le SPD s'occupera des ministères liés à la sécurité – l'Intérieur et la Défense, mais aussi le Travail et les Affaires sociales. Le FDP héritera de la Justice et des Finances : les libertés et les cordons de la bourse, certainement le poste le plus important. Les Verts, eux, se concentreront sur leurs domaines d'expertise : le Climat, l'Environnement et l'Agriculture.

Pendant les négociations, [la coprésidente des Verts] Annalena Baerbock et consorts se sont plaints ouvertement de travailler seuls face aux deux autres partis, sans doute à juste titre. C'est à eux qu'incombe la mission la plus délicate : accomplir la transition énergétique. Et si la transition échoue, les Verts seront tenus pour responsables – mais pas nécessairement le SPD et le FDP. Or il paraît peu probable que le ministère de l'Économie, regroupé avec celui du Climat, leur offre les moyens d'agir. Ce ministère a depuis longtemps perdu en influence.

Responsables. Peu importe la manière dont fonctionnera la coalition, ce qui fera la différence, c'est sa capacité à prendre en main la transition de la quatrième puissance industrielle mondiale vers une économie décarbonée. Mais est-ce vraiment son projet ? Rien n'est moins sûr. Cela dépendra beaucoup du chancelier. Olaf Scholz pourrait faire office de "Merkel bis", modérateur prudent d'une triple alliance complexe, prenant peu de risques et naviguant à vue. Mais si la coalition "feu tricolore" veut faire progresser la question écologique, Scholz devra adopter une autre attitude. Il devra se poser comme chancelier du climat, avoir une feuille de route, redevenir celui qu'il était pendant la campagne. Ce serait une vraie surprise.

—Stefan Reinecke
Publié le 24 novembre



En août, Olaf Scholz, alors candidat SPD à la chancellerie, fait une forte remontée dans les sondages. Titre : Il a bien grandi. À gauche : Début de l'été 2021. À droite : Fin de l'été 2021. Dessin de Klaus Stuttmann paru dans Der Tagesspiegel, Berlin.

De la rigueur et de l'aplomb

Expérimenté, le futur chancelier manque de charisme. Mais il ne faut pas le sous-estimer, conseille le site de cette radio allemande.

Si tout se passe comme Olaf Scholz se l'imagine, le social-démocrate de 63 ans succédera, en décembre, à Angela Merkel à la chancellerie fédérale", annonce la **Deutsche Welle**, après l'annonce, le 24 novembre, de la publication d'un contrat de coalition entre les sociaux-démocrates (SPD), les Verts et les libéraux (FDP). La coalition "feu tricolore", surnommée ainsi à cause des couleurs des partis qui la composent, a de fortes chances de diriger l'Allemagne - avec l'ancien ministre des Finances et vice-chancelier d'Angela Merkel à sa tête.

Scholz est le chancelier inattendu, y compris au sein de son parti. Celui que l'on surnomme depuis des années "Scholzomat", un mot-valise associant "Scholz"

et "automate", "est du genre pragmatique et introverti, et il n'était par ailleurs jamais parvenu à gagner le cœur des sociaux-démocrates, qui marchent souvent à l'affectif", relate la *Deutsche Welle*. Sans poids lourd pour lui faire concurrence, c'est néanmoins lui qui a été investi pour la course à la chancellerie. Pendant des mois, il a dû supporter, stoïquement, les railleries : y compris dans son propre camp, personne ne croyait à sa victoire.

Olaf Scholz a une longue carrière politique derrière lui. Originaire d'Osnabrück, dans le nord-ouest de l'Allemagne, il a progressivement gravi les échelons, en devenant d'abord, dans les années 1980, vice-président des jeunes sociaux-démocrates, avant de rejoindre l'aile conservatrice du SPD.

Leadership. Sévère ministre de l'Intérieur du Land de Hambourg, puis ministre fédéral du Travail (entre 2007 et 2009), et enfin chef du gouvernement de la ville de Hambourg, Olaf Scholz finit par délaisser la ville hanséatique pour Berlin en 2018, lorsqu'il rejoint le gouvernement d'Angela Merkel en tant que vice-chancelier et ministre des Finances. Un poste qui lui a donné de la visibilité, à la faveur de la pandémie.

Avec 400 milliards d'euros de dettes supplémentaires prévues à la fin de 2022, le social-démocrate a dénoué les cordons de la bourse - mais il compte par la suite les resserrer, et rétablir des finances saines. "Il n'y a pas à avoir peur, nous l'avons déjà fait après la dernière crise de 2008-2009, et nous allons y arriver une nouvelle fois, en moins de dix ans", a-t-il affirmé.

Problème : la pandémie continue en Allemagne. Les taux d'incidence ont atteint des niveaux record ces dernières semaines outre-Rhin, ce qui risque de plomber l'économie. "Les défis qui attendent le chancelier Scholz sur un large éventail de fronts sont titanesques, assure la *Deutsche Welle*. À quoi s'ajoute la gestion d'une coalition gouvernementale composée de trois partis très différents." Tôt ou tard, Olaf Scholz devra gérer les tensions au sein de son propre gouvernement. Celui qui ne se met que rarement en colère, que ses collaborateurs n'ont jamais entendu hausser la voix, devra donc apprendre à se mettre en avant. Une attitude dont il se sent capable. "Quand on vient me demander du leadership, je donne du leadership", avait-il assuré lorsqu'il était à la tête du gouvernement de Hambourg.—

NOTRE SÉLECTION

Pour commander, scannez le QR code



Ou sinon rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/vpc>

ou par téléphone : 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9h à 18h)



• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

Comment le monde a basculé

De l'Afghanistan au Pacifique, la rivalité entre les États-Unis et la Chine redessine l'ordre mondial.

8,50€*

Atlas du réchauffement climatique

Des pôles à l'équateur, la planète brûle. Des cartes, des infographies et les analyses de la presse étrangère pour décrypter la crise.

• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages



8,50€*



• Format : 230 mm x 297 mm
• 76 pages

8,50€*

Moyen-Orient : les nouveaux maîtres du jeu

Dans ce hors-série, Courrier international, avec les presses libanaise, égyptienne, iranienne, israélienne, panarabe, etc., fait le point sur les forces en présence et les alliances qui se dessinent aujourd'hui au Moyen-Orient.

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/03/2022
* Frais de port en sus en fonction du produit.
Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande.
Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://boutique.courrierinternational.com/cgv-co>

Le retour de la discipline budgétaire

●●● "L'objectif personnel du libéral Christian Lindner est atteint", annonce **Der Spiegel**. Il a obtenu pour son parti, le FDP (libéral), le très convoité ministère des Finances, qu'il veut utiliser comme "un bastion contre le trop-plein de dépenses". Rien de "révolutionnaire" n'a été annoncé, mais il s'est engagé à défendre le frein à l'endettement, un dispositif qui encadre l'emprunt public allemand. "Le FDP a ainsi réussi à imposer à ses partenaires écologistes et sociaux-démocrates une de ses lignes jaunes." En Grèce, la nouvelle a été accueillie avec méfiance, assure le correspondant sur place du réseau **Redaktionsnetzwerk**

Deutschland. Contrairement aux libéraux allemands, le pays souhaite un assouplissement des règles budgétaires de l'UE. "Et personne n'a oublié que Lindner avait reproché [au ministre des Finances d'Angela Merkel], pendant la crise de la dette, d'être trop indulgent avec les Grecs." Or l'Allemagne aura son mot à dire lors des discussions sur le pacte de stabilité européen, qui limite le déficit budgétaire à 3 % du PIB des États et leur dette publique à 60 %. Elle devra aussi s'exprimer sur d'éventuelles mutualisations des dettes, après la mise en place inédite d'un plan de relance financé par ce biais pendant la pandémie.

À la une



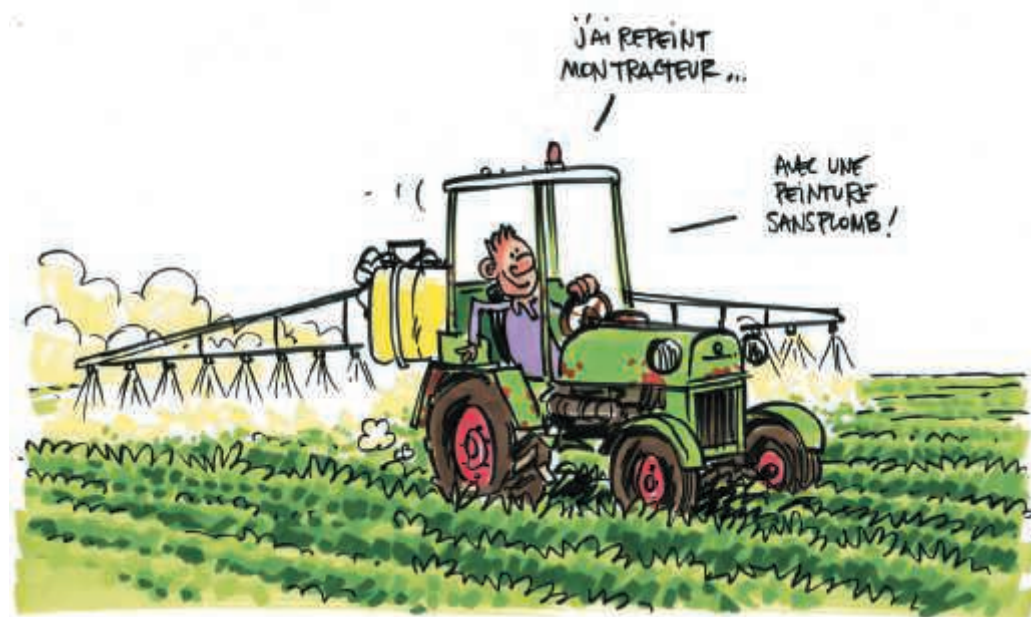
CANNABIS : FEU VERT À LA LÉGALISATION

C'est ce qu'annonce **Die Schwäbische Zeitung** à la une. La coalition "feu tricolore" veut autoriser "la vente contrôlée aux adultes à des fins [récréatives], dans des magasins agréés". Pour le titre, l'annonce est une bonne nouvelle. "La légalisation va créer un marché de plusieurs milliards d'euros."

UNION EUROPÉENNE

La nouvelle PAC ? Une imposture !

Le 23 novembre, le Parlement européen a approuvé la réforme de la politique agricole commune. Très décevante, elle trahit les ambitions écologiques et sociales qui devaient l'inspirer, dénonce ce quotidien italien.



—Domani Rome

Et pourquoi donc devrions-nous faire ce que dit Greta Thunberg ?” demande Paolo De Castro, en cette fin de journée, au bar du Parlement européen. Cet eurodéputé social-démocrate italien n’est pas seulement un grand soutien de la réforme de la politique agricole commune (PAC), approuvée ce 23 novembre au Parlement. C’est l’un de ses architectes.

Pour Greta Thunberg, pour le mouvement Fridays for Future, pour Greenpeace et pour les défenseurs de l’environnement, cette nouvelle PAC n’est pas une réforme, c’est une

contre-réforme. “Un désastre pour le climat et l’environnement, pas le moins du monde en ligne avec l’accord de Paris”, dicit Greta, qui s’indigne : “L’Union européenne n’est-elle pas allée dire à la COP26 de Glasgow qu’elle voulait être le leader du changement ?” Jusqu’au bout, à Bruxelles, à Strasbourg, à Berlin, les jeunes pour le climat sont descendus dans la rue, ils ont fait campagne sur les



OPINION

réseaux sociaux, au cri de “Ne votez pas cette PAC”. Mais elle a bel et bien été approuvée.

Seuls les Verts, unis, et une majorité du Parti de la gauche européenne ont voté contre. Au sein du groupe social-démocrate, les députés allemands et belges uniquement se sont opposés

à la réforme. Tout le reste de l’échiquier politique, des souverainistes aux libéraux, des conservateurs aux populaires, petits et grands, à quelques individus près, a voté pour la nouvelle PAC. “L’UE a exprimé sa préférence pour les grands lobbys de l’agro-industrie”, prend acte le coprésident des Verts européens, Philippe Lamberts, qui parle d’une manœuvre de greenwashing.

Échec. La PAC, rappelons-le, pèse environ pour un tiers du budget européen. Voilà qui en fait un terrain d’affrontement politique. Depuis ses débuts, dans les années 1960, elle a toujours joué un rôle crucial en Europe. Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, qui a dit

faire de l’écologie sa priorité, a eu pour mission de la renouveler, mais elle a accepté de reprendre la proposition héritée de son prédécesseur, Jean-Claude Juncker. Résultat : cette réforme est née vieille, et elle a été étrillée par les scientifiques – elle manque d’ambition, c’est un échec pour la biodiversité, le climat et les défis socio-économiques. Malgré les engagements du Green Deal, cette nouvelle mouture ne change rien à la vieille PAC en matière d’élevage intensif polluant, d’utilisation de pesticides et de concentration des terres entre les mains de quelques personnes.

Déséquilibre. Parmi les révolutions manquées, il y a le *capping*, c’est-à-dire l’idée de plafonner les aides encaissées par les grands propriétaires terriens. Aujourd’hui, 80 % des subventions finissent dans les poches de 20 % des plus grands agriculteurs – en Hongrie, par exemple, les capitaux se concentrent dans les mains de latifundistes proches du Premier ministre –, et ce déséquilibre qui pénalise les petits agriculteurs n’a pas été réduit. Ces derniers ne récolteront que des miettes : 10 % des paiements directs seront redistribués aux petits exploitants.

Quant au volet environnemental, la nouvelle PAC prévoit un dispositif destiné à lutter contre le changement climatique : l’“éco-régime”. Or, là aussi, l’Europe n’a fait les choses qu’à moitié. Après les négociations du Parlement avec la Commission et les gouvernements, l’objectif initial – dédier au moins 30 % des fonds à des activités bénéfiques au climat et à l’environnement – a été réduit à 25 %. De surcroît, proteste Philippe Lamberts, “loin d’inciter les gouvernements récalcitrants à devenir plus verts, on les laisse décider de ce qui est considéré comme ‘vert’”.

Un éco-régime laissé à la discrétion des gouvernements, donc, ou quasiment. Comme le dit

l’eurodéputé Éric Andrieu, un des rapporteurs de la réforme, “nous pourrions prendre des vacances parce que ce sera aux États membres de décider”. Dans ce contexte, des pays comme l’Italie pourraient, par exemple, miser sur l’agriculture de précision – avec, toutefois, le risque de concentrer encore plus les ressources entre les mains des grands exploitants.

Parmi les réelles nouveautés de cette politique agricole, citons le rôle croissant des gouvernements. Désormais, la distribution de tous les fonds européens sera gérée par les différents pays, qui devront présenter un plan national d’ici au 31 décembre. La “conditionnalité sociale” aussi, cet aspect véritablement inédit de la réforme, qui doit conditionner les versements

“L’UE a exprimé sa préférence pour les grands lobbys de l’agro-industrie.”

Philippe Lamberts,
DÉPUTÉ EUROPÉEN LES VERTS

au respect des droits des travailleurs, sera de facto déléguée aux gouvernements. Et comme une période de transition est prévue (une “période d’apprentissage”), il n’est pas dit que tous les pays l’appliqueront à partir de 2023 ; certains ne comptent s’y mettre qu’en 2025.

Tout est-il donc perdu pour les défenseurs de l’environnement ? Il leur reste une petite marge de manœuvre. En Italie du moins, les écologistes sont déterminés à faire pression sur leur gouvernement pour qu’il s’engage dans une écologie réelle et non plus seulement de façade. Du reste, comme l’expliquent les Verts européens, cette PAC-là ne permettra pas de réaliser les objectifs de Bruxelles en matière de climat et d’environnement. Alors qui sait si l’UE ne sera pas, un jour, contrainte de réformer cette contre-réforme ?

—Francesca De Benedetti

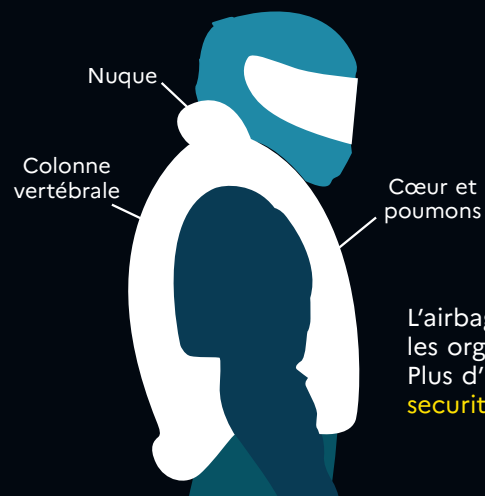
Publié le 23 novembre



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

L'AIR C'EST LA VIE À MOTO AUSSI



L'airbag protège
les organes vitaux.
Plus d'informations sur
securite-routiere.gouv.fr

**OFFREZ-LUI
UN CADEAU POUR LA VIE
OFFREZ-LUI UN AIRBAG**



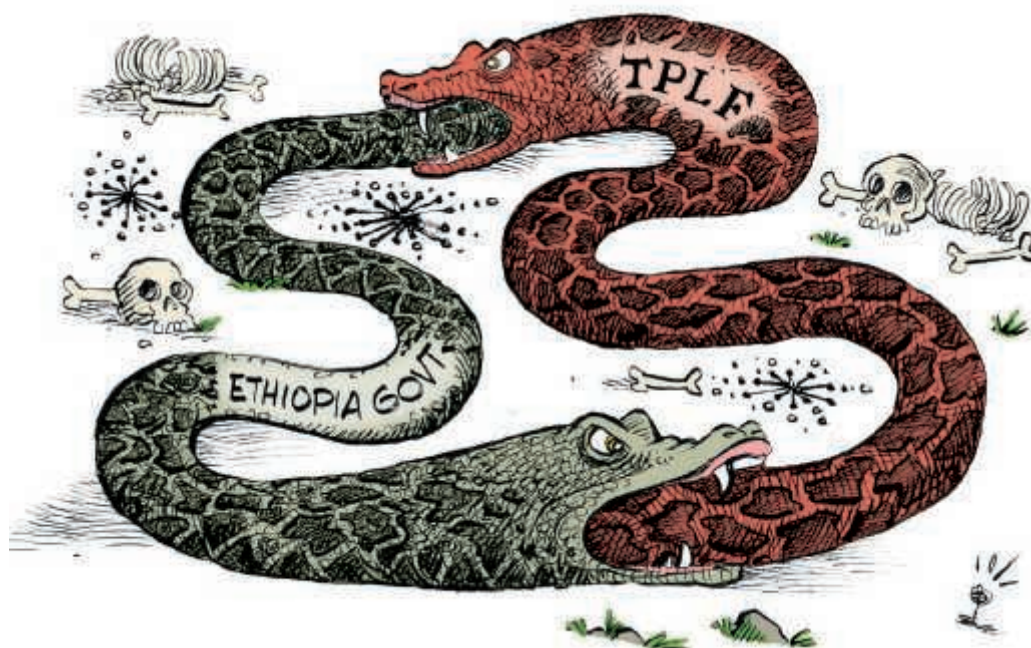
**SÉCURITÉ
ROUTIÈRE**  **VIVRE,
ENSEMBLE**



afrique

Éthiopie. Djibouti, victime collatérale

Face à la guerre entre les séparatistes tigréens et le gouvernement fédéral, les forces djiboutiennes sont en alerte maximale. Arrimée à son instable voisin éthiopien, l'économie du pays pourrait être durablement déstabilisée.



—The East Africa Monitor (extraits) Paris

En Éthiopie, le conflit entre le gouvernement d'Abiy Ahmed et le Front populaire de libération du Tigré (TPLF) prend une tournure dangereuse. Les combattants de l'ancien parti au pouvoir s'approchent d'Addis-Abeba et menacent de prendre la ville, ce qui pourrait faire sombrer le pays dans la guerre civile. L'Union africaine a appelé à un cessez-le-feu immédiat et le président kenyan, Uhuru Kenyatta, s'est rendu à Addis-Abeba le 14 novembre pour rencontrer Abiy Ahmed et la présidente éthiopienne, Sahle-Work Zewde.

La situation humanitaire en Éthiopie est déjà très grave. Dans ce conflit qui dure depuis un an, les morts se comptent par millions et les personnes déplacées, par millions. Les deux camps ont été accusés de crimes de guerre par l'ONU. Si le gouvernement d'Abiy Ahmed s'effondre, les conséquences seront catastrophiques

non seulement pour le géant multiethnique d'Afrique de l'Est qu'est son pays, mais aussi pour ses voisins, dont Djibouti, qui gère 95 % du commerce maritime de l'Éthiopie, dépourvue de littoral.

Le président djiboutien, Ismaël Omar Guelleh, semble avoir bâti l'avenir économique de son pays sur son rôle de porte d'entrée de l'Éthiopie. Cela lui a permis d'attirer d'importants investissements chinois pour construire des infrastructures, mais lui a aussi valu de se mettre à dos ses partenaires traditionnels. Or l'Éthiopie se tourne déjà vers d'autres horizons commerciaux. Guelleh risque d'être confronté à des défis majeurs dans les années à venir, même dans le cas où le conflit éthiopien trouverait une issue sans nouvelle effusion de sang.

Le TPLF a dirigé l'Éthiopie d'une main de fer pendant plusieurs décennies, jusqu'à son éviction par Abiy Ahmed en 2018. En novembre 2020, les tensions qui couvaient entre les deux partis sont arrivées à leur point de

rupture lorsque Abiy Ahmed a accusé les forces tigréennes d'avoir attaqué une base de l'armée fédérale, puis a engagé une campagne de représailles contre la province rebelle. Au cours de l'année qui a suivi, 400 000 personnes ont été poussées au bord de la famine et environ 2,5 millions ont fui leur foyer. Selon les Nations unies, des crimes contre l'humanité ont été commis par les deux camps mais les forces fédérales éthiopiennes et leurs alliés érythréens sont les principaux responsables.

Ces dernières semaines, le TPLF a remporté des victoires importantes. Abiy Ahmed a déclaré l'état d'urgence le 2 novembre dans tout le pays et appelé les habitants de la capitale sur les réseaux sociaux à prendre les armes et à défendre leurs maisons contre les rebelles. Son message a été supprimé par Facebook, mais il l'a répété dans un discours télévisé en exhortant les Éthiopiens à "enterrer [leurs] ennemis avec [leur] sang et [leurs] os". Malgré les menaces de sanctions économiques des États-Unis,

Abiy Ahmed (qui a reçu le prix Nobel de la paix il y a deux ans pour avoir conclu un accord de paix avec l'Érythrée) n'a présenté ses conditions pour négocier un cessez-le-feu que le 11 novembre dernier.

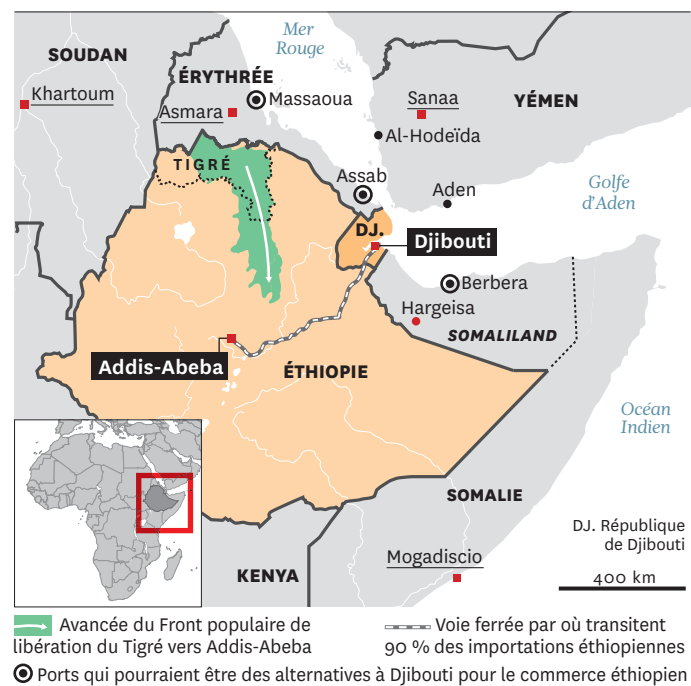
Le conflit qui déchire l'Éthiopie a des répercussions graves dans les pays limitrophes, l'Érythrée, le Soudan et surtout la Somalie, dont le fragile gouvernement est soutenu par l'Éthiopie, mais c'est Djibouti qui pourrait en souffrir le plus. L'économie de ce petit pays repose sur les services (85 % de son PIB), et le même pourcentage de ses activités portuaires dépend du commerce éthiopien. Guelleh s'est lié à l'Éthiopie et à la Chine (qui a beaucoup investi dans la première puissance économique de la Corne de l'Afrique) et a préféré des capitaux chinois pour financer des projets d'infrastructures qui ont lié encore plus étroitement son pays à Addis-Abeba.

En 2018, le gouvernement djiboutien a rompu unilatéralement un accord de concession avec le géant du transport maritime [dubaïote] DP World et repris le contrôle du terminal à conteneurs de Doraleh (DCT) avant de céder une part importante de son capital à China Merchants Holdings (CMH). DP World a porté plainte devant diverses cours internationales d'arbitrage, qui ont statué en sa faveur. Le dernier verdict en date est celui de la Cour internationale d'arbitrage de Londres, qui a estimé que l'autorité

portuaire djiboutienne avait violé son contrat. Djibouti a remis en cause la validité du jugement et refusé de payer les centaines de millions de dollars de dommages et intérêts dus.

Le comportement de Guelleh dans ce litige a refroidi les investisseurs internationaux mais aussi détourné leur intérêt vers d'autres ports de la région. Celui de Berbera, au Somaliland, a récemment fait passer la capacité de ses terminaux de conteneurs de 150 000 EVP (équivalents vingt pieds) à 500 000, et prévoit de la porter à plus de 2 millions. Même l'institution britannique de financement du développement, le CDC Group, investit aujourd'hui à Berbera aux côtés de DP World. Sa montée en puissance et celle d'autres ports intéressants pour Addis-Abeba en Érythrée, au Kenya et au Soudan menacent la mainmise de Djibouti sur le commerce éthiopien, peu importe l'évolution du conflit chez son voisin.

La décision de Guelleh de se rapprocher de Pékin a suscité la colère de Washington, qui a mis Djibouti en garde contre le piège d'une dette qui permettrait à la Chine d'étendre son influence et sa présence militaire en Afrique de l'Est. De son côté, Pékin suit de près les événements en Éthiopie. Vu que la Chine possède déjà plus de 70 % de la dette djiboutienne, il est peu probable que le gouvernement chinois continue à soutenir la gestion de Guelleh si la situation reste chaotique en Éthiopie.



Le conflit au Tigré est le problème le plus urgent de Guelleh : il menace les 1,5 à 2 milliards de dollars que l'Éthiopie verse chaque année à Djibouti en échange de ses services portuaires et montre que sa stratégie économique n'est pas viable, même si Abiy Ahmed et le TPLF négocient un accord.

— **Comité éditorial**
Publié le 16 novembre

SOURCE



THE EAST AFRICA MONITOR

eastafricamonitor.com

The East Africa Monitor est un portail d'actualités en anglais qui informe sur la région élargie de l'Afrique de l'Est. Le site, basé à Paris, se donne pour but de publier des reportages impartiaux sur les événements clés qui se déroulent dans cette partie de l'Afrique.

Un conflit qui s'étend et inquiète

La guerre civile en cours résonne jusqu'en Occident et touche les ressortissants éthiopiens à l'étranger.

Après une avancée des forces tigréennes en direction de la capitale, les forces loyales au Premier ministre Abiy Ahmed ont annoncé, le 29 novembre, avoir stoppé l'avancée des rebelles tigréens à 180 kilomètres de la capitale. Dans le même temps, **Al-Jazeera**, citant les médias d'État éthiopiens, indiquait que les forces gouvernementales contrôlaient à nouveau la ville de Chifra, située à la frontière entre les régions de l'Afar et de l'Amhara, toutes deux frontalières de la région séparatiste du Tigré.

Pendant ce temps, le conflit menace de s'étendre du côté

du Soudan. Le 28 novembre, on pouvait lire sur **The Africa Report** que, selon Karthoum, plusieurs de ses soldats avaient été tués alors qu'ils repoussaient une attaque des "forces de l'armée et des milices éthiopiennes". Selon le site panafricain, les échauffourées ont eu lieu dans la région contestée d'Al-Fashaga, à la frontière avec l'Éthiopie, dans le sud-est du Soudan.

Le conflit intérieur éthiopien prend également une dimension internationale avec l'inquiétude très vive des chancelleries occidentales. Après les États-Unis puis la France, l'Allemagne a appelé ses ressortissants à quitter le pays, informe le site de la

Deutsche Welle, la radio internationale allemande. L'ONU a, elle, ordonné l'évacuation immédiate des membres des familles du personnel international en Éthiopie.

Les lignes de fracture éthiopiennes se propagent au cœur même de la communauté éthiopienne des États-Unis. Dans le district de Washington, la population d'origine éthiopienne est estimée à près de 250 000 personnes, rapporte **CNN**. Le site américain **Insider** rapporte que, le 8 novembre, des milliers d'Américains d'origine éthiopienne ont manifesté devant

la Maison-Blanche pour dénoncer la position des États-Unis sur le conflit, tout en agitant des drapeaux éthiopiens et en scandant leur soutien au Premier ministre Abiy Ahmed. Ces Éthiopiens-Américains ont confié à **CNN** se sentir "frustrés" par la réponse du gouvernement américain

à ce conflit et disent craindre pour la sécurité de leur famille en Éthiopie. D'autres souhaitent en revanche que les responsables américains qualifient les attaques du gouvernement fédéral contre la région du Tigré de génocide et le sanctionnent davantage.

Autre pays où le conflit entre en résonance : Israël. D'après le **Times of Israel**, les autorités se sont prononcées ce 28 novembre en faveur de l'immigration d'environ 5 000 Juifs éthiopiens qui attendaient depuis des années de pouvoir faire leur *alya* et émigrer en terre d'Israël. C'est la situation de l'Éthio-

pie qui a accéléré la décision, indique le site israélien en ligne, alors que des appels, en Israël, de responsables et de membres de la communauté éthiopienne israélienne se multipliaient en faveur d'une émigration rapide des personnes en attente.

— **Courrier international**



REVUE
DE PRESSE



Devenons l'énergie qui change tout.

SI VOUS HÉSITEZ À PASSER CHEZ EDF DEMANDEZ À NOS CLIENTS CE QU'ILS EN PENSENT.

Plus de 9 clients sur 10 sont satisfaits du service client EDF*. C'est bon à savoir quand on cherche un conseiller en énergie.



* Source : enquête de satisfaction menée par EDF en 2020 sur le périmètre de ses clients particuliers auprès de 1 152 341 personnes physiques réparties dans la France. La Certification Relation Client France, délivrée par l'AFRC (Association Française de la Relation Client) et de l'Association Pro France (Certification Service France Garanti). Elle est dédiée à valoriser les entreprises qui s'engagent sur les territoires dans une dynamique de proximité et notamment par l'insertion locale, le maintien de l'emploi, la formation, l'inclusion dans un écosystème.

L'énergie est notre avenir, économisons-la!



moyen-orient

Turquie. La livre chute, le peuple trinque

La forte dépréciation de la monnaie turque a provoqué une flambée généralisée des prix dont souffrent les classes défavorisées et moyennes. "La pauvreté est bien là en Turquie", assure un économiste à ce site panarabe.

—Middle East Eye
(extraits) Londres

On ne mange que si on trouve quelque chose. Sinon, on ne mange pas", déclare Nurcan Yilmaz, veuve et mère de trois enfants, qui décrit son combat quotidien pour survivre alors que l'inflation fait exploser les prix des denrées alimentaires en Turquie. "Au supermarché, je regarde les offres spéciales pour acheter du fromage, des olives ou de la lessive. Et j'achète mes fruits et légumes au marché, mais après 17 heures, pour trouver des produits à moitié prix qui seront bientôt bons à jeter", poursuit-elle.

Si Nurcan se trouve dans une telle situation aujourd'hui, c'est à cause de la chute vertigineuse de la livre turque : le 23 novembre, la devise turque a perdu près de 10 % de sa valeur par rapport au dollar. Le dernier plongeon de la monnaie a suivi l'annonce, par la banque centrale turque, d'une baisse de ses taux d'intérêt et alors que le président Recep Tayyip Erdogan affirmait que la Turquie menait "une guerre d'indépendance économique". Balayant les critiques de plusieurs économistes et des partis d'opposition, le président turc et le directeur de la banque centrale, Sahap Kavcioglu, poursuivent une politique monétaire

peu orthodoxe, fondée sur l'idée que des taux d'intérêt élevés contribuent à faire grimper l'inflation. Le mois dernier, le taux d'inflation en Turquie s'établissait officiellement à 19 %, mais nombreux pensent qu'il est en réalité beaucoup plus élevé. La baisse des taux d'intérêt a provoqué une dépréciation de la livre turque, faisant augmenter le prix des importations de biens essentiels – ce qui affecte tout particulièrement le quotidien des classes moyennes et populaires.

Limite d'achat. "Je gagne 1500 livres [106 euros] en moyenne, mais mon loyer est passé à 2200 livres [156 euros] il y a quelques mois, explique Nurcan. Pour les mêmes produits, les prix changent d'une semaine à l'autre au supermarché." Certaines enseignes ont commencé à mettre en place une limite d'achat sur certains produits comme le sucre, le blé, l'huile et le café, à cause de la hausse des prix et des problèmes d'approvisionnement. "Je ne pourrais pas survivre sans le soutien de ma famille et des associations caritatives", résume Nurcan.

Économiste et ancien employé à la banque centrale, Ugur Gurses s'attend à ce que la flambée des prix s'aggrave dans les prochains mois. "Des vagues d'inflation de plus en plus fortes vont faire sombrer la livre turque, et les gens le sentiront de plus en plus au quotidien, déclare-t-il. Le gouvernement va probablement augmenter le revenu minimal, mais cela ne servira à rien quand on commencera à voir l'impact du dollar sur l'inflation." À l'heure actuelle, le revenu net minimal hebdomadaire est de 2825,90 livres [207 euros], soit loin derrière la moyenne des pays de l'Union européenne. Près de 6 millions de personnes vivent avec ce revenu minimal en Turquie.

Habitant à Istanbul avec sa femme et ses deux enfants, Ahmet Gormez voit les difficultés financières s'accumuler. "Je ne peux pas payer mon loyer, explique-t-il. Je ne peux pas acheter les produits alimentaires de base. Je me demande si je ne devrais pas commencer à demander la charité. Mais tout

"La pauvreté est bien là en Turquie", assure l'économiste Ugur Gurses. La classe moyenne commence, elle aussi, à devoir se priver du superflu et d'un certain confort, à cause de la hausse des prix des voitures, des loyers, des produits électroniques et des loisirs. "Nous avons commencé par réduire les dépenses culturelles, comme les sorties au cinéma ou au théâtre. Ensuite, avec la pandémie, nous avons arrêté d'aller au restaurant. Maintenant, nous cherchons uniquement à boucler nos fins de mois", explique Murat, qui préfère garder l'anonymat, en raison de son emploi dans l'administration. Murat et sa femme sont fonctionnaires et touchent des salaires moyens, leurs revenus se montent à 15000 livres [1070 euros]. "Nous sommes très vigilants sur les dépenses au marché, les factures, les remboursements de prêts, l'essence, etc.", explique Murat.

Sa femme, Ayca, raconte qu'il y a encore deux ans elle et son mari pouvaient se permettre de dépenser sans trop compter tout en continuant à économiser de l'argent. Avec deux enfants, le couple n'est pas très optimiste pour l'avenir. "Il y a quelques années, acheter des vêtements de bonne qualité pour nos enfants et pour nous-mêmes n'était pas un problème. Maintenant, nous faisons les soldes des marques de textile bas de gamme pour habiller nos enfants, et, bien sûr, nous n'achetons rien pour nous-mêmes si ce n'est pas indispensable", poursuit Murat. Ugur Gurses pense que la flambée de l'inflation va pousser la classe moyenne dans la tranche de revenus de la classe ouvrière : "Acheter un téléphone portable ou même un réfrigérateur importé va devenir un luxe pour la classe moyenne."

Le PIB de la Turquie par habitant est également en baisse depuis 2013. Après avoir atteint un pic cette année-là, à 12614 dollars, il est tombé à 8538 dollars en 2020. Il devrait encore baisser avec l'effondrement de la livre. En revanche, le taux de croissance turc a rebondi, avec un record de 21,7 % au deuxième trimestre de cette année. Cette

reprise a été rendue possible grâce à une augmentation des exportations, les produits turcs étant devenus moins chers sur les marchés internationaux grâce à la dépréciation de la livre. En octobre, les exportations ont enregistré une hausse record de plus de 20 % : ceux qui ont profité du boom des exportations sont les grands gagnants de cette situation économique.

Boom des exportations.

Hakki Zekioglu, un fabricant de produits textiles à Istanbul, explique que ses revenus ont augmenté l'année dernière, et qu'ils n'arrêtent pas de grimper. "La main-d'œuvre est très bon marché par rapport aux normes européennes", explique-t-il. Nos produits sont de bonne qualité, mais fabriqués à moitié prix par rapport à n'importe quel pays européen. Nous sommes comme la Chine : nous fabriquons les meilleurs vêtements et les Européens les portent." Mais ce boom des exportations est principalement dû à la crise monétaire et il pourrait ne pas être bénéfique à long terme, estime-t-il, car de nouvelles perturbations de la chaîne d'approvisionnement, dues aux fluctuations de la livre, pourraient également nuire à son activité. Si les exportateurs et les fabricants sont pour l'instant satisfaits de l'état actuel de la livre, ils finiront probablement par en subir les conséquences, comme tout le monde. La Turquie importe la quasi-totalité de son énergie et dépend de l'étranger pour les matières premières, les machines et les produits de haute technologie, qui deviendront plus chers avec une livre affaiblie.

—Yusuf Selman Inanc
Publié le 25 novembre



le monde a des problèmes d'argent." Gormez s'occupe du nettoyage dans un hôpital privé et touche le revenu minimal. "Je touche aussi des aides pour mes enfants, dit-il. Mais mes revenus ne dépassent pas 3500 livres. Cet été, mon loyer est passé de 1500 livres à 2000 livres." Les loyers ont explosé en Turquie ces six derniers mois, en raison d'une pénurie de logements liée à une hausse sans précédent des coûts de construction.

SOURCE

MIDDLE EAST EYE

Londres, Royaume-Uni
middleeasteye.net

Fondé en février 2014, Middle East Eye est un site d'information panarabe basé à Londres. Grâce à un large réseau de correspondants, il couvre 24 pays et aborde des sujets politiques, économiques et sociaux.





Devenons l'énergie qui change tout.

CHEZ EDF, UN CONSEILLER AU BOUT DU FIL N'EST PAS UN CONSEILLER AU BOUT DU MONDE.

Pour être au plus proche de nos clients, 100 % de nos conseillers sont basés en France*, comme à Nice.



AFNOR Cert. 94264

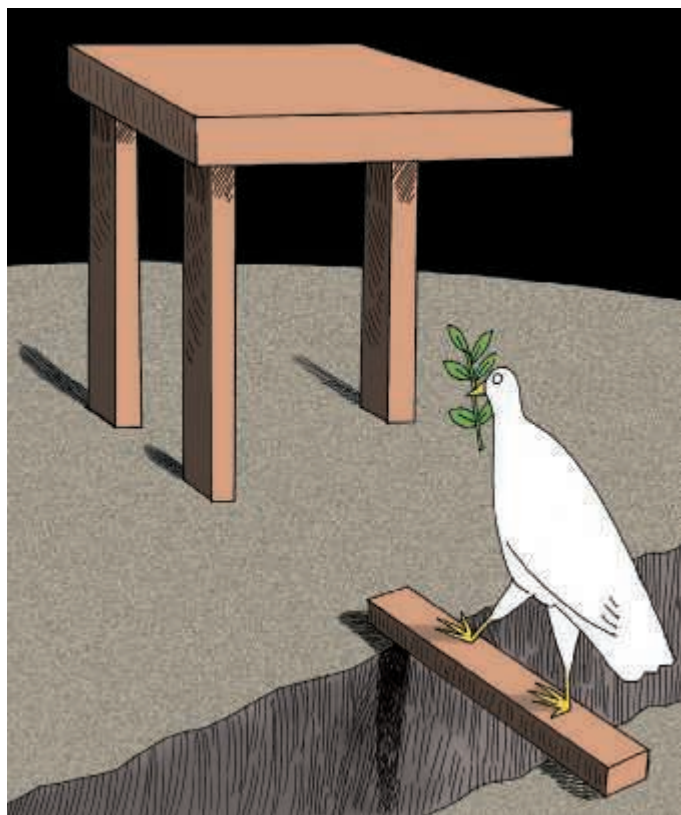
L'énergie est notre avenir, économisons-la!

* La Certification Relation Client France, délivrée par l'AFNOR Certification, est une création en collaboration de l'AFRC (Association Française de la Relation Client) et de l'Association Pro France (Certification Service France Garanti). Elle est dédiée à valoriser les entreprises qui s'engagent sur les territoires dans une dynamique de proximité et notamment par l'insertion locale, le maintien de l'emploi, la formation, l'inclusion dans un écosystème.

MONDE ARABE

Comment trouver la paix ?

Pour tenter d'apaiser les conflits dans la région, il faut faire évoluer la pensée politique individuelle et collective, estime cet intellectuel syrien.



—Al-Quds Al-Arabi
(extraits) Londres

L'historien marocain Abdallah Laroui s'était interrogé, dans les années 1980, sur les raisons pour lesquelles les intellectuels arabes traitaient si peu la question de la guerre, alors même que la guerre était si présente dans leur réalité. Mais nous ne réfléchissons quasiment pas non plus à un autre sujet, non moins important : la paix.

Ce n'est pas que le mot soit absent des discours, notamment dans les médias. C'est qu'il est absent de la pensée. Il semble qu'aucun de nos intellectuels contemporains ait consacré un livre, ou même un article, à ce sujet. Peut-être que le peu d'écrits, à la fois sur la



OPINION

guerre et sur la paix, s'explique par le peu de réflexion que nous consacrons à la politique et à la théorie politique. Et cela, alors même que notre histoire contemporaine n'est qu'une longue et profonde crise politique.

Comment, donc, expliquer cette absence ? En premier lieu, probablement par le fait que nous ne trouvons pas la paix en nous-mêmes. Elle ne fait pas partie de nos expériences personnelles, et nous ne savons pas reconnaître en nous un appel de paix, ni trouver une passerelle entre nos conflits internes et la paix, que ce soit en nous, au sein de la société, ou dans le monde. Et notre pensée n'est autre que le reflet d'esprits sous l'emprise du vacarme, des tensions, de la colère, de l'amertume et des soucis quotidiens.

En deuxième lieu, il faut rappeler que le mot "paix" est souvent utilisé de manière suspecte. C'est notamment vrai dans le contexte du conflit israélo-arabe, premier sujet qui vient à l'esprit quand on prononce le mot "paix". Or les Israéliens et les Américains ont eu la présence d'esprit de monopoliser ce mot et, depuis des décennies, c'est l'agresseur en position de force qui apparaît comme celui qui se bat pour la paix, tandis que l'agressé, en position de faiblesse, apparaît comme indifférent à la paix, si ce n'est comme un adepte de la guerre. Tout au plus, les Arabes ont-ils réussi à faire valoir le principe de la justice comme fondement de la paix. Mais ils n'ont pas développé ou théorisé cette idée. Qui plus est, dans aucun pays arabe la vie politique ne respecte ce principe de justice, ne serait-ce que de loin.

Imaginaire guerrier. Par ailleurs, parmi nos gouvernants qu'on ne respecte pas, certains ont usurpé le titre de héros de la paix, de la même manière, médiocre et mensongère, avec laquelle ils s'autoproclamaient héros de guerre. Aussi bien [l'ex-président] Anouar El-Sadate en Égypte que [l'ex-président] Hafez El-Assad en Syrie se voulaient des héros de la guerre et de la paix. Ce qui est un mensonge grossier, surtout dans le cas de Hafez El-Assad, dont le prétendu pacifisme héroïque n'a jamais été destiné aux Syriens, mais a uniquement servi à lui permettre de prendre langue avec les Israéliens et les Occidentaux.

Peut-être que l'absence de l'idée de paix a également à voir avec un imaginaire islamique fait de fantasmes de conquêtes, de domination, de puissance et d'empire. Cet imaginaire est présent dans l'enseignement islamique, qui divise le monde en *dar Al-Harb* ["terre de la guerre", qui est composée des pays non musulmans], et *dar Al-Islam* ["terre d'Islam"] – et non pas *dar Al-Salam* ["terre de la paix"].

Pourtant, *islam* et *salam* sont deux mots formés à partir de la même racine. Et les musulmans se saluent en disant *Al-Salam Alaykum* ["que la paix soit avec vous"]. Mais la structure guerrière de l'Islam, qui découle de l'héritage impérial et qui est exacerbée, ces dernières décennies, par la montée du salafisme, a largement

L'auteur

YASSINE AL-HAJ SALEH

Né à Raqqa, en Syrie, en 1961, Yassine Al-Haj Saleh fait des études de médecine avant d'être arrêté, en 1980, et de passer seize ans en prison sans inculpation ni procès. Libéré en 1996, il entre dans la clandestinité en 2011, au début de la rébellion contre le régime Assad, et devient l'une des plus brillantes plumes de la dissidence. Dépit par la mainmise croissante des islamistes sur la révolution, Yassine Al-Haj Saleh quitte la Syrie à la fin de 2013.

sapé ces deux piliers symboliques importants. Pour les groupes djihadistes salafistes, la guerre n'est pas seulement une pratique, mais une identité.

Dans le *dar Al-Islam*, il ne doit en principe pas y avoir de guerre. Mais l'absence de guerre ne signifie pas la paix. Nous avons toujours souffert des régimes khaldouniens [d'après Ibn Khaldoun, historien musulman du XIV^e siècle] qui s'emparent du pouvoir par la force, puis l'accaparent pendant trois générations, jusqu'à ce que l'élan de leur *asabiyya* ["esprit de clan"] s'épuise. C'est alors qu'un autre groupe apparaît pour, à son tour, s'emparer du pouvoir par la force.

L'élément principal qui explique l'absence de la notion de paix dans notre pensée reste néanmoins le fait que les structures sociopolitiques dans lesquelles nous évoluons ne sont pas pacifiées. Nous ne vivons pas dans des sociétés où les uns peuvent cohabiter pacifiquement avec les autres. Ce qui domine la vie politique, c'est le pouvoir, qui est violence, guerre et terreur. Ce pouvoir s'applique à faire régner la peur, à donner l'impression aux citoyens qu'ils sont en danger, cernés, en sursis.

En Syrie, c'est l'état d'exception depuis l'arrivée au pouvoir du parti Baas [en 1963], instauré sous le prétexte de la guerre contre Israël, puis celui de la guerre contre "le terrorisme". C'est à se demander si la guerre n'est pas une nécessité pour justifier l'état d'exception, et si l'état d'exception n'est pas nécessaire aux régimes de tyrannie et d'incurie pour

✓ Dessin d'Ajube par
dans EL Mundo, Madrid.

pouvoir s'affranchir de toute contrainte légale et morale.

Dans les Mémoires de l'ancien ministre syrien des Affaires étrangères Farouk Al-Chareh *L'Histoire manquante* [publié en 2015, non traduit en français], l'auteur relate les négociations de paix avec Israël. Il y évoque la Syrie comme s'il s'agissait d'un pays dépourvu d'une société, d'un peuple et de luttes politiques. Quid de ce que disent les Syriens, de ce qu'ils pensent, eux, du "processus de paix" avec Israël ? Ces questions manquent dans l'ouvrage, et nous en connaissons la cause : l'absence de paix et de liberté de parole en Syrie, qui vit dans un état de guerre civile latente depuis qu'elle est gouvernée par le clan Assad [depuis 1970].

Pour résumer, la paix est absente de notre pensée parce qu'elle est absente de la réalité politique, sociale, culturelle et psychologique dans laquelle nous vivons. Dans le cas syrien, cela est aggravé par dix années de guerre. Cela appelle à réfléchir sur la manière dont il convient de structurer nos cadres politiques, sociaux et intellectuels pour que les gens puissent vivre à l'abri de la violence et de la peur, malgré la pluralité des opinions et les intérêts contradictoires qui les animent.

Certes, réfléchir à la paix ne suffit pas à établir la paix. Mais il est vrai également que les bribes de paix que nous connaissons peut-être un jour devraient être accueillies avec un minimum de bagage intellectuel qui consacrerait ce qui pourrait arriver en politique, voire le transformerait en une culture.

—Yassine Al-Haj Saleh
Publié le 31 octobre

SOURCE



AL-QUDS AL-ARABI

Londres, Royaume-Uni

Quotidien, 50 000 ex.

alquds.co.uk

"La Jérusalem arabe" est l'un des quotidiens panarabes édités à Londres. Il couvre largement la question palestinienne.

Avec sa tonalité parfois volontiers virulente, *Al-Quds Al-Arabi* colle sans doute plus au sentiment de ce qu'il est convenu d'appeler la "rue arabe" que nombre de ses confrères.

PYRAMIDE PRÉSENTE

MAGISTRAL

Télérama 

STUPÉFIANT

Positif

IMMENSE

Première ★★★★★

SPLENDIDE

Sofilm

IL Y A CEUX QUI OBÉISSENT ET CEUX QUI REFUSENT

LE DIABLE N'EXISTE PAS



OURS D'OR
FESTIVAL DU FILM
DE BERLIN 2020

UN FILM DE
MOHAMMAD RASOULOF



PAR LE RÉALISATEUR D'*UN HOMME INTÈGRE*

ACTUELLEMENT AU CINÉMA

III
COUP DE
CŒUR
CINÉMAS
ART & ESSAI
DE L'AFCAE

AMNESTY
INTERNATIONAL 

arte

SENS
CRITIQUE

CINE+

 Courier
international

Télérama

france
inter



france

Hôpitaux. Une pilule amère

Pour pallier les manques dans les hôpitaux, l'État a débloqué près de 20 milliards d'euros. Mais cela ne suffit pas à apaiser la colère qui gronde au sein de ce pilier du système de santé français.



— Le Temps (extraits) Genève

Ne dites pas à Karine Lacombe que le secour hospitalier aura été l'une des priorités du quinquennat d'Emmanuel Macron. Le 9 novembre, cette chef de service de l'hôpital parisien Saint-Antoine, souvent interviewée par les médias, a senti la colère monter lorsque le président français s'est félicité de son bilan durant son intervention télévisée : "Nous avons soutenu nos soignants", a asséné le locataire de l'Élysée. "Nos soignants qui ont tant donné durant la crise et éprouvent aujourd'hui une légitime fatigue. Ils ont été augmentés de 200 à 400 euros net par mois en moyenne, 500 établissements hospitaliers vont être restaurés, des milliers de maisons de retraite rénovées grâce à un effort sans précédent de 19 milliards d'investissement partout sur le territoire."

Problème : ces chiffres n'ont en rien calmé la colère desdits soignants. "D'un côté, les milliards sont supposés pleuvoir. De l'autre, on continue de supprimer des lits et des

blocs opératoires", s'énervait encore ce week-end Karine Lacombe, par ailleurs autrice d'une BD élogieuse : *La Médecin. Une infectiologue au temps du corona* (éd. Flammarion). "Je suis juste effarée."

Même fatigue chez Frédéric Valletoux, président de la Fédération hospitalière de France, alors que l'hypothèse d'une cinquième vague de contaminations est nourrie par les dernières statistiques : 14 400 nouveaux cas de Covid-19 ont été recensés le 13 novembre en France, 16 personnes en sont mortes. Or pour ce défenseur de l'hôpital public – 943 centres hospitaliers sur le territoire, outre-mer inclus –, ce retour de la menace épidémique survient alors qu'aucune des questions posées durant l'épreuve sanitaire de 2020-2021 n'a vraiment été réglée. Et ce malgré le "plan massif" approuvé par le gouvernement à l'issue des négociations du Ségur de la santé. "Tout n'est pas qu'une question d'argent", a-t-il expliqué au *Journal du dimanche*, alors que le chiffre de 19 milliards

d'euros – dont 8 milliards pour les revalorisations salariales – est supposé témoigner de l'engagement de l'État. "Il reste des interrogations centrales : quel est le rôle de l'hôpital ? Comment gérer l'augmentation de la fréquentation des urgences d'environ 10 % par an ? Notre système prend l'eau et il doit être repensé. Il faudrait embaucher 125 000 personnes."

Le Ségur de la santé, qui s'est tenu de mai à juillet 2020, devait tirer d'urgence les leçons du premier confinement et de la crise sans précédent qui a touché les lits de réanimation en France, au point que des malades du Covid-19 avaient dû être envoyés vers l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse. Mais cette prise de conscience n'est pas un remède miracle. "L'hôpital, en France, continue de souffrir de deux maladies chroniques non traitées", juge un urgentiste de l'AP-HP, l'Assistance publique qui gère les hôpitaux de la région parisienne. "La première est la paupérisation généralisée du personnel, y compris chez les jeunes médecins. Laquelle se traduit par une baisse de motivation, une recrudescence des congés maladie et de nombreuses démissions. La seconde est la prolifération des déserts médicaux. Faute de médecins disponibles dans de nombreuses régions du territoire, les hôpitaux se retrouvent transformés en dispensaires."

La crise de l'hôpital français n'est pas nouvelle. Spécialiste de l'économie de la santé, ancien directeur général des hôpitaux, Jean de Kervasdoué a publié, en 2017, un essai annonciateur : *Qui paiera pour nous soigner ?* (éd. Fayard). Sa thèse ? Incapable de faire face à l'augmentation des

dépenses liées aux facteurs structurels comme l'allongement de la durée de vie, l'augmentation de la dépendance et les impératifs de la pandémie, le généreux système de santé public français est condamné au rationnement. "On rationne les médecins avec le *numerus clausus* (limitation des diplômes médicaux). On rationne les lits hospitaliers, les scanners, tous les actes et produits médicaux."

Raisonnement simple : la Sécurité sociale française, créée en 1945 et saluée alors comme une formidable innovation de l'État providence après la guerre,

L'hôpital souffre de deux maladies : la paupérisation du personnel et les déserts médicaux."

Une urgentiste de l'AP-HP

n'est plus adaptée aux défis sanitaires d'aujourd'hui. Son déficit de 38,6 milliards d'euros en 2020 (34,6 anticipés pour 2021, avec un objectif national de dépenses d'assurance-maladie dépassé de 13,9 milliards en raison de la pandémie) n'est pas soutenable à terme. Or comme la "sécu" est considérée, en France, comme un pilier de l'État républicain, le seul levier activable est de freiner les dépenses : "L'architecture actuelle est incohérente", juge l'économiste libérale Agnès Verdier-Molinié. "L'État est empêtré dans ses rôles contradictoires de gestionnaire et de garant de la santé de la population."

Les exemples de la crise hospitalière sont légion. Durant le pic de la pandémie, les projecteurs mis sur les soignants ont montré combien

ces derniers sont mal payés (environ 2 000 euros par mois de salaire brut pour un infirmier débutant de l'Assistance publique à Paris, contre au moins 5 000 euros en Suisse), combien leurs conditions de travail se sont détériorées (manque d'embauches, multiplication des intérimaires...) et combien l'infrastructure hospitalière est sous tension. En octobre, une note du Conseil scientifique constitué par Emmanuel Macron pour l'assister sur le Covid-19 a tiré le signal d'alarme, évaluant à 20 % le nombre de lits hospitaliers non disponibles en raison des "difficultés sociales" (absentéisme, burn-out, démissions). Le chiffre est contesté, mais 300 000 actes opératoires ont été reportés en 2021, souvent par manque de personnel. À Grenoble, le 12 novembre, une manifestation de soignants en colère a d'ailleurs accueilli le ministre de la Santé, Olivier Véran, lui-même médecin neurologue grenoblois. "Nous avons un hôpital tout neuf et ce qu'il manque, ce n'est pas l'argent mais les professionnels pour le faire fonctionner", lui a lancé le maire de Voiron, une commune voisine.

La période, bien sûr, est propice aux demandes. La pandémie a rendu les soignants très populaires. Les applaudissements quotidiens durant le confinement restent dans les mémoires. L'approche de l'élection présidentielle d'avril 2022, en outre, incite les syndicats à réclamer davantage, d'autant que plusieurs candidats de droite – Xavier Bertrand est un ancien ministre de la Santé, Philippe Juvin est chef des urgences à l'hôpital européen Georges-Pompidou – connaissent bien ces dossiers. "Il faut un plan massif d'embauches d'environ 25 000 infirmiers et aides-soignants, poursuit Frédéric Valletoux, de la Fédération hospitalière. Un vrai New Deal."

D'autant que le nombre de médecins baisse en France : une étude publiée en mars estime que le déclin du nombre de médecins et de pharmaciens est inévitable à court terme. Le point le plus bas pour les premiers sera atteint en 2024, et en 2027 pour les seconds. Il faudra attendre 2030, voire 2033, pour retrouver les chiffres d'installation de 2019. Avec la pandémie qui rôde et met les personnels à l'épreuve, la colère, dans les hôpitaux, est loin d'être apaisée.

— Richard Werly

Publié le 14 novembre

Pression sur la vaccination

●●● "La France passe à la vitesse supérieure avec la troisième injection." C'est la principale information qu'a retenue outre-Rhin la *Tagesschau* après les annonces faites par le gouvernement le jeudi 25 novembre : rappel vaccinal à cinq mois pour l'ensemble de la population adulte, pass sanitaire invalide au bout de sept mois, validité des tests ramenée à vingt-quatre heures, port du masque élargi, ou encore nouveau protocole dans les écoles primaires... Le gouvernement continue de miser sur la vaccination pour affronter la nouvelle vague de Covid-19, qui cause en moyenne 26 000 nouveaux cas par jour. "Jeudi, en France, des milliers de gens se sont précipités pour prendre des rendez-vous afin de se faire vacciner", rapporte le *New York Times*, alors que 90 % de la population française éligible à la vaccination a reçu au moins une dose.

LE VIH NE M'EMPÊCHE PAS
D'AVOIR DES ENFANTS.
LES PRÉJUGÉS OUI.

ANDREA, 29 ANS

**AIDES accompagne les femmes qui vivent avec le VIH
pour leur permettre de surmonter les discriminations.**

Soutenez nos actions, faites un don.



don.aides.org





amériques

Amérique latine. Les cartels de narcos se mondialisent

Plutôt que de s'affronter, les trafiquants latino-américains font désormais alliance et s'organisent telles des multinationales. Une analyse de la plateforme journalistique Connectas.

—Connectas (extraits)
Amérique latine

Dans le cadre de sa tournée sud-américaine, Antony Blinken a atterri à Quito le 20 octobre. C'était la première fois depuis dix ans qu'un secrétaire d'État américain se rendait en Équateur. Parmi les sujets à l'ordre du jour avec le président Guillermo Lasso : le trafic de drogue. La veille, le président équatorien avait décrété un état d'urgence de deux mois pour lutter contre les violences qui se déchaînent dans son pays, et sa décision a été soutenue publiquement par Blinken.

Les États-Unis, qui, sous Trump, avaient décidé de réduire leur influence en Amérique latine, ont désormais une priorité dans la région : rattraper le temps perdu. Deux problèmes se posent : la démocratie perd du terrain dans de nombreux pays (Nicaragua, Venezuela, Salvador, Guatemala, Honduras) et le narcotrafic étend ses ramifications dans toute la région. Par ailleurs, selon ceux qui ont suivi son évolution ces dernières décennies, il est en pleine mutation. En effet, le trafic de drogue à destination et en provenance d'Amérique latine, une "industrie" qui n'a pas connu la crise pendant la pandémie de Covid-19, s'est transformé en une nébuleuse de cartels et d'organisations criminelles transnationales. Plutôt que de se faire concurrence, comme par le passé, les trafiquants collaborent aujourd'hui en tissant des réseaux mondiaux qui ont accru leur pouvoir économique et leur capacité à faire chanter les gouvernements, bien souvent impuissants.

Démocratie sapée. Tout le monde a encore en tête le "Culiacanazo" qui a eu lieu il y a deux ans, le 17 octobre. Le cartel de Sinaloa avait envahi la ville mexicaine de Culiacán pour exiger la libération d'Ovidio Guzmán, le fils d'"El Chapo", que les autorités fédérales venaient d'arrêter. Après une journée d'affrontements sanglants, le président Andrés Manuel López Obrador

avait décidé de le libérer, révélant l'étendue du pouvoir des narcos.

Depuis le déclin des grands cartels colombiens dans les années 1990, leurs homologues mexicains ont pris leur place. Ils ont intensifié le commerce de la drogue, et la violence a atteint des sommets sans précédent. Depuis le Mexique, de puissants cartels tels que celui de Sinaloa ont commencé à s'insérer dans les structures du crime organisé, devenu mondialisé. Pour Silver Meza, un journaliste de Sinaloa qui enquête sur le trafic de drogue depuis des années, la gravité du problème réside dans le fait qu'"une grande partie des mafias du monde, du crime organisé, ont leur base en Amérique latine. C'est ainsi que les cartels se mondialisent et s'affranchissent des frontières."

Ce changement d'échelle rend la menace beaucoup plus complexe pour les gouvernements de la région. Il ne s'agit plus de simples gangsters qui produisent et vendent de la drogue, mais d'organisations transnationales qui opèrent dans une sorte de monde souterrain et amassent des capitaux faramineux. Cette puissance économique

leur donne les moyens de s'en prendre à la démocratie, si cela sert leurs intérêts. Cela explique la présence de Blinken en Équateur, un pays qui commence à inquiéter Washington et la DEA [l'agence antidrogue américaine]. Le territoire équatorien, où Pablo Escobar a commencé sa carrière de narcotrafiquant, était également le berceau des Farc (Forces armées révolutionnaires de Colombie) au plus fort de leur guerre contre l'État colombien, au début des années 2000. C'est précisément la démobilisation de ces guérillas, après l'accord de paix [de 2016, après cinquante ans de conflit armé], qui expliquerait le problème actuel du narcotrafic en Équateur. La sortie des Farc de la production de cocaïne a entraîné une décentralisation : "Cette réalité a fait naître de nouvelles alliances, des conflits territoriaux et donné lieu à l'émergence d'acteurs qui utilisent l'Équateur comme plateforme de commerce et de transport maritime pour les livraisons de drogue", explique Renato Rivera Rhon, chercheur au Réseau latino-américain d'analyse de la sécurité et du crime organisé (Relasedor).

Selon lui, l'Équateur est passé du statut de pays de transit à celui de pays producteur. À la frontière avec la Colombie, les plantations de coca et les laboratoires de transformation se multiplient chaque année. "D'après nos recherches, il y aurait environ 700 hectares de plantations de coca à la frontière", explique ce spécialiste.

Soixante-dix-neuf tonnes de drogue ont été saisies en Équateur en 2019, 128 tonnes en 2020. Et d'ici à la fin de l'année, on devrait avoisiner les 170. Il s'agit donc bien d'une activité criminelle en pleine expansion. Mais l'Équateur est loin d'être un cas isolé. Selon une enquête publiée récemment dans le journal brésilien *O Estado de São Paulo*, la Bolivie est devenue le "sanctuaire du Narcosur", le cartel de la drogue du Premier Commando de la capitale (PCC), au Brésil. C'est "l'organisation criminelle qui connaît la croissance la plus rapide dans le monde aujourd'hui", expliquait au journal l'avocat Márcio Sergio

Christino. On apprend dans ce reportage que "Narcosur" est le nom donné par la police fédérale brésilienne au cartel qui regroupe le PCC et ses associés dans le trafic international de drogue. Les barons de la drogue, basés à Santa Cruz, en Bolivie, prennent fréquemment l'avion pour passer leurs vacances sur les plages du nord-est du Brésil. Ils passent également des contrats de plusieurs millions avec des familles de la 'Ndrangheta, mafia qui concentre au moins 40 % du trafic de drogue en Europe.

Entrisme. Dans ce sombre contexte, les États d'Amérique latine sont-ils prêts à faire face à la nouvelle menace des narcos ? Pour le journaliste Silver Meza, malgré le précédent de Culiacán, où le facteur surprise a joué un rôle majeur, les gouvernements ont toujours des moyens supérieurs aux trafiquants de drogue en ce qui concerne le recours à la force, même si cela ne suffit pas à les arrêter : "Le principal pouvoir de ces groupes criminels organisés est de corrompre les structures sociales et gouvernementales grâce à l'argent, les armes et les menaces. Si l'État est puissant, il est très difficile pour eux d'entrer de manière profonde et organisée dans les structures de l'État, de faire des choses comme ce qui se passe au Mexique. Dans les États forts, comme ceux d'Europe, des États-Unis ou du Canada, les trafiquants de drogue n'osent pas défier les autorités."

La grande question est de savoir dans quelle mesure les États d'Amérique latine peuvent se protéger contre l'influence et les moyens militaires du trafic de drogue. Avec des États faibles, des forces de sécurité impuissantes et des cartels criminels de plus en plus redoutables, les sociétés latino-américaines sont confrontées au problème de la drogue sans aucune solution à l'horizon, comme si elles vivaient un éternel recommencement depuis des dizaines d'années. Et maintenant elles doivent compter avec un nouveau facteur : la refonte du commerce de la drogue, devenu une industrie criminelle transnationale.

—Leonardo Oliva
Publié le 29 octobre



SOURCE



CONNECTAS

Amérique latine

connectas.org

Lancée en 2013, Connectas est la principale plateforme journalistique orchestrant une collaboration entre les médias d'Amérique latine. Elle jouit d'une reconnaissance internationale et est soutenue par le Centre international pour les journalistes (ICFJ) de Washington.

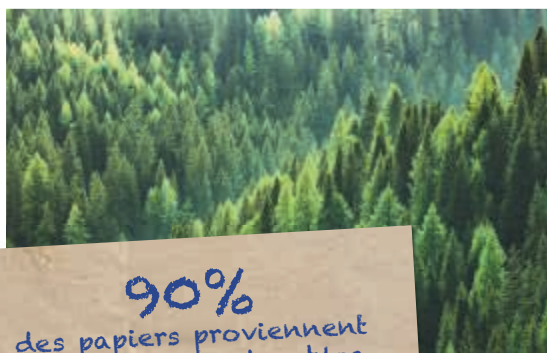
CITEO
présente :

LES INFORMATIONS CLÉS SUR LE PAPIER

Créé il y a plus de 2 200 ans, le support papier fait partie de notre quotidien. Pourtant il n'est pas certain qu'on le connaisse si bien. Voici 5 informations clés à savoir sur le papier.

1. ON NE DÉTRUIT PAS LES FORÊTS POUR FABRIQUER DU PAPIER

En France, on utilise majoritairement des chutes de production de scieries ou des déchets de bois issus de l'entretien des forêts dont la gestion durable préserve notamment la biodiversité.



90%
des papiers proviennent
de ressources durables

2. LES PAPIERS IMPRIMÉS SONT DE PLUS EN PLUS ÉCO-CONÇUS

Les entreprises innovent pour réduire l'impact des papiers imprimés sur l'environnement. Par exemple, en utilisant des encres et des colles qui s'éliminent facilement lors du recyclage.



54%
des produits
graphiques sont
éco-conçus.

3. LE PAPIER RECYCLÉ EST DE BONNE QUALITÉ

Grâce aux progrès réalisés, on peut aujourd'hui acheter des produits d'écriture à usage courant de qualité : blocs-notes, carnets, cahiers, ramettes de papier... On peut même avoir des feuilles blanches ou encore avec des textures brillantes.



**TRIER,
C'EST
DONNER
UNE NOUVELLE
VIE À NOS
PAPIERS**

4. LES MULTIPLES DÉBOUCHÉS DU PAPIER RECYCLÉ

La pâte à papier recyclée peut servir aussi dans la fabrication de produits d'hygiène (essuie-tout, papier-toilette...), d'emballages et même de produits isolants pour les habitations.



5. TOUS LES PAPIERS SE RECYCLENT

Journaux, papiers brouillon, magazines, catalogues, cahiers à spirale, enveloppes à fenêtre, prospectus... et pour cela, il suffit de les trier.

57%
c'est le taux de recyclage
des papiers en 2019



ÉTATS-UNIS

Qu'est-il arrivé à Kamala Harris ?

On attendait beaucoup de la première femme vice-présidente des États-Unis. Mais depuis son investiture Kamala Harris est restée dans l'ombre de Joe Biden. Et sa cote de popularité est plus basse que celle du président.



pas d'exception. C'est encore plus vrai lorsque le président est un homme fragile de 78 ans [79 ans depuis le 20 novembre].

Depuis sa prise de fonctions, Kamala Harris a fait de l'humilité sa priorité, en plus des diverses missions que lui a confiées le président – la question du droit de vote, l'exploration spatiale, la place des femmes sur le marché du travail, l'immigration en provenance d'Amérique centrale et bien d'autres choses encore.

Cela n'a rien d'étonnant. La prudence a toujours été une caractéristique de Kamala Harris, et la nature effacée du rôle de

Le président Biden a en effet siégé au Sénat de Washington pendant trente-six ans, alors que Kamala Harris n'y a passé que quatre ans – dont une bonne partie à préparer sa candidature à l'élection de 2020.

Biden n'a pas vraiment besoin de Kamala Harris pour l'aider à créer des liens avec des parlementaires ou trouver son chemin entre Pennsylvania Avenue [qui relie la Maison-Blanche au Capitole], le Sénat et la Chambre des représentants. Kamala Harris ne peut pas non plus jouer les négociatrices avec les parlementaires, comme Biden a pu le faire sous la présidence d'Obama.

Kamala Harris a été choisie comme colistière de Biden en bonne partie parce que son nom – sa relative jeunesse, sa couleur de peau et son genre – permettait d'équilibrer le ticket présidentiel démocrate.

Le président a bien tenté de la faire apparaître comme une partenaire à part entière, mais en réalité elle est encore en apprentissage.

Un certain nombre de vice-présidents ont réussi à sortir de l'ombre du Bureau ovale et de leur poste de numéro deux pour parvenir à la présidence. Y compris ceux ayant officié auprès de présidents ultracharismatiques comme Ronald Reagan ou Barack Obama.

Sauf imprévu, Kamala Harris a au moins trois ans devant elle, voire sept, pour apprendre et trouver sa place à la Maison-Blanche.

Un travail qu'elle fera essentiellement loin des regards et en toute discrétion.

—Mark Z. Barabak

Publié le 10 novembre

☞ Kamala Harris : "Hi hi hi! Soyez patients! Je serai bientôt une pointure! Hu hu hu!" Sur les chaussures : Crise migratoire à la frontière; Exercice du pouvoir. Dessin de Dick Wright, États-Unis.

—Los Angeles Times
(extraits) Los Angeles

Où est donc passée Kamala Harris? Elle a pulvérisé quantité de plafonds de verre quand Joe Biden l'a choisie comme colistière [pendant la campagne présidentielle] et lorsqu'elle a été élue vice-présidente. Depuis, elle se tient à l'écart de la routine politique quotidienne de Washington et des mélodrames qui se jouent autour du programme du président.

Mais qu'est devenue Kamala Harris? La réponse est assez simple : elle est devenue vice-présidente.

Bien qu'elle soit chargée d'une multitude de dossiers, bien qu'elle soit récemment venue à Paris [du 9 au 13 novembre] pour raccommoder la relation distendue avec la France, le fait est que le rôle de numéro deux de la Maison-Blanche est intrinsèquement limité. Et ce n'est pas être raciste ou misogyne que de rappeler ce fait au moment où le poste est occupé par Kamala Harris.

À l'exception de Dick Cheney, qui a exceptionnellement influencé la politique étrangère et de défense du président républicain George W. Bush, presque tous les vice-présidents de l'histoire récente ont vu leur aura diminuer lors de

leur prise de fonctions. Une des principales exigences du poste de vice-président consiste en effet à rester à l'écart des projecteurs – sauf lorsqu'il s'agit d'applaudir le président et sa politique.

La vice-présidence de Kamala Harris – première femme, noire et d'origine indienne à être nommée à ce poste – suscitait bien d'autres attentes. On n'avait jamais vu quelqu'un comme elle arriver au sommet de l'État. On pensait que tous ses faits et gestes seraient historiques et mériteraient une attention médiatique toute particulière.

Sauf que la règle d'airain – ne pas faire ombre au président et ne pas lui voler la vedette – ne connaît

vice-présidente, ajoutée à la surveillance des fidèles de Joe Biden, à l'affût du moindre signe d'ambition personnelle, n'a fait qu'accentuer ce penchant. Un autre facteur explique l'effacement de Harris : son peu d'expérience à Washington. D'ordinaire, les vice-présidents sont des individus censés "pouvoir faire ce que le président ne peut pas, ou pas bien, faire", explique Chris Devine, professeur de sciences politiques à l'université de Dayton, dans l'Ohio, et coauteur de deux livres sur la vice-présidence aux États-Unis.

Les vice-présidents Biden, Cheney et Gore avaient une connaissance du Congrès que leurs présidents respectifs – Obama, Bush et Clinton – ne possédaient pas. Député pendant plus de dix ans avant d'être élu gouverneur de l'Indiana, Mike Pence servait d'émissaire de Donald Trump auprès de l'aile conservatrice et évangélique du Parti républicain.

Kamala Harris ne peut pas faire grand-chose de plus que ce que Joe Biden saurait faire – ou a déjà fait lui-même en tant que vice-président.

LES MOTS DES AUTRES

L'actualité racontée par les langues étrangères. Un podcast de Courrier international.
À ÉCOUTER SUR NOTRE SITE ET SUR VOTRE APPLICATION DE PODCAST PRÉFÉRÉE

Leurs droits sont menacés.

**VOUS AVEZ
LE POUVOIR
DE LES
PROTÉGER.**



À partir du 3 décembre, agissez
sur amnesty.fr

ON SE BAT ENSEMBLE, ON GAGNE ENSEMBLE.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**

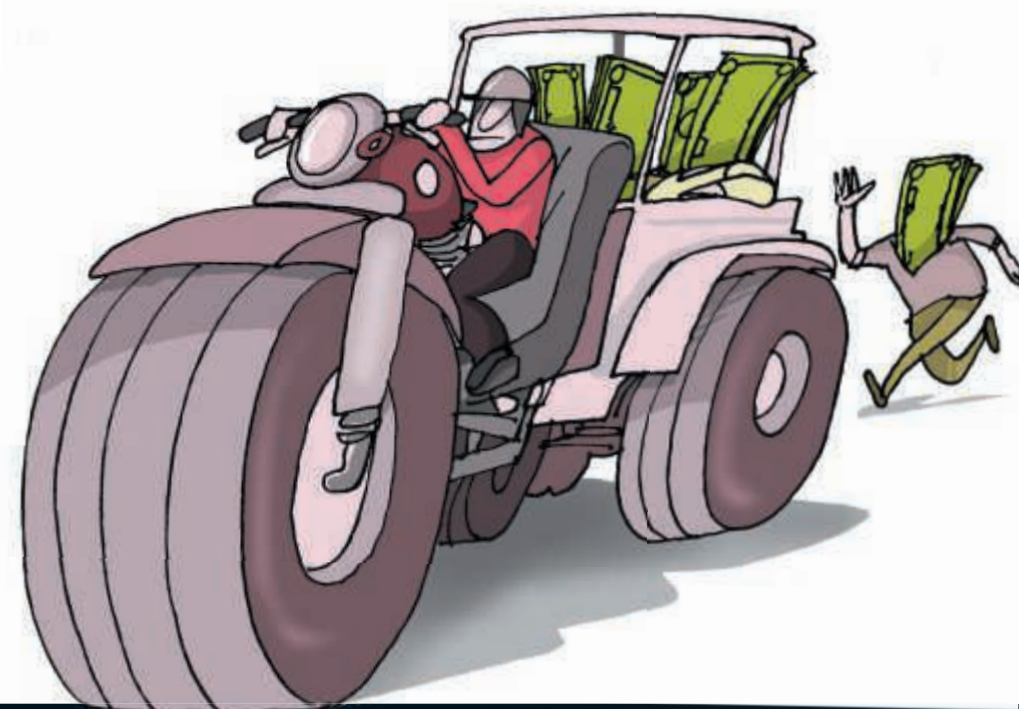




asie

Indonésie. Ils jouent les trouble-dettes

Un journaliste indonésien a suivi durant une journée un collecteur de dettes qui arpente à moto les rues de Jakarta. Depuis le début de la pandémie, les prêts en ligne légaux et illégaux se multiplient. Des milliers d'Indonésiens seraient concernés.



—Kompas Jakarta

Une nuit, début octobre, à Muara Baru, un quartier du nord de Jakarta, un groupe de jeunes hommes des petites îles de la Sonde discutaient. Leur conversation chaleureuse était émaillée de blagues. Ils se racontaient les divers incidents aussi ridicules qu'amusants qui se produisent lorsqu'ils frappent à la porte des habitants de la capitale. Ces jeunes travaillent comme collecteurs de dettes pour des prêts légaux en ligne. Leurs récits passionnants abondaient d'anecdotes humaines. J'ai décidé de me joindre à eux pour en apprendre davantage.

Quelques jours plus tard, le 11 octobre, j'ai lu un article sur le site de Kompas intitulé "Le président met en garde contre les prêts en ligne qui piègent les citoyens à faibles revenus". L'article soulignait la prolifération dangereuse

de ces prêts et la différence de méthodes entre les collecteurs de dettes légaux et ceux illégaux. Les agents de recouvrement de dettes illégaux ne venaient généralement pas au domicile des clients, mais les harcelaient et les terrorisaient au téléphone. Souvent, ils menaçaient même de diffuser sur les réseaux sociaux du contenu pornographique conçu de telle manière que les acteurs de ces vidéos ressemblent à la victime.

"Sur cent plaintes de consommateurs reçues par notre association, douze concernent des cas de prêts en ligne. Le pourcentage de prêts illégaux est important, mais il y en a aussi beaucoup de légaux, parce qu'en fin de compte la pression sur l'emprunteur est la même", déclarait à Kompas le directeur de l'Association des consommateurs indonésiens. C'était pour moi le signe que le

moment était venu de faire un reportage sur le travail de ces collecteurs de dettes. Le 14 octobre à 9 heures du matin, me voilà parti, assis à l'arrière sur la moto de Flesh, 38 ans, qui travaille comme agent de recouvrement depuis six mois. Nous commençons par chercher l'adresse d'un client en retard de paiement sur l'avenue

Marunda, dans le quartier nord de Cilincing. Flesh conduit une moto automatique à vive allure sur des routes encombrées de poids lourds. Je n'en mène pas large. Mon compagnon cherche désespérément à se faufiler entre les camions qui roulent à nos côtés ou dans le sens opposé. Il ne ralentit que lorsqu'il ne trouve vraiment pas d'espace où se glisser.

Il travaille sous la pression de la société qui l'emploie et qui lui impose l'objectif de démarcher 120 débiteurs entre le 1^{er} et le 15 octobre. Si l'objectif est

atteint, il recevra une indemnité de 500 000 roupies [environ 30 euros] qui ne comprend pas les frais de transport. Malheureusement, à la date du 14 octobre, il lui reste encore 20 clients à démarcher.

Tout en continuant à pousser à fond sa moto, il me lance : "J'espère qu'aujourd'hui nous pourrions rencontrer 11 ou 12 personnes. Demain, je finirai le reste."

En arrivant chez le débiteur, un autre défi attend Flesh. Comme souvent, le mauvais payeur ment sur son identité et nie être la personne que nous recherchons. Comme la situa-

Les débiteurs font parfois appel à des groupes mafieux pour affronter les collecteurs de dettes.

tion commence à s'envenimer, je m'éloigne en prétextant chercher une buvette pour aller boire un coup. Je ne veux pas être impliqué dans un débat qui pourrait dégénérer en bagarre de peur d'avoir des ennuis judiciaires si par la suite le débiteur porte plainte à la police. Heureusement, pendant toute l'altercation, Flesh réussit à maîtriser ses nerfs. Ce matin, avant de partir avec lui, je lui ai demandé de veiller à garder la tête froide et d'éviter au maximum les frictions.

La variété des caractères des clients auxquels sont confrontés les agents de recouvrement exige vraiment de la patience. Les débiteurs qui refusent catégoriquement de rembourser l'argent qu'ils ont emprunté font parfois appel à des organisations mafieuses pour les aider à affronter les collecteurs de dettes. Et ces derniers mettent souvent des jours pour retrouver les mauvais payeurs, car l'adresse indiquée n'est pas valide.

Après avoir tourné deux heures dans les rues de Cilincing, nous mettons le cap à midi sur le quartier de Cakung. Cette fois, notre cible est un client qui travaille dans une zone industrielle. Notre moto s'arrête devant les entrepôts d'une entreprise fabriquant des produits de dialyse. Flesh se gare et s'avance vers un homme portant un uniforme d'agent de sécurité. Il n'a pas besoin de se présenter, car l'agent de sécurité

sait qu'il est recherché depuis deux mois pour un prêt qu'il a pris en ligne. Le ton monte entre les deux hommes. Le débiteur affirme n'avoir jamais tenté de se défilier. Il promet de rembourser la dette dès qu'il aura de l'argent.

Avec les intérêts, la somme qu'il doit s'élève à 10 millions de roupies [625 euros, l'équivalent de plus de deux mois de salaire]. Flesh, qui a déjà six mois de métier derrière lui, ne croit pas à la promesse du débiteur. Il lui demande une garantie : sa carte d'identité. Flesh me confie : "Si à la fin du mois il n'a pas payé, je la lui confisque."

L'entreprise rappelle pourtant aux collecteurs de dettes qu'ils ne sont pas autorisés à confisquer des objets appartenant aux débiteurs et qu'ils ne doivent pas se comporter brutalement envers eux. Mais ce code de conduite est souvent violé, les collecteurs étant sous la pression des quotas à atteindre. S'ils n'y parviennent pas, ils ne touchent rien à la fin du mois et risquent d'être licenciés. Ils essaient tant bien que mal d'éviter tout contact physique tout en usant d'un ton menaçant. Parfois, ils attirent l'attention des voisins du débiteur pour lui faire honte. Mais, avant de faire des histoires, ils préfèrent rapporter le méfait au chef du quartier.

À 18 heures, Flesh rentre chez lui pour se reposer et recouvrer des forces. Demain il reprendra son travail stressant en chevauchant sa moto comme un cow-boy urbain. Quant à moi, j'avoue être heureux d'être sorti sain et sauf de cette aventure.

—Stefanus Ato

Publié le 11 novembre



REPORTAGE

SOURCE



KOMPAS

Jakarta, Indonésie

Quotidien, 530 000 ex.

kompas.com

Fondé en 1965 pour s'opposer à la presse communiste et écrit en indonésien, "Boussole" est le plus grand quotidien national, la référence, avec des enquêtes de fond sur des faits de société et des reportages sur les îles "extérieures" indonésiennes, souvent oubliées par le centre, Java.



Analyser

les points de vue de l'étranger sur la France



Comprendre

l'actualité du monde



Débattre

des grandes questions qui agitent le monde



Interpréter

les différents éclairages sur l'histoire



Apprendre

en puisant dans les meilleures sources d'information

9,90€
PAR MOIS
au lieu de
~~18,23 €*~~

VOTRE ABONNEMENT COMPREND :

1 an
(52 numéros)



l'accès au **site Internet** et au **Réveil Courrier** sur tous vos supports numériques.



EN CADEAU

6 hors-séries de **Courrier international** si j'opte pour le prélèvement.



Valeur 51€*

Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

- ☐ **Oui, je profite de cette Offre liberté** pour **9,90 €** par mois au lieu de ~~18,23 €*~~ et je recevrai **en cadeau** les **6 hors-séries** de *Courrier international* au fur et à mesure de leur parution. Je complète le mandat SEPA ci-dessous.

- ☐ **Je préfère régler en une fois 119 €** au lieu de ~~218,80 €*~~ par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site : <https://abo.courrierinternational.com/auto2> ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

Réduction de plus de **45%****

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

*Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers, valable jusqu'au 31/03/2022 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

RCO21BA1622

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées que par le créancier pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI - 67/69 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN - Numéro d'identification international du compte bancaire
BIC - Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par Courrier international
Paiement récurrent
Fait à :
Le :

Signature obligatoire

Organisme créancier :

Courrier international - ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France - 75013 Paris

dossier

PROTESTER EST UN DROIT

Violences, emprisonnements abusifs, disparitions pures et simples... De la Biélorussie au Guatemala, de la Chine à l'Égypte, sur tous les continents, celles et ceux qui manifestent, qui témoignent, qui tweetent contre les pouvoirs en place... en paient le prix.

Courrier international s'associe à Amnesty International et à sa campagne

"10 jours pour signer"

(lire ci-contre) pour mobiliser l'opinion publique sur dix cas emblématiques.

Les voici.





asie

Il faut sauver Zhang Zhan

CHINE Récompensée le 18 novembre par le prix Reporters sans frontières pour la liberté de la presse (catégorie courage), la lanceuse d'alerte de 38 ans, avocate de formation et journaliste citoyenne, est entre la vie et la mort, dans une prison de Shanghai. Internauts et intellectuels chinois se mobilisent.

Sur Baidu, le plus grand moteur de recherche chinois, la dernière information dans la presse chinoise concernant la journaliste citoyenne Zhang Zhan est datée du 29 décembre 2020, soit au lendemain de la prononciation de sa condamnation à quatre ans de prison. Il s'agit d'un édit du tabloïd politique **Huanqiu Shibao** dans lequel le rédacteur en chef Hu Xijin dénonce d'emblée "les forces occidentales [qui] ont envoûté et impitoyablement consommé cette soi-disant 'journaliste citoyenne'".

Le redoutable propagandiste accuse Zhang Zhan d'avoir commencé "ses reportages indépendants" à Wuhan en février [2020]. Elle s'y est rendue pour "semer le trouble". Hu a listé une série de reportages de Zhang Zhan, présentés comme des preuves de son "crime": "Wuhan, le vrombissement des crématoriums en pleine nuit", "Le gouvernement et le pays ont-ils du sens quand les droits les plus fondamentaux à la vie ne peuvent être garantis?", "Wuhan, les camions-citernes pour désinfecter les rues à une heure du matin, sont-ils utiles?", "La vie ou le pouvoir, quel est le plus important?", "Les conséquences de la prévention et du contrôle de l'épidémie, de manière autoritaire, continuent de se faire sentir", etc.

Pour tenter de rendre crédible son approche, Hu Xijin lance cette question, comme s'il s'agissait d'un argument confirmant son propos: "Parmi les nombreux journalistes présents à Wuhan pendant le confinement, pourquoi seule Zhang Zhan a-t-elle été condamnée à quatre ans

de prison pour le crime de provocation de troubles à l'ordre public?"

Alors que tous les messages contenant Zhang Zhan sont inévitablement bloqués par Weibo et WeChat, les deux réseaux sociaux dominants du pays, des internautes utilisent la lettre Z pour désigner la journaliste citoyenne.

"Visage très familier, c'est la mère de Z." Le 14 octobre 2021, Ai Xiaoming, renommée universitaire retraitée, lauréate du prix Simone de Beauvoir 2010 pour la liberté des femmes, a raconté, dans un article publié sur WeChat, ses échanges remplis de chagrin avec la mère de Zhang Zhan. La professeure Ai a appris que Zhang était "très maigre. Elle n'est plus à l'hôpital. Elle est retournée en prison. Elle a été attachée pendant onze jours." Dans ce bref article d'une dizaine de lignes, Ai a cité à plusieurs reprises une phrase de la mère de Zhang qui a déploré le temps autorisé par l'établissement pénitentiaire, si court pour une rencontre en visio avec sa fille: "Seulement quatre minutes et neuf secondes, malgré les cinq minutes promises."

Mascarade judiciaire. "La famille de Zhang Zhan n'a jamais pu lui rendre visite en prison, elle n'a toujours pas de 'droit de visite'", détaille le défenseur chinois des droits civiques Wang Jianhong sur Twitter. "Depuis son arrestation le 14 mai 2020, Zhang Zhan a enchaîné les grèves de la faim et les grèves de la faim partielles", s'inquiète Wang.

"La Zhang Z que je connais." Le 3 novembre, Li Xuewen, écrivain indépendant qui a hébergé Zhang Zhan pendant ses premiers jours



↑ Dessin d'Amorim, Brésil.

← Dessin de Gary Waters, Royaume-Uni.



CHINE
Zhang Zhan

QUI EST-ELLE ?

Déterminée à révéler la vérité sur la situation à Wuhan, Zhang Zhan, ancienne avocate, s'est rendue en février 2020 dans l'épicentre de l'épidémie de Covid-19 pour décrire les évolutions de la crise. Elle a utilisé les réseaux sociaux pour signaler l'arrestation d'autres journalistes indépendants et le harcèlement exercé par les autorités à l'égard des familles de patients atteints du Covid-19. En mai 2020, elle a été portée disparue. Les autorités ont fini par confirmer qu'elle était détenue par la police à Shanghai. Elle a subi de mauvais traitements en détention et a entamé une grève de la faim. Elle a été condamnée en décembre 2020 à une peine de quatre ans pour avoir "cherché à provoquer des conflits et troublé l'ordre public".

QUE DEMANDE AMNESTY ?

Sa libération immédiate et l'arrêt immédiat des mauvais traitements.



COLL. PRIVÉE

à Wuhan, a pris le risque de publier cet article sur Wechat. "Un ami m'a demandé un jour: pourquoi Zhang Zhan n'a-t-elle pas fait appel? Je lui ai répondu que pour une ancienne avocate dont la licence a été suspendue, elle a complètement nié la légitimité [du tribunal]. Comment pouvait-elle continuer à coopérer avec ce genre de mascarade judiciaire?"

Dans sa version chinoise, le média allemand **Deutsche Welle** a noté de son côté, lors de la prononciation de la condamnation le 28 décembre 2020, que Zhang Zhan a rétorqué au président du tribunal de Pudong à Shanghai: "C'est un tribunal pour vous juger, pas pour me juger."

Reste que Zhang Zhan est entre la vie et la mort. Même son frère, qui "ne la comprenait pas auparavant", selon Li Xuewen, a commencé à lancer des appels sur Twitter: "Zhang Zhan mesure 177 centimètres, actuellement elle pèse moins de 40 kilos. Elle est si tétue. Je crois qu'elle ne vivra pas longtemps. Dans l'hiver froid qui s'annonce, si elle ne s'en sort pas, j'espère que le monde se souviendra d'elle, telle qu'elle était."

Quant à Ai Xiaoming, elle a promis de ne jamais oublier Zhang Zhan, en espérant qu'elle verra un avenir meilleur: "Elle est des années 1980, sa vie dépassera celles des années 1950 [la génération des dirigeants chinois actuels]." L'article, désormais introuvable sur WeChat, a été sauvegardé par Minsheng Guancha, un site dissident.

— **Courrier international**

AMNESTY
INTERNATIONAL



Droits humains:
"10 jours pour signer"

À partir du 3 décembre, **Amnesty International France** se mobilise dans le cadre de la campagne "10 jours pour signer". Mondiale et construite autour de la Journée internationale des droits de l'homme, elle met en lumière les situations de dix personnes menacées, injustement emprisonnées, disparues ou assassinées du fait de leur combat pour les droits humains.

Pour en savoir plus : www.amnesty.fr

Le crime de lèse-majesté, débat verrouillé

THAÏLANDE Des dizaines de personnes ont été condamnées à de lourdes peines de prison pour crime de lèse-majesté. Une nouvelle génération de Thaïlandais s'élève pour réclamer l'amendement de ce texte anachronique.

—Khaosod Bangkok

Le débat sur la loi controversée de lèse-majesté risque de transformer les prochaines élections [prévues courant 2022] en un plébiscite, pour ou contre ce texte. À l'occasion de la nouvelle grande manifestation [le 7 novembre], les organisateurs ont réitéré leur appel à réformer la monarchie et lancé une campagne de signatures pour l'abolition de la loi, ou du moins un amendement. Une demande reprise le soir même par le responsable de la stratégie du parti d'opposition Pheu Thai, Chaikasem Nitisiri, qui a publié une déclaration indiquant que le parti était favorable à ce que cette proposition soit débattue au Parlement.

Étant donné que tous les partis sont en campagne depuis plus d'un mois, il fallait s'attendre à ce que d'autres partis, au pouvoir ou dans l'opposition, prennent également position. Évidemment, le parti au pouvoir, Palang Pracharat Party [soutenant le Premier ministre, Prayut Chan-ocha, à l'origine du coup d'État de 2014], et ses deux partenaires dans sa coalition – le Parti démocrate et le parti Bhumjai Thai – s'opposent ouvertement à toute tentative de modification de la loi de lèse-majesté.

Pétitions. Pour Rames Rattanachawaeng, le porte-parole du Parti démocrate, ce n'est pas la loi qui pose problème, mais le mode de pensée et les actions de certaines personnes. « Cette loi de lèse-majesté n'est pas aussi problématique que veulent nous faire croire ceux qui réclament son amendement... Si cette loi est à l'ordre du jour au Parlement, nous nous battons contre. Nous soutenons une application stricte de la loi », a déclaré Rames.

Tout espoir que cette proposition soit soumise à un débat au Parlement s'est évanoui lorsque le Premier ministre, le général Prayut Chan-ocha, a déclaré qu'en tant que Premier ministre et représentant du gouvernement il s'opposait à toute modification de la loi.

« Tant que je serai Premier ministre et à la tête de ce gouvernement, il n'y aura pas de proposition de loi pour amender la loi de lèse-majesté. Ne détruisez pas ce que nous respectons », a déclaré Prayut.

Face à la ferme opposition des partis de la coalition au pouvoir, et à l'approche des élections attendues pour le milieu de l'année prochaine, il est très peu probable que cette proposition se retrouve devant le Parlement actuel. Et même si elle y parvient, elle ne sera sans doute pas votée. C'est pourquoi, pour tous ceux qui se

déchirent autour de cette loi, qu'ils soient pour ou contre, les prochaines élections ne porteront pas sur la meilleure manière de résoudre la crise économique mais sur le bien-fondé de la loi de lèse-majesté.

Les partisans et les opposants de cette loi sont déjà en train de réunir des signatures pour se faire entendre. Suwit Thongprasert, l'ancien moine Phra Buddha Issara, et ancien dirigeant du PDRC [Comité thaïlandais de la réforme démocratique] aujourd'hui disparu, qui a joué un grand rôle dans les événements qui ont mené



↑ Dessin d'Ajubel, paru dans El Mundo, Madrid.

au coup d'État de mai 2014, a présenté une pétition en ligne rassemblant 200 000 signatures au Parlement. Dans l'autre camp, plus de 100 000 signatures ont été rassemblées par des groupes réclamant l'abolition de cette loi anachronique [les contrevenants au texte risquent jusqu'à quinze ans de prison].

Sur l'échiquier politique, les partis restent prudents. Les espoirs de voir tous les partis d'opposition soutenir fermement une modification de la loi ont été rapidement anéantis lorsqu'ils

se sont réunis et ont déclaré lors d'une conférence de presse qu'ils n'avaient pas de position commune sur la loi mais qu'ils respecteraient la position de chacun sur la

question. Le parti d'opposition Move Forward réclame un amendement de la loi, tandis que le parti Pheu Thai a promis de faire en sorte que la proposition soit discutée au Parlement.

Pour le secrétaire général du parti Move Forward, Chaitawat Tulathon, l'amendement garantirait l'établissement de « bonnes relations » entre la monarchie et le peuple dans le cadre de l'État de droit.

Antimonarchistes et républicains. Quant à l'ancien Premier ministre évincé et en fuite Thaksin Shinawatra, considéré par beaucoup comme tirant les ficelles du parti Pheu Thai, il a essayé de calmer le jeu. Thaksin a ainsi écrit sur Facebook : « La loi elle-même n'a jamais été un problème. Le problème aujourd'hui, cependant, c'est l'utilisation abusive de la loi... Les deux parties doivent cesser de jouer la comédie. Garder la tête froide et repartir de zéro... afin d'honorer la monarchie de la bonne manière. »

Notez que dans les déclarations publiques de Prayut, Thaksin et même Chaitawat, ceux qui ont perdu la foi en la monarchie ou qui sont devenus républicains ne sont jamais mentionnés. C'est comme si il n'y avait en Thaïlande que des gens qui aimaient et respectaient la monarchie, même parmi ceux qui veulent que la loi soit réformée ou abolie. Ce déni est un autre obstacle que la Thaïlande doit surmonter. Nous devons essayer d'accepter la réalité telle qu'elle est sans prétendre que tous les Thaïlandais ou que tous les partis sont royalistes.

Le plus drôle, c'est que les seuls à reconnaître qu'il existe des antimonarchistes et des républicains sont pour la plupart des ultraroyalistes.

Modifier ou non la loi sur la lèse-majesté, ou même l'abolir, est un débat indispensable, et nous pouvons prendre un bon départ en essayant d'être plus honnêtes sur la position des différents groupes. Rester dans le déni n'apportera rien de bon à la Thaïlande.

—Pravit Rojanaphruk

Publié le 7 novembre



THAÏLANDE

Panusaya Sithijirawattanakul, dite Rung



QUI EST-ELLE ?

Cette étudiante de 23 ans compte parmi les principales voix du mouvement pro-démocratie de la jeunesse thaïlandaise. Elle a été arrêtée en mars dernier en vertu de la loi relative au crime de lèse-majesté, qui interdit toute critique de la monarchie. En prison, elle a entrepris durant trente-huit jours une grève de la faim. Elle risque l'emprisonnement à perpétuité au titre d'une dizaine de chefs d'accusation.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

L'abandon immédiat de toutes les poursuites pénales contre Rung et les autres personnes inculpées uniquement pour avoir exercé pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression et à la liberté de rassemblement pacifique.





La prison délirante de Sissi

ÉGYPTE Une chanson et un clip à grand spectacle célèbrent une nouvelle prison où tout serait parfait, et les prisonniers heureux. C'est une stupide et grossière campagne de communication à destination des Américains, dénonce l'auteur égyptien Ahmed Naji.

—**Al-Modon** (extraits)
Beyrouth

C'est par une grosse campagne publicitaire qu'a été annoncée l'ouverture d'un nouveau complexe carcéral [à Ouadi Natroun, au nord-ouest du Caire]. Le plus grand d'Égypte et de tout le Moyen-Orient, voire de l'Afrique, nous dit-on, et qui sait, peut-être même du monde entier. C'est une vidéo [mise en ligne le 28 octobre] qui nous l'apprend, diffusée avec insistance sur les chaînes de télévision sur fond d'un morceau de variété plein de poésie et de bons sentiments sur *"la chance pour vivre"* [le titre de la chanson].

On y voit la prison filmée par des drones, entourée de parcs et de verdure qu'on chercherait en vain dans les rues des villes. Tout cela ressemble à une publicité pour un luxueux projet immobilier, ou à une maquette de station spatiale dans un film de science-fiction. On y voit également des gens à l'intérieur du bâtiment, qui doivent être des prisonniers et qui s'adonnent à d'étonnantes activités : ils travaillent dans une ferme, font de la musique dans un studio tout équipé ou préparent des plats dans une cuisine rutilante pleine d'électroménager de pointe. [Il y a aussi un parloir spacieux et accueillant], ainsi qu'une crèche pour enfants... Une scène particulièrement parlante montre un prisonnier en train de colorier un portrait d'Abdel Fattah Al-Sissi [le président égyptien]. Qui plus est, une mention au début de la vidéo affirme : *"Tous les détenus ont donné leur consentement pour être filmés."* Devant une telle assertion, on se demande s'il faut crier au scandale ou éclater de rire. Immédiatement, de petites mains aux ordres se sont mises au travail, avec un admirable sens du devoir national, pour faire tourner la vidéo sur les réseaux sociaux, dûment sous-titrée en anglais. C'est vrai qu'on ne peut qu'être fier de voir l'Égypte capable de produire de telles merveilles.

Illusion. Reste à savoir pourquoi le régime investit dans un tel opus, et le bénéfice qu'il espère en tirer. Espère-t-il que les téléspectateurs se précipitent sur leur téléphone pour réserver une chambre dans ce havre de paix ? Croit-on qu'ils en tireront l'impression que leur vie quotidienne s'est améliorée ? ou que la situation des droits de l'homme progresse ? Tout cela au moment même où le régime bannit la diffusion de photos prises dans les écoles, des écoles totalement vétustes où les élèves

sont assis par terre, entassés les uns sur les autres. Qui donc est le véritable destinataire de ces fadaïses que le régime enchaîne depuis quelques mois, de la *"stratégie nationale pour les droits humains"* jusqu'à la levée – de pure forme – de l'état d'urgence [le 25 octobre], en passant par cette prison cinq étoiles ?

Pour mieux comprendre, il faut revenir sur les relations que Le Caire entretient avec les États-Unis. Pendant quatre années, cela avait été la lune de miel sous la présidence de Donald Trump, qui disait de Sissi qu'il était son *"dictateur préféré"*. Mais depuis bientôt un an, le nouveau locataire de la Maison-Blanche s'appelle Joe Biden, et depuis, tout a changé.

Bêtes et fayots. Voilà pourquoi a été lancée, tapageusement, la *"stratégie nationale pour les droits humains"*. Voilà pourquoi un certain nombre de dossiers contre des organisations de la société civile ont été clos. Quelques défenseurs des droits humains n'ont plus leurs comptes bloqués, et il y a même eu des libérations de prison d'un petit nombre d'entre eux. Mais le téléphone ne sonne toujours pas, et les Américains ne débloquent toujours pas leur aide militaire. Alors, Sissi n'est pas content et se met en colère contre ses conseillers, qui commencent à courir dans



ÉGYPTE
Mohamed El-Baqer

QUI EST-IL ?

Mohamed El-Baqer est en prison pour avoir défendu des personnes qui subissent des violations de leurs droits en Égypte. Cet avocat spécialisé dans la défense des droits humains a fondé en 2014 l'ONG Adala pour les droits et les libertés.

Il a été arrêté en septembre 2019 alors qu'il se rendait au parquet pour défendre un ami, dans un contexte de répression systématique, menée contre les voix égyptiennes discordantes.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

Sa libération immédiate et sans condition.



COLL. PRIVÉE



↓ Dessin de Vlahovic, Serbie.



tous les sens pour trouver un moyen d'ama-douer le maître américain. Finalement, l'un d'eux a une illumination : *"Monsieur le président, on va bientôt ouvrir cette prison. On pourrait mettre ça en avant, façon droits de l'homme et tout ça..."* Aussitôt, ils convoquent toute une équipe artistique. Évidemment, les gens du spectacle s'empressent comme de bons petits soldats pour contenter les généraux, qui espèrent pouvoir satisfaire Son Excellence le président, qui espère pouvoir retrouver les grâces des Américains. Et puis ? Puis tout le monde est frappé de stupeur : les Américains se montrent tout à fait insensibles à tous ces efforts.

Voilà tout le problème du régime : la bêtise. La bêtise de ceux dont Sissi s'entoure. Il est au pouvoir depuis huit ans, et il n'a cessé d'écarter tous ceux qui sont capables de penser par eux-mêmes et de formuler des réserves quant à certains projets calamiteux. C'est lui-même qui a fait le choix de s'entourer d'une clique de fayots, issus de l'université américaine du Caire et qui ont passé toute leur vie derrière les murs de leur *compound* [ensemble immobilier de luxe, coupé du reste de la société]. Tout ce beau monde ne sait dire qu'une chose : *"Bien sûr, monsieur le président."* Le résultat, c'est un régime qui s'enfonce dans la bêtise, qui ne sait pas communiquer avec les acteurs politiques à l'intérieur ou à l'extérieur, et qui est incapable de comprendre le monde qui change. Tout ce qu'il sait faire, c'est offrir un modèle d'État policier répressif, cupide et porté sur la propagande. Le seul effet de cette vidéo aura été de confirmer ce que tout le monde savait déjà sur la nature du régime. Il se réduit à une poignée de généraux qui n'ont pas surmonté l'outrage de la révolution de 2011. Il vaut mieux les traiter avec circonspection. Car un général bête est plus dangereux qu'un général qui est simplement méchant.

—**Ahmed Naji**
Publié le 30 octobre



Nous avons le droit de vivre sans violences

TERRITOIRES PALESTINIENS Janna Jihad est la plus jeune journaliste du monde. Dans ses vidéos, et dans cette tribune, elle témoigne du harcèlement quotidien que subissent les jeunes Palestiniens et exhorte la communauté internationale à réagir.

—Al-Jazeera (extraits) Doha

Peu de gens dans le monde savent à quoi ressemble la vie des enfants palestiniens, à quel point nous ne nous sentons pas en sécurité dans nos maisons et ce que nous subissons chaque jour à cause de l'occupation israélienne.

J'ai grandi dans le village de Nabi Saleh, en Cisjordanie, un territoire occupé. À l'âge de 7 ans, j'ai commencé à tourner des vidéos sur notre vie, avec le téléphone portable de ma mère, pour les diffuser sur les réseaux sociaux et dans les médias. Dans mes vidéos, j'essaie de montrer à quoi ressemble notre quotidien. Les raids nocturnes, être réveillé à 3 heures du matin par les bombes lacrymogènes et les explosions de l'autre côté de la fenêtre ou par les soldats israéliens essayant de pénétrer dans la maison. Une fois, en ouvrant les yeux, j'ai vu un soldat israélien dans ma chambre en train de casser mes jouets avec son fusil. Il a posé le canon sur ma tête.

Israël viole nos droits et les lois internationales en toute impunité. Nos libertés et droits les plus fondamentaux, y compris notre droit à la vie, sont bafoués. Nous devons souvent lutter contre les sentiments de tristesse, de stress, de solitude et de peur causés par l'usage excessif de la force à notre rencontre et la possibilité que notre famille, notre école et notre

maison soient prises pour cible. Mes amis de Gaza vivent chaque jour dans la crainte d'être frappés par les bombes israéliennes.

Mon cousin, Mohammed Mounir Al-Tamimi, a été assassiné il y a quelques mois, le dernier jour de l'Aïd. Les soldats israéliens ont fait une descente dans notre village et se sont mis très vite à tirer sur toutes les personnes qu'ils voyaient dehors. Mohammed est sorti de sa maison pour chercher son frère. Un soldat lui a tiré dans l'estomac à balles réelles. Il n'avait que 17 ans.

Nous pleurons nos amis et nos parents, mais nous restons forts. Chaque balle qui ne nous tue pas nous donne davantage d'espoir et nous rend plus déterminés à résister à cette occupation.

Israël est le seul pays du monde qui arrête, met en prison et juge des enfants devant un tribunal militaire. Ma cousine, Ahed Tamimi, a passé huit mois dans une prison israélienne juste après avoir eu 16 ans. Il y avait beaucoup de femmes et d'enfants avec elle. Certains étaient en "détention administrative", ce qui signifie qu'on peut garder indéfiniment les gens en prison sans accusation officielle ni procès. Les enfants palestiniens détenus dans les prisons israéliennes subissent des traumatismes très graves. À cause de ce qu'ils ont vécu, beaucoup ne peuvent pas profiter à nouveau de leur enfance, même après avoir été libérés.

↑ Sur le drapeau: des bonbons ou un sort.
Dessin de
De Angelis, Italie.

Lorsque je n'avais que 12 ans, les policiers israéliens m'ont arrêtée à la frontière alors que je revenais de Jordanie et m'ont interrogée pendant trois heures. Je n'étais pas accompagnée par un parent ou un avocat, l'interrogatoire était donc illégal au regard du droit international. Mais ils s'en fichaient.

Après cet incident, j'ai décidé de me faire reconnaître comme journaliste. Je suis devenue la plus jeune titulaire d'une carte de presse du monde [à l'âge de 13 ans]. Avoir ce statut m'offre une certaine protection. Mais les journalistes aussi sont régulièrement arrêtés, blessés et même tués en Palestine.

Commission d'enquête. Le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a appelé tous ses États membres à coopérer pleinement avec sa commission d'enquête sur les violations du droit international humanitaire et des droits humains dans les Territoires palestiniens occupés. Cette enquête aurait dû être ouverte depuis longtemps. La communauté internationale ne peut pas continuer à fermer les yeux sur les souffrances des Palestiniens.

Les enfants palestiniens, comme tous les enfants, ont le droit de se sentir en sécurité dans leur maison et leur école. Ils ont le droit de vivre sans harcèlement, sans violence, sans arrestations arbitraires, sans les attaques des soldats et des colons israéliens.

Malgré toutes les difficultés auxquelles nous sommes confrontés, j'ai confiance en l'avenir. Nous sommes la génération du changement, la génération qui, je l'espère, libérera la Palestine. Nous ferons du monde un endroit meilleur, un endroit où il n'y aura ni occupation ni colonisation, où tous seront égaux, où les Palestiniens pourront vivre leur vie librement et avec dignité. Mais nous n'y parviendrons pas seuls : la communauté internationale doit sortir de son silence et se tenir à nos côtés dans notre lutte contre l'oppression.

—Janna Jihad

Publié le 14 septembre



TERRITOIRES PALESTINIENS
Janna Jihad



QUI EST-ELLE ?

Janna, 15 ans, vit en Cisjordanie, occupée par Israël. Enfant, elle filmait les exactions commises par les forces israéliennes contre son peuple. À 13 ans, elle a été reconnue comme journaliste pour son travail d'information sur la répression violente infligée aux Palestiniens. Depuis, Janna est harcelée par les autorités israéliennes et subit des menaces de mort sur les réseaux sociaux.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

Que soit mis fin à ce harcèlement, que la Convention relative aux droits de l'enfant soit étendue aux enfants palestiniens des Territoires occupés.





afrique

Le prix à payer pour un simple hashtag

NIGERIA Ce programmeur informatique de 31 ans avait pris part sur les réseaux sociaux à un mouvement citoyen qui dénonçait les exactions d'une unité de la police nigériane, tristement réputée pour sa brutalité.

La maison d'Imoleayo Michael se situe dans un quartier paisible d'Abuja, non loin de l'aéroport international. Le jeune programmeur y vivait une vie rangée, aux côtés de son épouse, de leur jeune fils et de sa mère. Une nuit de novembre, 20 agents du Service de la sécurité d'État (ou SSS, State Security Service) ont brutalement investi sa maison.

C'est dans **The Premium Times** qu'Imoleayo Michael détaille ce réveil terrifiant et les situations kafkaïennes qui en ont découlé : une détention de quarante et un jours par les forces de sécurité, la perte de son emploi, la confiscation de son matériel informatique, un acharnement judiciaire et un profond sentiment d'injustice.

"Ma mère était avec moi, mon fils et ma femme aussi. [Des hommes] ont pointé leurs armes sur nous et ont dit que nous devions ouvrir la porte. Je leur ai demandé qui ils étaient, ils ont dit qu'ils étaient des militaires", détaille le jeune homme dans les colonnes du quotidien nigérien. Puis les agents de la sécurité d'État ont exigé qu'il leur remette son téléphone, lui ont bandé les yeux et l'ont conduit dans les locaux du Service de la sécurité d'État.

Quel était le crime d'Imoleayo Michael pour subir une telle arrestation, qu'on imagine généralement réservée à un chef du groupe djihadiste nigérien Boko Haram ou à un membre du grand banditisme ? Le jeune Nigérien avait simplement participé à une campagne sur Twitter qui demandait, sous le hashtag #EndSARS, la neutralisation et la dissolution d'une "unité de police connue pour ses traitements inhumains, ses exécutions extrajudiciaires et ses extorsions". Le SARS (Special Anti-Robbery Squad), notoirement corrompu et brutal, avait accumulé tant de scandales que cela avait déclenché de nombreuses manifestations à travers le pays.

Face à ces manifestations, les autorités fédérales nigérianes avaient fini par mettre en place diverses commissions judiciaires pour enquêter sur les exactions du SARS et promis d'indemniser les victimes des violences policières.



NIGERIA
Imoleayo Michael

QUI EST-IL ?

En octobre 2020, Imoleayo Michael participe à une manifestation en ligne contre les violences de la Brigade spéciale de répression des vols (SARS). Deux semaines plus tard, la police débarque chez lui. Emprisonné durant quarante et un jours sans pouvoir consulter un avocat et inculpé de chefs d'accusation infondés, il encourt jusqu'à trois ans de prison.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

L'abandon immédiat de toutes les charges et la fin des violences du SARS.



© KC NWAKALOR / AMNESTY INTERNATIONAL



Pourtant, les manifestations, dont le mot d'ordre était "End SARS!" ("Mettez fin au SARS!"), ont continué jusqu'à celle qui s'est déroulée au poste de péage de Lekki, à Lagos. Et ce 20 octobre 2020, l'armée nigériane a ouvert le feu sur les manifestants désarmés. Une commission d'enquête a conclu, à la mi-novembre, qu'au moins 11 manifestants pacifiques et non armés avaient été tués et des dizaines d'autres blessés. La commission a également assimilé cette répression à un "massacre", réfutant l'affirmation première de l'armée selon laquelle les soldats n'avaient tiré qu'à blanc.

Imoleayo Michael n'avait pas pris part à la manifestation de Lekki. Sa seule participation au mouvement s'était faite via les réseaux sociaux. Mais cela a suffi à déclencher la perquisition musclée et la garde à vue qui ont suivi.

Après sa libération, au bout de quarante et un jours de détention, et alors que sa famille avait été laissée sans nouvelle pendant trente-six jours, le jeune Nigérien n'était pourtant pas sorti d'affaire. Les autorités "font pression sur le tribunal pour me faire condamner. Elles font vraiment, vraiment pression. J'avais pensé qu'après quarante et un jours de détention ce serait la fin, mais j'ai compris qu'ils prenaient l'affaire très au sérieux", confie le jeune Nigérien à *Premium Times*.

— **Courrier international**



CARTOON MOVEMENT

Érythrée Disparue de la surface de la terre

●●● Sur l'une des dernières photos la représentant, Ciham Ali Ahmed apparaît souriante, visage poupin et couettes sages, et esquissant le V de la victoire. Née en Californie, Ciham a grandi en Érythrée où son père, Ali Abdu, a été le ministre de l'Information d'Isaïas Afwerki, président de l'Érythrée depuis 1993. En 2012, son père a filé en Australie, craignant pour sa vie après une rupture avec le président, détaille **CNN**, qui s'est penché sur le sort de sa fille. En décembre 2012, Ciham Ali Ahmed, qui dispose des nationalités érythréenne et américaine, tente de fuir à son tour le pays et le service militaire forcé pour les hommes et femmes dès l'âge de 18 ans. Cette conscription, censée durer dix-huit mois, peut durer indéfiniment, note le site américain. Elle fuit aussi les éventuelles représailles après la désertion de son père. À la frontière avec le Soudan, elle est arrêtée et, depuis bientôt dix ans, n'a plus donné signe de vie. Sa famille soupçonne qu'elle est en prison, même si rien n'a jamais filtré sur son sort. Ciham n'a jamais été inculpée ni reconnue coupable d'aucun crime. Son sort fait écho à celui de tout un peuple, dans un pays décrit souvent comme "la Corée du Nord de l'Afrique". L'Érythrée d'Isaïas Afwerki n'a jamais organisé d'élections nationales. La presse libre y est absente, et les citoyens ne peuvent pas quitter le pays sans un visa de sortie délivré par le gouvernement.



ÉRYTHRÉE
Ciham Ali Ahmed



QUI EST-ELLE ?

Ciham Ali Ahmed, née à Los Angeles, a été élevée en Érythrée. Elle est arrêtée en décembre 2012 à la frontière avec le Soudan alors qu'elle tente de fuir l'Érythrée. Son père, Ali Abdu, ministre de l'Information du président Isaïas Afwerki, s'était exilé peu avant la tentative de coup d'État militaire contre le gouvernement. Neuf ans ont passé depuis l'arrestation de Ciham, et personne, y compris les membres de sa famille, ne sait où elle est détenue.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

Sa libération immédiate et sans condition.



SALEH YUNIS



amériques

Au nom du père

GUATEMALA Pour avoir défendu les droits de son peuple, Bernardo Caal Xol doit passer près de huit années de sa vie en prison. Ses filles, encore enfants au moment de l'arrestation, témoignent d'une vie modelée par les engagements paternels.

—El Faro (extraits) San Salvador

Le 30 janvier 2018, la vie nous a changées pour toujours. La police a capturé notre papa, Bernardo Caal Xol, accusé de détention illégale et de vol aggravé [d'une perceuse, d'une boîte à outils et d'un câble en fibre optique], au détriment d'un sous-traitant de l'entreprise hydroélectrique Oxec S.A. Même s'il n'a jamais rien volé, les autorités l'ont arrêté, ce qui nous prive du droit de grandir à ses côtés.

Le 9 novembre 2018, plus de neuf mois après son arrestation, il a été condamné à sept ans et quatre mois de prison après un procès pénal injuste, marqué par une série d'irrégularités et de négligences, et en l'absence d'éléments objectifs sur lesquels étayer l'accusation. Seul motif de son emprisonnement : il a défendu les droits du peuple q'eqchi' [peuple indigène descendant des Mayas, qui vit principalement au Guatemala et au Belize] face à un projet hydroélectrique.

En 2015, nous avons appris que l'entreprise Oxec était entrée le territoire maya q'eqchi' au moyen de tromperies et de mensonges, pour s'approprier nos fleuves sacrés, l'Ox-eek' et le Cahabón, et en dévier le cours. En outre, elle a abattu illégalement 15 hectares de forêt [naturelle] et mis la main sur des terres communales. L'État guatémalteque a autorisé Oxec à effectuer ces opérations sans avoir consulté notre peuple, comme c'était notre droit.

Ces fleuves et ces monts ont une grande importance spirituelle dans notre culture, et constituent une source de subsistance cruciale. Nos communautés y pêchaient, elles y ramassaient des crabes et des jutes [escargots d'eau douce]. Elles cueillaient aussi les plantes qui poussent sur les rives du fleuve et qui ont toujours servi à alimenter nos familles. Nous retirer l'accès aux fleuves, c'est nous condamner à la dénutrition. Il s'agit d'une question de vie ou de mort.

Les autorités guatémalteques devraient protéger l'environnement, notre territoire et nos droits en tant que peuples autochtones, afin de préserver l'avenir du pays. Au lieu de cela, l'État bafoue nos droits et emprisonne injustement ceux qui les défendent.

Quand il a été arrêté, nous étions petites : nous avions 11 et 9 ans, respectivement [Ni'kte

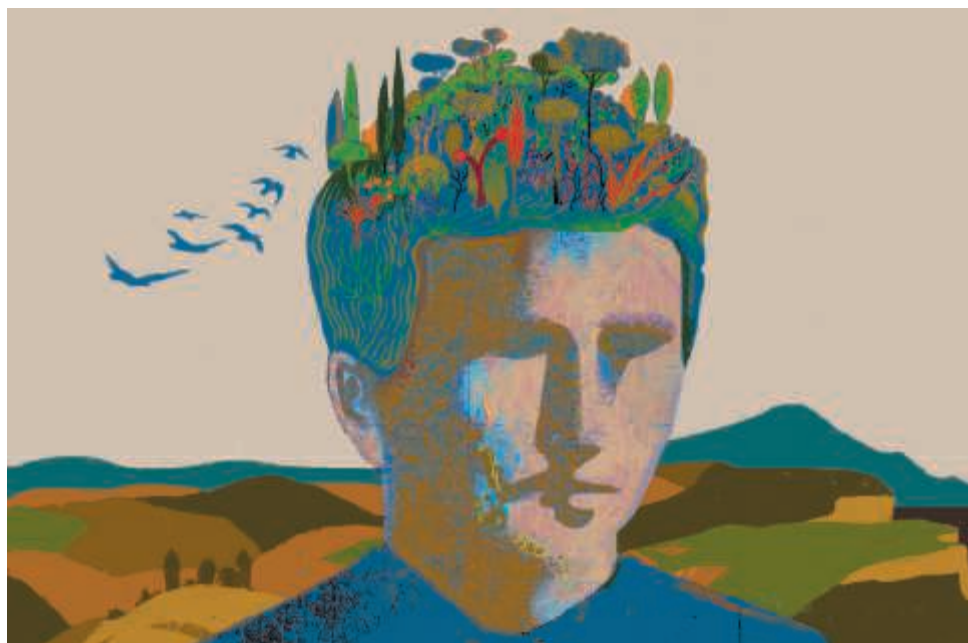
SOURCE

EL FARO

San Salvador, Salvador
elfaro.net

"Le Phare" est un site d'information pluraliste fondé en 1998. L'excellence de ses enquêtes de terrain constitue une référence. Les principales signatures de la presse d'Amérique centrale et d'Amérique latine y collaborent.

➤ Dessin de Beppe
Giacobbe paru dans
le Corriere della Sera,
Milan.



'Ixch'umil Saqijix Caal Matzir a désormais 14 ans et sa sœur Chahim Yaretzi Ketzalí Caal Matzir a 12 ans]. Cela n'a pas été facile pour nous de comprendre qu'au Guatemala il existe tant d'injustice envers les enfants et les défenseurs des droits de la collectivité. Il ne nous a pas non plus été facile de comprendre qu'au Guatemala on persécute, on diffame, on stigmatise, on menace, on criminalise ou on assassine ceux qui accompagnent les luttes collectives de leur peuple.

Depuis le jour de l'arrestation, nous avons pris beaucoup de risques pour faire le voyage de plusieurs heures qui mène à la ville de Cobán et rendre visite à notre père en prison. Nous restions à chaque fois environ six heures avec lui. Tout cela était usant et a bouleversé la dynamique familiale. Notre santé physique et mentale s'en est ressentie. Notre maman, surtout, est très affectée. Elle devait s'occuper de toute la famille et veiller aux besoins immédiats de papa, lui acheter des médicaments, des produits d'hygiène et de nettoyage, sans compter les frais qu'entraînait chaque visite à la prison.

Au début de l'année 2020, ce semblant de vie familiale a disparu. Les autorités pénitentiaires ne nous ont plus permis d'entrer dans la prison à cause des restrictions liées à la pandémie. L'étape la plus difficile que nous ayons vécue. Pourtant notre père nous a toujours assuré que tous nos instants partagés avaient été très heureux, indépendamment de sa fatigue ou des occupations quotidiennes. C'est pourquoi nous l'avons toujours appelé "le papa parfait".

Éducation. Nous pensons tous les jours à son amour, sa tendresse, ses conseils, sa force, sa lutte, son courage, son calme, son dynamisme, sa bonne humeur. Des centaines de souvenirs, comme le petit déjeuner délicieux qu'il nous préparait chaque matin, ou encore les bouillons, le b'aacha [plat à base de viande ou de poisson].

Nous apprenions tant de choses quand il nous racontait ses souvenirs d'enfance ou l'histoire du peuple maya q'eqchi'! Nous aimions tant qu'il nous apprenne à jouer au football, à utiliser l'ordinateur! Quel bonheur quand il nous couvrait de baisers, qu'il nous apprenait à nager, à faire de la bicyclette. Il nous a enseigné à lire, à débattre en public; et il nous a aussi appris à protester contre la corruption et l'impunité qui sévissent au Guatemala. À chaque instant, il nous a rappelé que nous ne devons pas tolérer les injustices, le machisme ou les inégalités.

Nous n'oublions pas non plus la fois où nous lui avons demandé un chien. Il a aussitôt demandé à ses amis et amies sur Facebook s'ils connaissaient un lieu où adopter des chiens. Il nous a alors expliqué la nécessité de l'adoption : les animaux ne s'achètent pas et ne se revendent pas.

Même depuis la prison, chaque fois qu'il nous écrit une lettre, notre père poursuit son travail d'éducation. Il continue à nous enseigner la dignité et le courage pour affronter le racisme de l'État guatémalteque.

—Ni'kte 'Ixch'umil Saqijix Caal Matzir
et Chahim Yaretzi Ketzalí Caal Matzir

Publié le 11 juin



GUATEMALA
Bernardo Caal Xol

QUI EST-IL ?

Ce syndicaliste et enseignant a toujours défendu les droits des Mayas Q'eqchi'. En 2015, Bernardo et son peuple protestent lorsque l'entreprise Oxec érige un barrage sur le fleuve Cahabón pour la construction de deux centrales hydroélectriques. En 2018, après une campagne de dénigrement à son encontre, un tribunal le condamne à plus de sept ans de prison, le déclarant coupable sans la moindre preuve.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

La libération inconditionnelle et immédiate de Bernardo Caal Xol.



SIMONE DALWASSO



europe

Dix-sept ans et prisonnier politique

BIÉLORUSSIE Mikita Zalatarou purge une peine de cinq ans. Son crime : avoir été vu durant les manifestations contre l'élection d'Alexandre Loukachenko.

Le 8 août 2020, Mikita Zalatarou s'adonnait à la pêche, sa passion, avec son père sur les rives de la Soj, cet affluent du Dniepr qui traverse Gomel, deuxième ville de Biélorussie, là où vit la famille, raconte le site biélorusse indépendant **Biélorousski Partizan**.

Soixante-douze heures plus tard, il est arrêté, accusé d'avoir "jeté une bouteille transformée en cocktail Molotov sur un soldat" lors d'une manifestation contestant l'élection du président Alexandre Loukachenko. Après six mois de détention préventive, l'adolescent, alors âgé de 16 ans et demi, pense qu'il sera libéré. Il est finalement condamné à cinq ans de colonie de redressement pour mineurs.

"Oui, il était à la manifestation ce jour-là, oui, il a couru devant les forces de l'ordre. Mais il n'a rien fait d'illégal, juste couru avec une bouteille", explique son père, Mikhaïl, qui estime que l'accusation n'a pas fourni de preuves. D'autre part, Mikita souffre d'épilepsie. "Dans un autre pays, on l'aurait envoyé à l'hôpital, pas en maison d'arrêt!" Avant le scrutin d'août 2020 et les mois suivants, une

répression féroce s'est abattue contre les opposants au régime d'Alexandre Loukachenko. Des centaines de personnes ont été arrêtées, emprisonnées, contraintes d'émigrer. Mikita a déclaré lors d'une audience au tribunal qu'il avait été battu. Il s'est également plaint qu'on ne lui donnait pas ses médicaments. "Tu es un politique, lui a dit un gardien. Tu peux crever."

En juillet dernier, l'adolescent a quitté la maison d'arrêt pour être transféré dans une colonie de redressement où il est condamné à rester pendant quatre ans et demi.

— **Courrier international**



MEXIQUE
Wendy Galarza

QUI EST-ELLE ?

Le 9 novembre 2020, Wendy participait à une manifestation organisée par des collectifs féministes à Cancún, en réaction à un féminicide. La police a tiré à balles réelles. Wendy a été blessée à la jambe et à l'entrejambe. L'enquête est toujours en cours et aucun responsable n'a encore été condamné.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

Enquêter sur les violations des droits humains dont Wendy Galarza a été victime, lui accorder des réparations et garantir que toute personne soupçonnée passe en justice.



MAHO IRIGOYEN/AMNESTY INTERNATIONAL

Bilan

ILS OU ELLES ONT ÉTÉ LIBÉRÉ(E)S

Pour une grande partie des personnes défendues lors de la campagne de l'an dernier, des améliorations ont été constatées. Menacée, Jani Silva, qui défend l'environnement en Colombie, bénéficie désormais de mesures de protection. En Turquie, les membres de Solidarité LGBTQ +, de l'université technique du Moyen-Orient, poursuivis pour avoir participé à un rassemblement illégal (un sit-in), ont été acquittés. Au Burundi, Germain Rukuki, militant pour l'abolition de la torture, a été libéré de prison. Tout comme Nassima Al-Sada, défenseure saoudienne des droits humains, libérée le 21 octobre.

Mexique Violences ordinaires

●●● Ce 9 novembre, Wendy Galarza et son compagnon se rendaient à une manifestation à Cancún pour protester contre les féminicides qui endeuillent régulièrement l'État du Yucatán, et plus largement le pays. En 2020, 3723 femmes ont été tuées au Mexique, selon les autorités du pays, et 940 de ces cas pourraient être des féminicides. La veille de la manifestation, le corps démembré d'une jeune femme avait été retrouvé dans des sacs-poubelle. La manifestation avait été organisée pour lui rendre hommage et alerter, une fois de plus, l'opinion sur ces assassinats endémiques. La suite, Wendy le raconte à **La Jordana Maya**, quotidien installé dans le Yucatán. "Cela faisait dix ou quinze minutes que nous étions arrivés [...]. Nous avons d'abord entendu trois détonations, et le désastre a commencé." Wendy a été gravement blessée par deux balles, dont les tirs sont attribués à des policiers présents sur les lieux de la manifestation. Elles ont provoqué des blessures qui l'empêchent de reprendre son travail et ont causé des dégâts psychologiques indéniables. D'autres personnes ont été touchées par les tirs des policiers. Très vite, Wendy Galarza a réclamé justice, notamment en déposant une plainte formalisée. Mais elle s'est heurtée au manque de volonté des autorités mexicaines d'enquêter sur l'origine exacte de ses blessures et sur les exactions des forces de l'ordre le 9 novembre 2020.



UKRAINE
ONG Sphere

QUI EST-ELLE ?

Depuis 2006, cette ONG défend les droits des femmes et des personnes LGBTQ+. Dans le domaine, c'est l'une des plus anciennes organisations du pays. Fondée par Anna Charyhina et Vira Tchernyhina, elle offre un espace protégé à ces minorités à Kharkiv, deuxième ville d'Ukraine.

QUE DEMANDE AMNESTY ?

Les autorités doivent faire en sorte que les auteurs des attaques contre l'ONG soient identifiés et rendent des comptes. Elles doivent soutenir et protéger les droits des LGBTQ+ à Kharkiv.



KATE MAISUR/AMNESTY INTERNATIONAL

Ukraine L'intolérance

●●● Après l'annulation de la Gay Pride à cause de la pandémie, en 2020, il fallait se rattraper. En septembre 2021, environ 7 000 personnes ont défilé dans la capitale ukrainienne, connue pour protéger les minorités sexuelles et de genre. "Pour de nombreux LGBTQ+, Kiev est un havre de tolérance, assure la **Tageszeitung**. Même à Kharkiv, deuxième ville du pays, l'atmosphère est très différente." Dans cette métropole de 1,5 million d'habitants, les personnes trans peinent à trouver un logement ou un travail. Le centre communautaire LGBT est régulièrement attaqué par des militants d'extrême droite venus de province, selon sa directrice. Pour de nombreuses personnes LGBTQ+, la crise sanitaire a aggravé la situation. "Celles et ceux qui perdent leur logement ou leur travail doivent retourner d'où elles ou ils sont partis, explique le titre de gauche. Et tout recommence : chômage, violences, incompréhension des parents, harcèlement en ligne et regards haineux."

COLL. PRIVÉE

trans-
versales.

économie

Sciences.....50
Signaux 51

Le fer, trop cher, rouille en Algérie

Construction. Chantiers au ralenti, chômage et dépôts de bilan : le BTP algérien est à la peine. En cause, la flambée des prix du fer à béton, essentiel à la structure des bâtiments.



—Twala (extraits) Alger

Lakhal Habib Yacine, jeune ingénieur en génie civil, examine ce 4 novembre l'avancement du chantier de quarante-huit logements publics aidés de la SARL Promotion Mestoui. Implanté dans la commune d'Oued Tlelat ([dans la wilaya d']Oran), le chantier a démarré, il y a plus de trois mois, avec une seule équipe de quinze ouvriers. «En temps normal, deux à trois équipes se relaient sur le

chantier», explique-t-il. Avec la hausse des prix du rond à béton [ou «fer à béton»], la cadence des travaux a été fortement réduite.

Créée en 2007, Promotion Mestoui maintient une faible cadence pour ne pas avoir à licencier ses employés. «Des ferrailleurs, des soudeurs et des maçons qualifiés se déplacent quotidiennement de Sidi Bel Abbès jusqu'à Oued Tlelat, sur 70 kilomètres, pour finaliser les travaux de réalisation de la plateforme. Si aucune baisse des prix du rond à béton n'intervient dans les

mois prochains, nous allons devoir arrêter les travaux.»

Avec un prix de cession, hors coût du foncier, évalué autour de 47 000 dinars [le mètre carré, environ 300 euros], aucun promoteur n'est en mesure de supporter les surcoûts induits par la hausse des prix du rond à béton. Une hausse des prix de l'immobilier pourrait d'ailleurs survenir à compter de 2022.

L'augmentation brutale des prix du rond à béton, ces derniers mois, a engendré une importante

mévente de ce matériau en Algérie. À Oran et dans toute la région ouest du pays, de nombreux chantiers de construction ont été mis à l'arrêt. Plusieurs emplois ont été supprimés dans les circuits de distribution de gros et de détail.

Cela a commencé fin août 2020, au lendemain de l'annonce par le gouvernement de mesures incitatives au profit des exportateurs de produits hors hydrocarbures. Objectif : 5 milliards de dollars [4,4 milliards d'euros] à l'export à fin 2021. Les produits fer et acier y figurent en bonne place, mais cette annonce intervient, incontestablement, au mauvais moment. Dès novembre 2020, les prix de l'acier à l'international amorcent une tendance à la hausse. Du coup, le marché algérien des billettes [barres] d'acier importées se resserre. Les sidérurgistes versés dans la fabrication du rond à béton répercutent cette hausse sur le prix du produit fini.

Invité de la Radio Chaîne 2 [d'expression berbère], le directeur général du complexe sidérurgique d'El Hadjar ([wilaya d'] Annaba), Lotfi Kamel Manaa, a affirmé début novembre : «C'est la hausse des prix des matières premières utilisées dans les hauts fourneaux, notamment le coke, qui est à l'origine de l'augmentation excessive des prix des produits sidérurgiques.» Il a expliqué que le prix du coke, un produit coté en Bourse, «est passé de 300 dollars [la tonne] en février dernier à 650 dollars aujourd'hui».

L'emballlement des marchés mondiaux n'est pas la seule cause. La crise sanitaire, la dévaluation du dinar [continue depuis la crise pétrolière de 2014, la dépréciation s'est accélérée avec la pandémie], l'imposition de taxes supplémentaires aux importateurs de ronds à béton et l'hégémonie exercée par le [groupe sidérurgiste] turc Tosyali sur la place d'Oran font passer les prix du simple au double. En presque deux semaines, le quintal de rond à béton bondit de 7 000 à 13 000 dinars pour le diamètre 12, la sorte la plus utilisée dans la construction.

Cette hausse des prix pousse de nombreux entrepreneurs à stopper net leurs chantiers. Les entreprises du bâtiment et des travaux publics, déjà mal en point à cause de la double crise sanitaire et financière, sont lourdement touchées.

Envers du décor : les revendeurs du [quartier] Hai En-Nedjma [de] Chtaïbo, à 15 kilomètres à l'est d'Oran, ferment les uns après les autres. Toutes les activités annexes (transport, manutention, commerces...) que le marché de Chtaïbo faisait vivre périclitent.

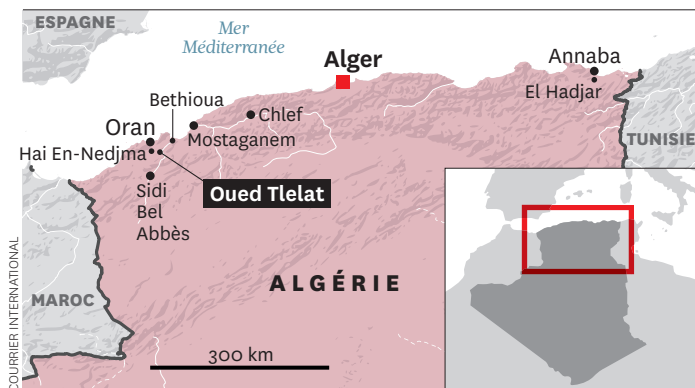
«Il y a eu une première flambée fin 2020, que l'on croyait passagère. Puis elle a fini par s'installer dans la durée, confirme Kada, l'un des plus anciens revendeurs de rond à béton à Chtaïbo. Je ne vends que de petites quantités aux rares autoconstructeurs qui ont encore la capacité de financer leurs chantiers.» Selon lui, cette flambée des prix a également entraîné

Le scénario d'une grève des entreprises de construction n'est pas à écarter.

une mévente d'autres matériaux : ciment, bois de coffrage, agrégats.... «Les métaux et le bois suivent la même courbe. Pendant les deux périodes de confinement, de nombreux revendeurs avaient déjà fermé leurs dépôts. La hausse des prix du rond à béton ne les a pas encouragés à reprendre l'activité après le déconfinement.»

La production de rond à béton, l'un des matériaux de construction les plus demandés dans le pays, ne connaît pourtant pas de rupture. Il est disponible en abondance, stocké chez les revendeurs, grossistes et producteurs d'Oran, a constaté Twala. «Ici, le fer rouille faute d'acheteurs, rapporte un revendeur sous couvert de l'anonymat. Les entrepôts de Chtaïbo sont pleins à craquer, mais les prix restent élevés. La politique d'exportation prônée par l'État a plombé le marché local.»

Outre les entrepôts, les aires de stockage du complexe sidérurgique Tosyali de Bethioua ([wilaya d'] Oran) ne désemplissent pas. Cette année, la production de Tosyali a atteint 3 millions de tonnes de différents produits ferreux commercialisés localement, ainsi que les produits destinés à l'exportation, selon l'agence officielle APS. [Les] recettes à l'exportation devraient atteindre 750 millions de dollars à la fin 2021 [670 millions d'euros] et 2 milliards de dollars par an après l'entrée en service de l'usine d'acier plat en 2025, selon la même source.



Principal partenaire de Tosyali, Sadjia dominait jusqu'à récemment le marché de gros à Oran. "Il y a six mois, on a abandonné l'activité de commercialisation du rond à béton", explique un représentant de cette société. Sadjia faisait partie des quatre gros fournisseurs de rond à béton à Oran, aux côtés de Maghreb Fer, Wafa Metal et Hanifi. Ce quartette détenait une bonne partie du marché de l'importation avant la mise en fonction du complexe turc en 2013. "C'est à partir de 2015 que les importations ont commencé à refluer", fait remarquer notre interlocuteur.

Durant cette période, Tosyali a pratiqué une politique commerciale s'appuyant sur un nombre réduit de grossistes. "Les prix fixés par les Turcs augmentaient sans cesse, déplore Daoudi Ghassab, gérant de Sadjia. On ne peut plus expliquer à nos clients les raisons de cette augmentation. Et on n'a aucun moyen d'intervenir. Les Turcs sont devenus, au bout de cinq ans, les seuls maîtres du marché."

[Pour] le chef commercial de Tosyali, Amirouche Lekadir, "malgré la hausse des prix, nos produits restent compétitifs. Nous importons tous les intrants et même si les prix du minerai de fer baissent, cela n'entraînera pas une baisse significative des prix des produits finis parce que le fret maritime, dont les prix ont augmenté pendant cette période, reste cher."

Daoudi Ghassab ne prévoit pas une baisse des prix dans l'immédiat, sauf si le gouvernement décide de baisser la fiscalité et d'engager un plan de relance ambitieux dans le BTP. "J'ai dû redéployer le personnel vers l'unité de production de carreaux de céramique en attendant d'y voir plus clair", dit-il. Pour lui, le marché de l'importation a été complètement verrouillé avec l'entrée en

production des complexes Tosyali ([wilaya d']Oran) et Qatari Steel ([wilaya de] Jijel). "Le rond à béton coûte entre 15 000 et 16 000 dinars par quintal à l'import, en y ajoutant les frais de fret maritime et toutes les autres charges et taxes. Actuellement, l'option d'un retour à l'importation n'est pas envisageable."

Selon Aidh Moussa, vice-président de l'Association générale des entrepreneurs algériens (Agea), rien ne justifie une telle hausse : "C'est de la spéculation ! Les prix actuels n'obéissent pas aux règles du marché, mais à un deal entre producteurs. Il faut stopper les exportations pour espérer mettre un terme à cette tension sur les prix du rond à béton. De tels prix constituent un frein pour la reprise du secteur du BTP."

"Les Turcs sont devenus, au bout de cinq ans, les seuls maîtres du marché."

Daoudi Ghassab,
GÉRANT DE LA SOCIÉTÉ SADJIA

Entrepreneur en bâtiment, Mohamed Harmel s'est résigné à mettre un coup de frein au chantier de construction de trente logements publics aidés à la sortie ouest de la ville de Sidi Bel Abbès. Ils sont nombreux comme lui à avoir préféré temporiser, mettant au chômage les ouvriers en attendant une baisse du prix de ce matériau. Mille cinq cents entreprises ont déjà mis la clé sous le paillason, avec la suppression de pas moins de 150 000 emplois en 2021, selon l'Agea.

"Pour un professionnel du bâtiment, déboursier 12 000 ou 13 000 dinars pour un quintal de rond à béton, c'est carrément du suicide, soutient-il. Avec ces prix-là, le promoteur démarre forcément à perte. D'ailleurs, sur la

trentaine d'entreprises engagées dans le programme, deux seulement ont entamé les travaux de fouilles. C'est le même topo à Oran, Mostaganem, Chlef..."

Techniquement, dans le déboursé sec d'une entreprise [du BTP], c'est-à-dire les dépenses nécessaires à l'exécution d'un ouvrage, une augmentation de 100 % du prix du rond à béton induit une hausse à minima de 20 % du prix d'un logement F3, précise-t-il. C'est de l'ordre de 1 million de dinars en surcoût à ponctionner dans les poches des souscripteurs pour le promotionnel ou dans les fonds de l'État pour les logements publics. "Les promoteurs ont opté pour un ralentissement volontaire de leurs chantiers. Je ne parle pas que du promotionnel, mais de tous les programmes de logements de l'État."

Le scénario d'une grève des entreprises de construction, comme celle menée en juin dernier par les entreprises de la wilaya de Chlef, n'est pas à écarter, fait-il remarquer.

Meksi Abdullah est chef d'entreprise, président de la chambre de commerce et d'industrie de la Mekerra. Spécialisé dans le secteur de l'hydraulique, il dit n'avoir jamais observé une telle tension sur le marché du rond à béton. "La fluctuation des prix impacte le secteur du BTP, freine la commande publique et grève le Trésor public, dit-il. Certains chefs d'entreprise continuent de s'approvisionner à perte, car l'essentiel pour eux est de maintenir en vie l'entreprise." Il estime le taux de mortalité des entreprises du BTP de l'ordre de 25 à 30 %. Au total, il situe entre 20 000 et 30 000 le nombre d'emplois perdus seulement à Sidi Bel Abbès.—

Publié le 11 novembre

SOURCE

TWALA

Alger, Algérie
twala.info/fr

C'est en pleine campagne de répression contre les médias, en 2020, que Twala a été créé par des journalistes algériens aguerris et reconnus. Ce site d'information indépendant ambitionne de revenir à un journalisme "des faits, de la rigueur et de l'enquête".

LA LETTRE TECH



Tous les quinze jours,
l'actualité de la Silicon
Valley vue des États-Unis

PHILIPPE COSTE, à New York

L'ami Covid et la guerre froide chez McDo

Comme toute la planète, les États-Unis se préparent avec inquiétude à l'arrivée du variant Omicron. Mais le **New York Times Magazine** a tout de même décidé de consacrer sa une aux conséquences positives de deux ans de pandémie de Covid-19. Depuis janvier 2020, le gouvernement a injecté plus de 4 000 milliards de dollars dans l'économie, l'équivalent du budget annuel du pays, destinés autant à la survie du citoyen lambda qu'à celle de millions d'entreprises.

Ce déluge de dollars finance aussi l'avenir en contribuant à une révolution des technologies médicales. Les avancées dans le domaine des tests de dépistage et l'incroyable accélération des procédures d'essais cliniques profiteront à toute la pharmacopée nécessaire aux maladies cardiaques, à l'arthrose, au lupus et au cancer. L'autre grand chantier, c'est Internet. En tout, avec l'appoint du plan de refonte des infrastructures de Joe Biden, près de 150 milliards de dollars ont été dévolus au haut débit, qui irrigue enfin les déserts numériques ruraux comme le Mississippi ou l'Alaska, dont 40 % des habitants ne disposent pas de connexions fiables.

Vanille chocolat

Wired dénonce un racket odieux qui menace les machines à glace des McDonald's. Dans un premier article paru il y a six mois, le magazine vilipendait déjà la société Taylor, qui, en vertu d'un contrat d'exclusivité, équipe toutes les franchises McDo. Problème, ces chefs-d'œuvre de technologie numérique qui garantissent la température et l'onctueuse texture des produits tombent en panne tout le temps. Or leurs utilisateurs, bien que propriétaires des machines, n'ont aucun moyen d'identifier l'origine des pannes et encore

moins d'y remédier sans recourir à des réparateurs agréés aux tarifs exorbitants.

La révolte couvait sur les réseaux sociaux quand, soudain, une start-up nommée Kytch a proposé aux opprimés un logiciel permettant de pirater les machines pour en trouver les codes d'accès. Taylor a immédiatement contre-attaqué, proféré des menaces, embauché des détectives privés et, aux dernières nouvelles, poussé l'animosité jusqu'à fomenter le hacking de Kytch dans le but de détruire la start-up, qui, en réponse, vient d'intenter un procès à Taylor. **Wired** promet de publier les prochains épisodes de la "guerre froide" des crèmes glacées.

La course des puces

La pénurie de semi-conducteurs mine les industries électronique et automobile américaines, mais les projets de méga-usines aux États-Unis, clés de l'indépendance technologique du pays, suscitent de grands espoirs dans des dizaines de bourgs perdus. Le **New York Times** s'est rendu à Taylor, un patelin du Texas prêt à tous les compromis pour accueillir Samsung. Alors que le Congrès envisage des aides fiscales massives pour les industriels américains et étrangers du secteur, les États rivalisent de subventions. À elle seule, la ville de Phoenix a dépensé 200 millions de dollars en infrastructures pour séduire un fabricant de puces taïwanais.—



SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

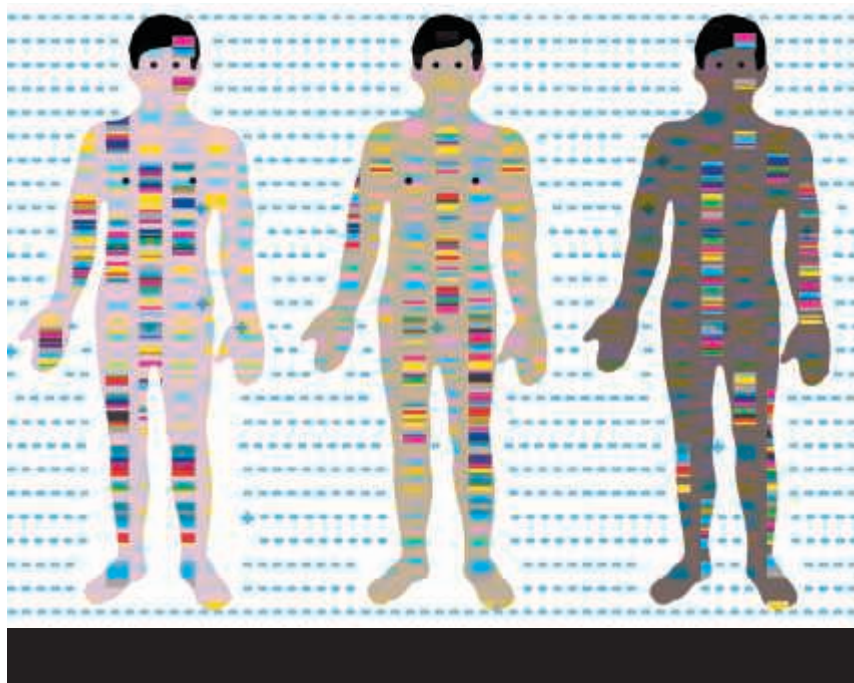
Inscrivez-vous sur notre site pour recevoir chaque mardi **La Lettre tech**.

SCIENCES



Le matériel médical est conçu pour l'homme blanc

Santé. Des masques aux systèmes d'intelligence artificielle, de nombreux équipements médicaux éveillent des soupçons de discrimination de race ou de genre.



—The Guardian Londres

Sajid Javid, le secrétaire d'État à la Santé et à la Protection sociale [du Royaume-Uni], annonce le lancement d'une étude sur le racisme systémique et les tendances discriminatoires liées au genre dans le secteur des équipements médicaux. Certains s'interrogent en effet sur la fiabilité de ce matériel pour les femmes et pour les personnes de couleur.

"Il est facile de supposer que les machines traitent tout le monde de la même façon,

mais les technologies sont créées et développées par des personnes, c'est pourquoi des préjugés, si involontaires soient-ils, peuvent apparaître ici aussi", écrit Sajid Javid dans le Sunday Times.

Examinons certains des appareils médicaux potentiellement concernés. L'oxymètre mesure le volume d'oxygène dans le sang. C'est un outil essentiel, par exemple pour déterminer quels patients souffrant du Covid-19 doivent être hospitalisés – entre autres parce que certains peuvent avoir un niveau

d'oxygène dangereusement bas sans le savoir. Or cet appareil fonctionne peut-être moins bien pour les personnes à la peau sombre. D'après le service de santé public [NHS] du Royaume-Uni et l'Agence de régulation des produits médicaux et de santé, il est possible que les oxymètres de pouls surestiment la quantité d'oxygène dans le sang de ces patients. Ces appareils sont conçus pour les Blancs, expliquait Sajid Javid au Guardian, le mois dernier. *"Conséquence, on a moins de chances d'être placé sous oxygène si on a la peau noire ou foncée parce que les résultats sont tout simplement faux."*

Selon les experts, cette inexactitude est peut-être l'une des raisons pour lesquelles le taux de mortalité est plus élevé au sein des minorités ethniques, même si d'autres facteurs peuvent entrer en jeu, par exemple le fait d'exercer un emploi où l'on est davantage exposé aux autres individus.

Les respirateurs de qualité médicale [dont font partie les masques filtrants] permettent d'assurer la sécurité du personnel de santé face au Covid-19, parce qu'ils offrent une protection contre les grandes et les petites particules exhalées par autrui. Toutefois, les masques filtrants doivent être ajustés correctement [au visage] pour offrir une protection efficace. Or les recherches montrent qu'ils ne vont pas aussi bien aux personnes appartenant à certaines origines ethniques.

"Seul un respirateur adapté aux caractéristiques faciales du porteur apporte une protection adéquate contre le virus. Le taux de réussite au test d'ajustement initial varie de 40 % à 90 %, et il est particulièrement bas chez les femmes et chez les Asiatiques", relève une étude publiée en 2020. D'après une autre étude publiée en septembre, les recherches sur l'ajustement de ce type d'équipement de protection individuelle se concentrent essentiellement sur les Blancs ou sur certains groupes ethniques. *"Les Noirs, les Asiatiques et les membres de minorités ethniques sont sous-représentés, ce qui limite les comparaisons entre groupes ethniques",* conclut le texte.

Les spiromètres mesurent la capacité pulmonaire. Les experts se demandent si l'interprétation de leurs données n'est pas faussée par des préjugés. Achuta Kadambi, un spécialiste en ingénierie électrique et informatique de l'université de Californie à Los Angeles, écrit, dans la revue Science, que les Noirs et les Asiatiques sont considérés comme ayant une capacité pulmonaire inférieure à celle des Blancs – une conviction qui repose peut-être sur l'inexactitude des études précédentes. Conséquence, on applique des facteurs "de correction" pour interpréter les données recueillies par le spiromètre – ce qui peut affecter l'ordre dans lequel les patients sont traités.

✍ *Dessin de Joe Magee paru dans MIT Technology Review, Cambridge.*

"Par exemple, avant 'correction', le spiromètre indique que la capacité pulmonaire d'un patient noir est inférieure à celle d'un patient blanc, explique-t-il. Après 'correction', on donnera priorité au patient blanc pour les soins parce que le patient noir est censé avoir une capacité pulmonaire plus faible et que celle-ci doit être beaucoup plus faible que celle d'un patient blanc avant d'être considérée comme une priorité."

Autre examen qui, selon Achuta Kadambi, est peut-être affecté par des partis pris raciaux : la photopléthysmographie, qui permet de mesurer les variations du volume sanguin dans les tissus à partir des variations de couleur de la peau, captées en vidéo. Or ces indices visuels risquent d'être faussés par le contenu en mélanine de l'épiderme, en d'autres termes, par la couleur de la peau.

Les bases d'images utilisées pour le diagnostic médical n'incluent pas assez de personnes de couleur.

Enfin, il existe les intelligences artificielles, de plus en plus employées dans la santé, par exemple pour aider les professionnels à poser un diagnostic. Or les données utilisées pour les mettre au point risquent d'être faussées, ce qui rendrait ces systèmes moins performants pour les personnes de couleur.

La question s'est posée récemment pour les systèmes de diagnostic des cancers de la peau. Seul un petit nombre de bases d'images en accès libre susceptibles de servir à mettre au point ces intelligences artificielles précisent l'ethnie ou le type de peau de l'intéressé, ont révélé des chercheurs. Et dans celles qui mentionnent ces informations, on trouve très peu d'images de personnes répertoriées comme ayant la peau sombre, foncée ou noire.

Sajid Javid reconnaît qu'il y a un problème. Après avoir annoncé, en octobre, l'attribution de fonds à des projets d'intelligence artificielle destinés à lutter contre les inégalités raciales en matière de santé, par exemple pour la détection de la rétinopathie diabétique, il a précisé qu'il fallait, entre autres, élaborer des normes de façon à assurer *"diversité et inclusion"* dans les jeux de données utilisés pour la mise au point de systèmes d'intelligence artificielle. *"Si nous formons nos intelligences artificielles à utiliser des données émanant en majorité de patients blancs, elles ne pourront pas servir la population dans son ensemble. Nous devons faire en sorte que les données que nous collectons soient représentatives de notre nation",* a-t-il ajouté.

—Nicola Davis

Publié le 21 novembre

Le Vietnam a dû affronter la colonisation française puis la guerre américaine, son napalm et ses défoliants. Il a également constitué un enjeu convoité dans la lutte d'influence que se livraient la Chine et l'URSS, les deux frères ennemis communistes d'alors. Aujourd'hui, changement de décor : le pays séduit les multinationales et cherche à tirer le meilleur parti de l'affrontement sino-américain.

CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX – 8,50 EUROS



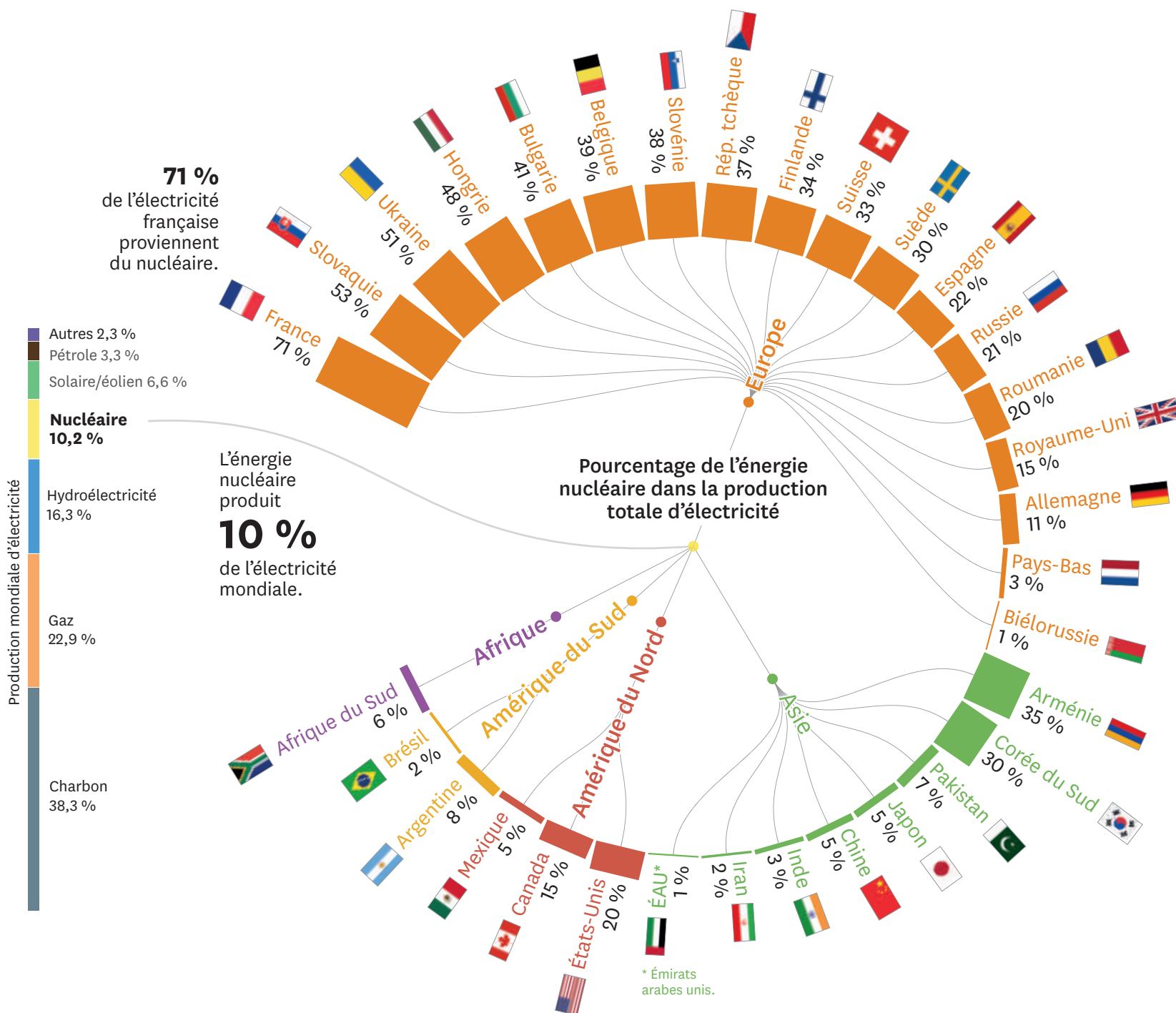


Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Du nucléaire sur tous les continents

Avec 71 % de son électricité provenant de l'atome, la France est le pays le plus nucléarisé du monde.

32 pays produisent de l'électricité à partir de réacteurs nucléaires.



Sources : World Nuclear Association (juin 2021), AIEA 2019

La source

AL-JAZEERA ENGLISH. Cette infographie a été publiée sur le site de la chaîne panarabe Al-Jazeera, destinée à un public non arabophone. Elle recense les pays qui s'appuient sur le nucléaire pour une partie de leur production d'électricité. Les États-Unis

sont le pays qui compte le plus de réacteurs en fonctionnement : 93 sur un total de 441, selon la World Nuclear Association. Mais c'est en Chine que l'on en construit le plus : le pays abrite presque un tiers des capacités mondiales actuellement en construction.

360

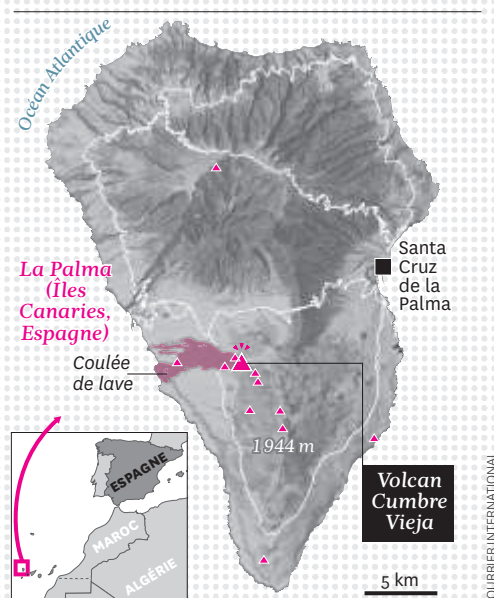


MAGAZINE

Pearl Harbor, le coup de poker japonais • Histoire . 56

Ce que les zombies ont à nous dire • Plein écran 58

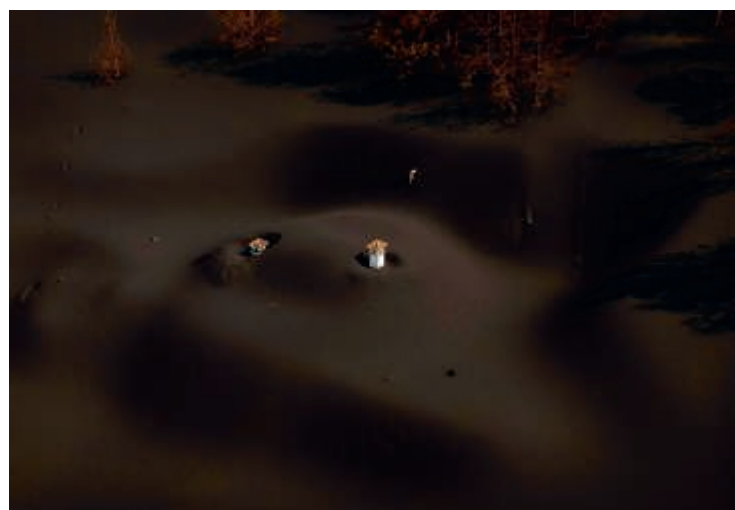
Sous les cendres, la plage



Deux mois d'éruption volcanique ont défiguré la très touristique île espagnole de La Palma. Les cendres ont créé des paysages irréels, inquiétants et fascinants, captés par le photographe Emilio Morenatti.



Après une semaine de secousses sismiques très nombreuses, l'éruption du volcan Cumbre Vieja que redoutaient les scientifiques guettant les signes avant-coureurs a eu lieu le 19 septembre. À la fin de novembre, l'activité volcanique sur l'île continuait de marquer le territoire de La Palma, dans les Canaries. Peu avant que les coulées de lave n'atteignent l'océan (susitant de nouvelles inquiétudes quant aux fumées toxiques), moins d'une semaine après la première explosion, **Publico** rapportait la situation sur place : «La cendre s'immisce partout. Elle recouvre les cultures, mais aussi les routes et les rues de tous les villages autour du volcan. Les premiers jours, les habitants s'armaient d'un balai pour chasser cette poussière noire qui s'accumulait sur les trottoirs



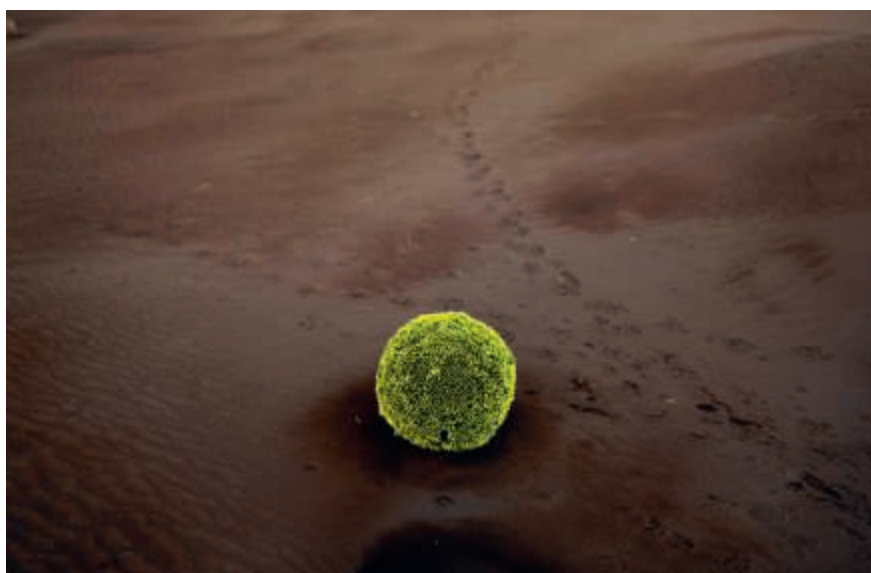
et devant les commerces. Bien vite, il a fallu faire intervenir des chasse-neige et des véhicules de nettoyage pour dégager la voie et faciliter la circulation automobile.”

Ce paysage dévasté se retrouve sous l'œil d'Emilio Morenatti. Plutôt que les impressionnantes visions du cratère déchaîné, le photographe choisit de mettre en avant ces – non moins spectaculaires – images des conséquences de la pluie de cendres. Méconnaissable, irréel, l'environnement du quotidien change de forme et se dote d'un jeu de contrastes surprenant, la teinte anthracite gagnant du terrain. Depuis l'éruption, rapporte **Associated Press**, l'agence pour laquelle Emiliano Morenatti travaille, le gouvernement a délimité une aire sinistrée de 8200 hectares. «Les policiers, les militaires et les scientifiques sont les seules personnes autorisées à se déplacer librement au sein de la zone d'exclusion, qui coupe en deux le littoral occidental de La Palma.» Le grondement du volcan se fait toujours entendre. «On ne s'entend plus parler à cause de son rugissement ininterrompu, qui noie pour ainsi dire les aboiements des chiens abandonnés et le roucoulement d'une volée de pigeons en quête d'un nid disparu.» Près de 7000 personnes ont été évacuées et un millier d'habitations ont été détruites, mais grâce à l'anticipation des pouvoirs publics et des experts aucune victime n'est à déplorer, poursuit l'agence.

Néanmoins, les perspectives sur le long terme restent incertaines. De l'agriculture à l'éducation (les élèves ont dû faire leur rentrée sous la double contrainte de l'éruption volcanique et du Covid-19), tous les secteurs sont affectés. Les perturbations dans l'aéroport et sur les lignes aériennes se font particulièrement sentir, explique **El País** à la fin de novembre : «Le volcan de La Palma attire de nombreux touristes chaque week-end. Et, parfois, ce même volcan les empêche de repartir, ce qui n'est pas sans créer de grandes difficultés.» **Publico** n'était guère plus optimiste : «La seule certitude, c'est que l'avenir de La Palma est lié au drame. Des récoltes réduites à néant, des maisons englouties, des gens qui ont tout perdu. Un paradis transformé en chaos permanent.»

Les photographies de cette page et des suivantes ont été prises sur l'île de La Palma entre le 28 octobre et le 1^{er} novembre 2021.





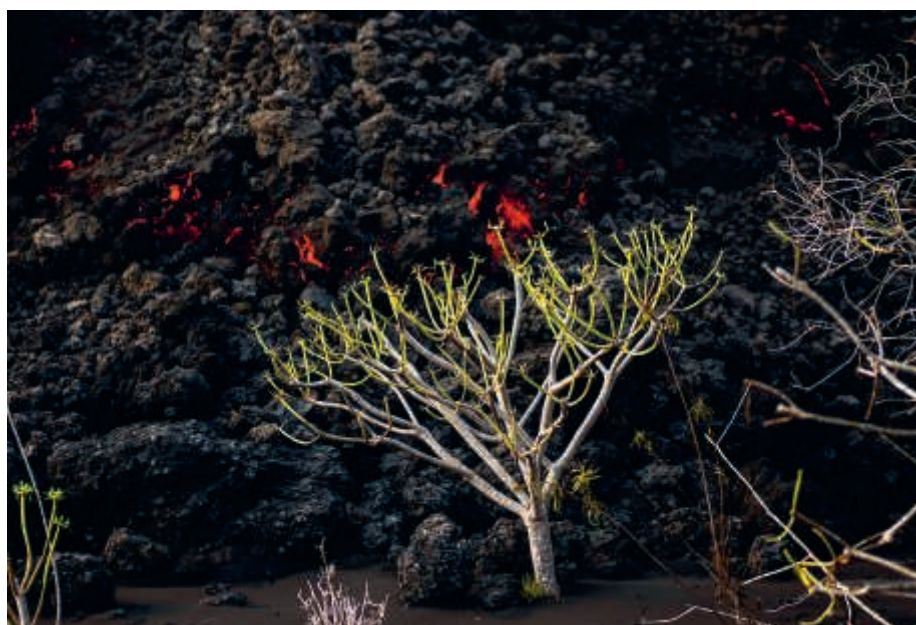
➤ → Un chat à Puerto Naos, un petit buisson qui a résisté, un plateau de vaisselle abandonné : le temps semble suspendu dans la zone d'exclusion.



Le photographe

EMILIO MORENATTI

Né à Saragosse en 1969, Emilio Morenatti commence sa carrière de reporter photo à la fin des années 1980. Rejoignant rapidement l'agence espagnole EFE – et plus tard Associated Press (AP), pour laquelle il travaille depuis dix-sept ans –, il couvre pendant des années des théâtres de conflits, notamment en Irak, à Gaza et en Afghanistan. Il est désormais le photographe en chef d'AP pour l'Espagne et le Portugal, et il a reçu en 2021 le prix Pulitzer de la photographie d'actualité pour son reportage sur le Covid-19 en Espagne.



↑ ← Les scientifiques estiment que le volcan Cumbre Vieja a expulsé 10 millions de mètres cubes de cendres. Les particules les plus lourdes et denses retombent sur le sol.

histoire. 



Pearl Harbor, le coup de poker japonais

7 décembre 1941 — États-Unis

Il y a quatre-vingts ans, le Japon attaquait par surprise la base navale américaine d'Hawaii. Cette offensive a transformé le conflit qui ensanglantait déjà l'Europe et l'Asie en guerre mondiale.

— **Military History Matters**
(extraits) Londres

Dès 1939, la marine impériale japonaise a développé une doctrine militaire qui prévoit une offensive pour s'emparer des ressources stratégiques en étain, caoutchouc et pétrole de la Malaisie et des Indes orientales néerlandaises [l'Indonésie]. L'état-major nippon part du principe que ces opérations entraîneraient l'entrée en guerre des États-Unis, pour soutenir la Grande-Bretagne et les Pays-Bas. Du reste, les Philippines [alors possession américaine] sont également visées, dans le but d'éliminer la flotte et les bases aériennes américaines, capables de menacer les offensives japonaises.

Tokyo s'attend à ce que la Flotte américaine du Pacifique quitte ses bases de la côte Ouest pour venir épauler la garnison américaine dans les Philippines. Les sous-marins japonais sont censés attaquer les premiers, avant d'être rejoints par des bombardiers à long rayon d'action quand les Américains seraient à portée des bases aériennes japonaises dans les Mariannes et les Carolines. Puis les porte-avions de la marine impériale lanceraient des frappes contre leurs homologues américains. Enfin, les cuirassés se rueraient à la curée pour détruire les débris de la Flotte du Pacifique.

Même avant la guerre, ce plan se révèle irréalisable. En 1939, un exercice montre que la force sous-marine japonaise ne dispose pas d'assez de moyens pour jouer le rôle qui lui est dévolu. Mais le plan restera inchangé jusqu'à ce que l'amiral Isoroku Yamamoto soit nommé commandant en chef de la Flotte combinée (le fer de lance de la marine impériale) en août 1939.

Ancien commandant de porte-avions, Yamamoto comprend mieux que beaucoup de ses contemporains le potentiel de l'aéronavale. Constatant l'échec de la doctrine militaire japonaise lors des exercices d'état-major, il propose une autre stratégie : une frappe préventive pour paralyser la Flotte américaine du Pacifique, ce qui donnera le temps aux Japonais de conquérir les Philippines, la Malaisie et les Indes orientales néerlandaises. Ayant fait ses études à Harvard et ayant été deux fois attaché naval à Washington, il connaît bien la marine et l'industrie américaines. Il est ainsi persuadé que le Japon doit s'efforcer de remporter une victoire rapide avant que les États-Unis puissent mettre en branle leur puissance industrielle et s'assurer une supériorité militaire, navale et aérienne écrasante.

Le projet de frappe préventive de Yamamoto aurait peut-être été lui aussi impossible si la Flotte du Pacifique était

← Le 7 décembre 1941, à Pearl Harbor l'armée japonaise détruit l'aéronavale américaine garée au sol. Photo AKG Images

restée dans ses bases de la côte Ouest, à San Pedro et à San Diego. Mais, à la mi-1940, Roosevelt a ordonné son redéploiement à Pearl Harbor, à Hawaii, pensant que cela aurait un effet dissuasif sur le Japon. Or la vulnérabilité de la base de Pearl Harbor avait été signalée dès 1925 dans un rapport du général Billy Mitchell qui mettait l'accent sur la menace grandissante de la puissance aérienne japonaise. Dans son rapport, Mitchell envisageait une première attaque contre Pearl Harbor, puis une frappe sur les bases américaines dans les Philippines, et laissait entendre que les dommages infligés à la Flotte du Pacifique permettraient aux Japonais de s'emparer des Philippines.

Malgré cela, en décembre 1941, et bien que la presse américaine n'ait cessé de spéculer sur le risque d'une guerre imminente avec le Japon, la base de Pearl Harbor n'est pas prête à faire face à une attaque. La défense souffre du manque de coopération entre l'armée de terre et la Navy. Redoutant que la communauté japonaise de l'île ne se livre à des actes de sabotage, l'armée ordonne que tous les avions soient alignés à découvert sur les pistes afin d'être plus faciles à protéger, en dépit des protestations horrifiées des chefs d'escadrille.

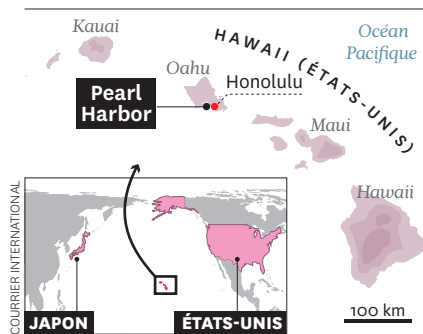
Le dimanche 7 décembre 1941, à l'aube, les six porte-avions de la flotte japonaise en approche commencent à faire décoller leurs groupes aériens. Tous les équipages ont reçu les ordres suivants concernant leurs objectifs prioritaires : "Les cibles des attaques sont les aérodromes; les porte-avions; les cuirassés, croiseurs et autres bâtiments de combat; les navires marchands; les installations portuaires et terrestres, dans cet ordre."

Sur les 408 appareils opérationnels, 360 sont répartis entre les deux vagues d'assaut, 48 chasseurs Zero étant chargés de protéger les porte-avions. Chaque vague se compose de bombardiers en piqué, d'avions torpilleurs et de chasseurs. Les attaques aériennes doivent être appuyées par cinq mini-sous-marins Type A, lancés par les sous-marins de la flotte à l'affût au large.

Quatre au moins des cinq mini-sous-marins ne parviennent pas à pénétrer dans la rade. À 6 h 45, le destroyer américain *Ward* signale avoir coulé un sous-marin dans la zone interdite, juste à l'entrée du port. L'incident se produit un peu avant l'arrivée de la première vague japonaise, ce qui aurait dû laisser largement le temps à la défense pour se préparer afin de décimer les assaillants. Aucun des mini-sous-marins ne rentrera de la mission.

À 7 h 2, la base de Pearl Harbor reçoit un ultime avertissement dont les autorités ne tiennent pas compte. Des opérateurs radars ont en effet détecté une importante formation d'aéronefs à 210 kilomètres au nord d'Hawaii, information qu'ils transmettent par téléphone au Centre de l'information aérienne de Fort Shafter. L'officier de service, inexpérimenté, pense alors qu'il s'agit

Repères



LA GUERRE-ÉCLAIR JAPONAISE EN QUELQUES DATES

7 décembre 1941 — Outre Pearl Harbor, les forces japonaises bombardent les bases américaines à Guam, Wake et dans les Philippines, ainsi que les positions britanniques à Hong Kong et Singapour.

8 décembre — L'armée nipponne entre en Thaïlande et en Malaisie, puis en Birmanie. Début de la bataille de Hong Kong.

10 décembre — Deux navires britanniques, le croiseur *Repulse* et le cuirassé *Prince of Wales*, sont coulés par l'aviation japonaise en mer de Chine du Sud.

12 décembre — Les Japonais débarquent dans le sud des Philippines.

16 décembre — Ils envahissent Bornéo, alors partagé entre le Royaume-Uni et les Pays-Bas.

22 décembre — Les Japonais pénètrent en Birmanie.

23 décembre — La garnison américaine de Wake capitule.

24 décembre — Dans les Philippines, les Américains se replient sur la péninsule de Bataan.

25 décembre — Chute de Hong Kong.

28 décembre — Des parachutistes japonais sont largués sur Sumatra, en Indonésie.

de 16 bombardiers B-17 américains partis de San Francisco le matin même et répond aux opérateurs de ne pas s'en inquiéter.

Par conséquent, quand les premiers avions japonais passent à l'attaque à 7 h 55, la surprise est totale. Seuls 8 chasseurs de la base réussissent à décoller pour intercepter les assaillants, en abattant 12 en tout. Eux-mêmes sont abattus, et les Japonais s'en prennent alors aux cibles faciles que constitue la masse d'appareils garés au sol. Au bout du compte, sur les 402 avions américains qui se trouvent à Hawaii, 188 sont détruits et 159 endommagés.

Ne se heurtant à aucune opposition efficace dans les airs, les premiers attaquants peuvent choisir leurs proies sans presque se soucier des tirs sporadiques de la DCA [artillerie antiaérienne]. Aucun des trois

porte-avions de la Flotte du Pacifique ne se trouvant au port, les avions torpilleurs reportent leur attention sur les cuirassés, avec le soutien des bombardiers en piqué. Les attaques suivantes manquent de précision, du fait de la fumée des premières cibles et des tirs plus nourris de la défense antiaérienne, mais malgré tout 21 bâtiments sont endommagés ou coulés, dont trois seulement seront remis en service.

En décembre 1941, la Flotte américaine du Pacifique alignait 9 cuirassés, 3 porte-avions, 12 croiseurs lourds, 8 croiseurs légers, 50 destroyers, 33 sous-marins et 100 avions de patrouille maritime. Si l'attaque a effectivement détruit les cuirassés de la flotte, pour la plupart obsolètes, l'élément le plus important est l'absence des 3 porte-avions, qui ont tous échappé à l'opération. À ce moment-là, le *Saratoga* vogue vers San Diego, où il doit récupérer son groupe aérien, à l'entraînement à terre pendant les travaux de modernisation du bâtiment. L'*Enterprise* et son groupe, eux, sont en train de revenir à Hawaii après avoir déposé l'escadrille de combat des marines VMF-211 sur l'île de Wake. Ils étaient attendus à Pearl Harbor le 6 décembre, et doivent fort probablement leur survie au mauvais temps, qui a retardé leur entrée au port jusqu'à l'après-midi du 8 décembre.

La Task Force 12, composée du porte-avions *Lexington*, de 3 croiseurs lourds et de 5 destroyers, avait quitté la rade le 5 décembre pour transporter 18 bombardiers en piqué du corps des marines jusqu'à l'île de Midway. Le matin du 7 décembre, la Task Force se trouve à environ 930 kilomètres au sud-est de Midway quand elle est prévenue de l'attaque japonaise. Elle reçoit alors l'ordre de se mettre à traquer les porte-avions ennemis. (Fort heureusement pour le *Lexington*, la Task Force ne les a pas rattrapés, car malgré leurs pertes les groupes aériens de la Marine impériale japonaise disposaient encore d'une supériorité telle qu'ils l'auraient sans doute envoyé par le fond.)

La survie de ses porte-avions a permis à la Flotte du Pacifique de se remettre du choc avec une remarquable rapidité. Comme l'a déclaré Yamamoto au Premier ministre japonais, le prince Konoe : "Durant les six à douze premiers mois d'une guerre avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, je pourrai caracoler et je remporterai victoire sur victoire. Mais si la guerre continue après cela, je n'ai pas d'espoir de succès." (La première défaite décisive essuyée par la marine impériale à Midway aura lieu six mois tout juste après l'attaque sur Pearl Harbor.)

Pour conclure, citons cette autre réflexion (apocryphe) de l'amiral Yamamoto : "Je crains que nous n'ayons fait que réveiller un géant endormi et que nous lui ayons insufflé une terrible résolution."

—David Porter

Publié le 23 novembre

Cinéma

Trois films pour une bataille

L'attaque sur la base navale américaine a inspiré le cinéma, avec plus ou moins de bonheur.

Tiré du roman éponyme de James Jones, le célèbre *Tant qu'il y aura des hommes*, chef-d'œuvre de Fred Zinneman, en 1953, raconte la vie des hommes de la base et leurs rivalités, et se termine par l'assaut de l'aéronavale japonaise. À voir également, pour la reconstitution méticuleuse des événements qu'il propose, *Tora! Tora! Tora!*, ambitieuse production américano-japonaise de près de deux heures et demie, sortie en 1970. Le film a en outre l'intérêt de présenter avec neutralité tant le point de vue américain que celui des Japonais. Le troisième "grand" film consacré à la bataille n'est autre que *Pearl Harbor* de Michael Bay, "sorti sur les écrans il y a vingt ans, le 25 mai 2001, un jour qui restera dans les annales de la série B", grince **The Guardian** dans un article disponible en intégralité sur le site de *Courrier international*. Le producteur "[Jerry] Bruckheimer et Bay ne s'intéressent au tragique de l'événement qu'en vue du triomphe final", déplore le quotidien britannique, qui rappelle que le film, au lieu de narrer le récit de ce qui a été une défaite pour les États-Unis, s'étire en longueur pour inclure le premier raid américain sur Tokyo en avril 1942. "Une chose est sûre, conclut *The Guardian*, il ne fallait pas compter sur Bruckheimer et Bay pour présenter l'attaque de Pearl Harbor comme une tragédie. Mieux vaut laisser ça aux perdants et glorifier ce qui s'est passé après que le géant endormi a été arraché à son sommeil."

SOURCE



MILITARY HISTORY MATTERS

Londres, Royaume-Uni

Bimestriel

military-history.org

Ce magazine créé en 2010, à l'occasion du 70^e anniversaire de la bataille d'Angleterre, s'adresse aux passionnés de stratégie et d'histoire militaire.

plein écran. 

Ce que les zombies ont à nous dire

The Walking Dead, adapté des comics éponymes, a entamé son ultime saison. Le zombie y incarne tous les maux politiques, sociaux et sanitaires qui ont touché les États-Unis au cours de la décennie écoulée. Ce journaliste explique pourquoi il est fan.

— **Expresso** Lisbonne

Le zombie peut être le plus humain des monstres quand il devient l'allégorie de notre peur de la mort, mais il est aussi le plus politique, dans son incarnation de l'horreur des grandes catastrophes qui menacent la civilisation – attentats, comme ceux du 11 Septembre, désastres climatiques, pandémies, crises migratoires ou ascension au pouvoir d'individus peu recommandables (pour le dire sobrement)... Le mort-vivant est aussi porteur d'une critique du consumérisme : ainsi, dans une scène de la fameuse saga cinématographique de George Romero entamée avec *La Nuit des morts-vivants*, l'un des survivants retranchés au

fond d'une boutique constate, en voyant les zombies faire du lèche-vitrines dans un centre commercial, que *"même morts ils continuent de venir ici..."*

Le scénariste américain Robert Kirkman n'était pas né en 1968, quand est sorti le film culte de Romero. Mais c'est bien là qu'il a puisé son inspiration pour se lancer dans la publication, au lendemain du 11 septembre 2001, des premiers volumes des comics *The Walking Dead* [traduits en français aux éditions Delcourt]. L'épidémie qui transforme les individus en monstres y est aussi soudaine et inexplicable que la chute de deux avions sur les tours jumelles de Manhattan. Le succès sera immense, et plus encore à partir de l'arrivée, au dessin, du Britannique Charlie Adlard, qui ira jusqu'au 193^e et dernier numéro de la série, en 2019.

En 2010 est lancée la série adaptée de la BD, et le succès est là encore au rendez-vous. Au mastodonte HBO, Robert Kirkman a préféré AMC, une chaîne discrète du câble : *"Plus l'aquarium est petit, mieux on voit le poisson..."* Il y aura en tout 11 saisons* et, comme pour la BD, les auteurs éviteront celle de trop. C'est qu'on n'écrit pas une intrigue comme un chewing-gum. Entre-temps, la série originale a fait des petits, à l'image de *Fear the Walking Dead* et de *The*

Walking Dead : World Beyond. Les différentes sagas partagent des thèmes communs : lutte de pouvoir entre des clans et des groupes de survivants, émergence de tyrans tels le Gouverneur, Negan ou Virginia, mais aussi, et

surtout, naissance d'un nouvel État totalitaire et ultratechnologique, mis en scène dans les saisons 10 et 11 de *The Walking Dead* ainsi que dans ses deux spin-off. Mais la franchise fait aussi un portrait de la classe moyenne de l'Amérique de l'intérieur, un milieu que connaît bien Robert Kirkman, qui est né dans une famille d'ouvriers du Kentucky. C'est l'Amérique à qui Trump doit son ascension, et sa chute. Le zombie [jamais désigné sous ce terme dans l'œuvre] sème le chaos chez ces Américains exactement comme l'ont fait les délocalisations, les opiacés et l'alcool, le démantèlement des services publics, du tissu social et de la presse locale.

Plus largement, *The Walking Dead* est la chronique du déclin de la civilisation sur fond d'extrême violence. La mort peut faucher n'importe quel personnage, jusqu'au plus coriace qui avait échappé des saisons durant à la soif de sang des monstres – et en cela, on pense à une autre série marquante, *Game of Thrones*. Comme Peter Jackson dans son premier film, *Braindead* [sorti en 1992], autre référence du genre, Kirkman ne lésine pas sur le gore – pour autant, aussi violentes que soient certaines scènes, elles ne sont jamais gratuites. Et comme dans *Game of Thrones* encore, la série finit par prendre de très grandes libertés avec l'œuvre originale dont elle est tirée.

Le scénariste est revenu sur ce goût pour le sang dans une interview donnée au Festival de la bande dessinée d'Angoulême [à l'occasion de l'exposition qui lui a été consacrée, lors de l'édition 2020] : *"La violence est naturelle, par exemple quand votre instinct vous dit de protéger votre famille. La société a été construite de façon à rendre cette violence inutile, par la sublimation ou la ritualisation. Mais si vous retirez la civilisation, vous y recourez naturellement. J'ai essayé de brosser un portrait réaliste des interactions humaines."* Ainsi des individus lambda – policiers, avocats, livreurs de pizzas – se retrouvent-ils pris dans des événements qui les dépassent, et l'apocalypse zombie n'est en fin de compte que la toile de fond d'une intrigue où se mêlent grands et bassesses, mesquineries et élans de solidarité. Mais s'il est

↓ Dans *The Walking Dead*, les zombies sont appelés les "rôdeurs" ou encore les "infectés".

Photo AMC Film Holdings LLC

une chose dans laquelle ne verse pas *The Walking Dead*, c'est le manichéisme. Aucun personnage n'est tout noir ou tout blanc, il n'y a pas d'un côté les bons, de l'autre les méchants, comme dans le western d'avant John Ford et Sam Peckinpah. Pour certains, l'apocalypse zombie est une chance de rédemption, tel Daryl (Norman Reedus), biker marginal qui devient combattant altruiste, ou Carol (Melissa McBride) qui, de femme soumise et maltraitée, se métamorphose en guerrière. D'autres ne saisissent pas cette chance, tel le Gouverneur [David Morrissey], qui finit victime de son orgueil.

"The Walking Dead" est la chronique du déclin de la civilisation sur fond d'extrême violence.

Certains épisodes de la saison 10 étaient particulièrement réussis, tels ceux qui viennent éclairer comment Negan (Jeffrey Dean Morgan), despote déchu, a échappé à la mort pour finir par jouer un rôle dans la lutte contre de nouvelles menaces. Et puisqu'on parle de durs à cuire, qui au fond est le plus effrayant dans l'ultime saison, de Negan ou de Maggie (Lauren Cohan), envers qui cet ancien chef des Sauvages a une dette de sang ? Nous serons nombreux à dévorer cette onzième et dernière saison.

— **Rui Cardoso**

Publié le 6 septembre

*La dernière saison de *The Walking Dead*, en cours de diffusion aux États-Unis, est également proposée en France sur OCS depuis le 23 août, à raison d'un épisode par semaine.



NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

Science, société, géopolitique... Les articles les plus marquants de l'année parus dans la presse étrangère.



 **Courrier international**
Hors-série Décembre 2021-janvier 2022
8,50 €

Les articles de la presse étrangère qui ont marqué l'année.

BEST OF 2021

En partenariat avec 

Avec 11 pages de jeux conçues par le magazine  **l'éléphant**
la revue de culture générale

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

 **Courrier international**

PERLINO PROSECCO

*Idéal en Spritz**



SIREN 572 056 331

*RECETTE COCKTAIL SPRITZ : PROSECCO PERLINO ÉLABORÉ À PARTIR DE RAISINS DE LA RÉGION DE VENISE, AMER ITALIEN, EAU GAZEUSE, DEMI-TRANCHE D'ORANGE, GLAÇONS.

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.